UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Archive ouverte UNIGE
https://archive-ouverte.unige.ch

Master 2023

Open Access

This version of the publication is provided by the author(s) and made available in accordance with the copyright holder(s).

La transformation des mouvements sociaux urbains libanais en initiatives politiques : le cas de Beirut Madinati (2015-2019)

Corne, Caroline Marie

How to cite

CORNE, Caroline Marie. La transformation des mouvements sociaux urbains libanais en initiatives politiques : le cas de Beirut Madinati (2015-2019). Master, 2023.

This publication URL: https://archive-ouverte.unige.ch/unige:179315

© The author(s). This work is licensed under a Other Open Access license
https://www.unige.ch/biblio/aou/fr/guide/info/references/licences/

GLOBAL STUDIES INSTITUTE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
COLLECTION « MÉMOIRES ÉLECTRONIQUES »
Vol. 130-2024

La transformation des mouvements sociaux urbains libanais en initiatives politiques : le cas de Beirut Madinati (2015-2019)

Mémoire présenté pour l'obtention
du Master Moyen-Orient par
Caroline Corne

Sous la direction de Azzedine Rakkah
Juré : Hasni Abidi
Genève, septembre 2023

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier naturellement mon directeur de mémoire, Monsieur Azzedine Rakkah, qui m'a, pendant plusieurs mois, aidée à perfectionner ce travail grâce à de précieux conseils et un suivi attentif. Son expertise m'a ainsi permis d'accomplir ce travail exigeant.

Je remercie également celles et ceux qui m'ont accordé un entretien et qui ont su répondre à mes questions avec patience et pertinence. Ces rencontres m'ont permis d'apporter un regard humain sur mon objet de recherche. Mes pensées vont donc vers Monsieur J., Madame K., Monsieur T., Monsieur D., Monsieur B., Monsieur C. et Madame E.

Je tiens également à remercier Madame Mona Fawaz qui a été ma professeure d'urbanisme au semestre d'automne 2022 à l'Université Américaine de Beyrouth et qui, grâce à des enseignements passionnants, m'a donné l'envie de travailler sur les questions urbaines libanaises et d'approfondir mes recherches sur les mouvements sociaux urbains. Je remercie également Monsieur Jamil Mouawad pour ses précieux conseils et son expertise concernant les mouvements sociaux libanais.

Je tiens aussi à remercier tous ceux qui m'ont aidée et encouragée lors de la rédaction de ce mémoire. Mes pensées vont ici vers Thoula, Margaux, Carmine et Nadia. Enfin je tiens à remercier Blandine et Juliette pour leurs relectures rigoureuses.

Je vous souhaite à tous et à toutes une excellente lecture.

Sommaire

Remerciements 2
Sommaire 3
Glossaire 4
Introduction 5

Partie 1
Les multiples crises libanaises et la fermeture de l'espace public

A. Le système politique libanais : confessionalisme, clientélisme et néolibéralisme 11
B. Crise urbaine et fermeture de l'espace public 15
C. Une crise de confiance politique 20

Partie 2
Les mouvement sociaux urbains et la reconquête de l'espace public

A. Facteurs explicatifs de l'émergence d'initiatives politiques de la société civile 26
B. De la rue aux urnes : la campagne Beirut Madinati 31
C. 2016 et après ? Le renouvellement des initiatives politiques urbaines 36

Partie 3
L'échec des initiatives politiques et la réorientation de la société civile

A. Les crises internes 42
B. Les crises externes 45
C. Le glissement du politique vers l'associatif 48

Conclusion générale 52
Bibliographie 54
Annexes 60

Glossaire

ALBA :	Atelier Libanais des Beaux-Arts
APUR :	Atelier Parisien d'Urbanisme
AUB :	American University of Beirut
BM :	Beirut Madinati
BUL :	Beirut Urban Lab
CDR :	Conseil du Développement et de la Reconstruction
CERMOC :	Centre d'Etudes et de Recherches sur le Moyen-Orient Contemporain
DGU :	Directorat Général de l'Urbanisme
EDL :	Electricité du Liban
FBO :	Faith-Based Organisation
KW :	Kulluna Watani
LAU :	Lebanese American University
LBC :	Lebanese Broadcasting Corporation
ONG :	Organisation non Gouvernementale
SOLIDERE :	Société libanaise pour le développement et la reconstruction du centre-ville de Beyrouth
USJ :	Université Saint-Joseph

Introduction

Le 29 août 2015 plus de 100 000 personnes se réunissent sur la place des Martyrs à Beyrouth pour manifester contre la mauvaise gestion des services urbains – notamment les services de ramassage des déchets à l'arrêt depuis 2 mois – et plus généralement contre la corruption de la classe politique et le dysfonctionnement du système politique. Les événements de 2015 au Liban ne sont pas nouveaux, au contraire, mais s'inscrivent dans une longue histoire de mobilisations dont l'origine date de la fin de la guerre civile en 1990. « La protestation de rue n'a pas la même dimension transgressive qu'ailleurs et l'intensité des mobilisations collectives est élevée depuis plusieurs années » [1]. En 2015 cependant, c'est la première fois qu'une mobilisation pour des problèmes urbains prend la forme de revendications politiques concrètes et mènent à un mouvement civil uni et actif.

Les expériences de mobilisations sont nombreuses au Liban (en 2005 pour réclamer le départ de l'armée syrienne du territoire à la suite de l'assassinat de Rafiq Hariri ; en 2011, profitant du souffle des révolutions arabes voisines, pour demander la fin du système confessionnel) mais peu actives lorsqu'il s'agit de revendications urbaines. Les précédents échecs des mobilisations libanaises s'expliquent par la solidité et la résilience de la classe politique mais aussi par la fracturation de la société civile : « l'échec du mouvement initié au début de 2011, qui avait su associer revendications sociales, civiles et politiques, et la fragmentation des mobilisations et des campagnes réduites à des mots d'ordre limités et sectoriels, mettent crûment en lumière celle de la société libanaise et la difficulté à penser les problèmes sociaux dans leur articulation » [2].

Cependant les mobilisations de 2015 nous invitent à « analyser les voies à travers lesquelles les problèmes urbains se transforment en sujets essentiels de la protestation » [3]. Quelles sont les conditions pour que les problèmes urbains se transforment en revendications politiques ? Quelles sont alors les formes, les effets et les limites de l'action collective ?

Les manifestations de 2015 ouvrent la voie à plusieurs initiatives politiques inédites issues de la société civile principalement basées autour du développement de solutions pour les problèmes urbains : en 2016, un groupe indépendant nommé *Beirut Madinati* (« Beyrouth ma ville) lance une campagne pour se présenter aux élections municipales du mois de mai. Soldée par un échec électoral, cette initiative ouvre cependant la voie à d'autres mobilisations et organisations civiles. De nouveau, en 2018, un groupe indépendant se présente sous la forme d'une coalition nommée *Kulluna Watani* pour les élections parlementaires. Encore une fois, cette initiative politique se solde par un échec dans les urnes, puisque seul un candidat obtient un siège au Parlement.

En 2023, 8 ans après les mobilisations de 2015 et 4 ans après la Révolution (*thaoura)* de 2019, le constat est sans appel : les services urbains, et particulièrement la gestion des déchets, sont toujours absents des agendas politiques nationaux et municipaux. L'influence du secteur associatif (ONG) est essentielle au bon fonctionnement du système de ramassage et de tri. Les revendications politiques relatives aux problèmes urbains sont peu visibles « dans la rue » mais utilisent d'autres canaux (secteurs associatif, universitaire, recherche). Les initiatives politiques de 2016 et 2018 sont dissoutes ou très peu actives. Comment expliquer l'échec de la mobilisation urbaine et de l'action collective concernant la gestion des services urbains ? Comment cette mobilisation a-t-elle évoluée après 2015 et sous quelles formes ? Que sont devenus les acteurs de cette mobilisation et quelle est, aujourd'hui, la nature de leur action ? Et finalement, pourquoi, alors que le Liban a une culture de la protestation et de l'opposition politique développée, la société civile n'arrive pas à intégrer la sphère politique pour changer le système de l'intérieur ?

[1] Myriam CATUSSE, « La question sociale aux marges des soulèvements arabes : leçons libanaises et marocaines *»,* in *Critique internationale*, 2013, Vol. N° 61, No. 4.
[2] Élisabeth LONGUENESSE, « La société libanaise à l'épreuve », in *Confluences Méditerranée*, 2015, Vol. N° 92, No. 1.
[3] Mona HARB, « Beyrouth Madinati, exemple d'activisme urbain », in *Afkar / Idées*, 2017.

Définitions préalables

L'analyse de « mobilisations publiques » issues de la « société civile » qui investissent ou réinvestissent l'«espace public » nécessite un travail de définition préalable afin d'éviter tout écueil sémantique. Dans un souci de clarté déontologique, il est nécessaire d'apporter une définition adéquate aux termes clés de notre étude. Les termes de « société civile » et d'« espace public » se sont répandus dans le langage courant et se chargent d'un sens qui varie en fonction de son énonciateur. Devenus des termes « fourre-tout » dans les débats, les discours ou les articles de presse, ces concepts ne sont pas communément acceptés de façon univoque et ne font pas l'objet de définitions précises, il s'agit donc ici d'une ébauche de définition appliquée à notre cadre d'étude.

Par ailleurs, Vatin dans sa définition de la société civile invite le chercheur à rester attentif à l'origine géographique et sociale de la création des concepts théoriques. Le terme de société civile est une formulation européenne ancienne, c'est une typologie issue de la recherche occidentale qui doit être reprise dans son contexte afin d'être appliquée aux sociétés non occidentales. Le modèle théorique créé dans le contexte de naissance des démocraties libérales européennes (XVIIe et XVIIIe siècle) est confronté à des « réalités extérieures, particulièrement pour ce qui nous concerne, avec le monde musulman » [4]. Selon l'auteur, la « société civile » renvoie à « la communauté citoyenne, […] cette part de la société prise comme un ensemble (comme communauté sociopolitique le plus souvent autonome) et qui tend à formuler des demandes spécifiques en dehors des structures, canaux, appareils et filières formels institutionnalisés, que ce soit dans un cadre légal ou en dehors de celui-ci » [5]. Elle s'articule ainsi face à la « société politique » entendu selon Karam comme l'arène « où se joue la dispute pour l'exercice du contrôle du pouvoir et l'accès aux appareils étatiques » [6]. Ces deux sociétés civiles et politiques s'entremêlent de plus en plus notamment à l'heure de la globalisation qui s'accompagne de manière croissante de la participation politique d'acteurs issus de la société civile : ils interviennent dans des choix et des décisions qui relèvent du politique mais également dans la rédaction de législations. « Le politique, non pas est écarté, rejeté, mais il rebascule, se déplace, investit de nouveaux territoires, élabore des moyens inusités, invente des stratégies de contournement inattendues, emprunte des voies inexplorées, se saisit de l'informel » [7].

Le terme central de notre étude, l'« espace public », ne possède pas non plus de définition précise et admise par le milieu académique. Le principal théoricien classique de l'espace public est Jurgen Habermas. Le principal apport de son approche, malgré de nombreuses critiques de son positionnement, reste néanmoins la « dynamique de mise en relation généralisée » [8] des acteurs de la société. « L'espace public n'est plus réservé aux seuls acteurs institutionnels et éclairés mais se comprend désormais à partir de la société civile et des médias de masse [*Droit et démocratie*, 1992] où se distinguent les associations et les mouvements sociaux, considérés comme les principaux contributeurs d'une arène qu'il faut en permanence alimenter » [9]. Nancy Fraser, principale théoricienne à l'encontre de la pensée d'Habermas, considère la sphère publique plus largement ce dernier. Elle inclut également « les contre-publics subalternes », ces acteurs non bourgeois qui sont perpétuellement dans « un Etat semi-oppositionnel et semi-négocié à l'égard de la domination vécue [et] utilisent toutes les formes de contestation, comme la manifestation, le défilé, la discussion domestique, le bénévolat, sans respecter la rationalité pratique habermassienne » [10]. La sphère publique est donc plus large, non clôturée ; elle est pluralisée (puisqu'il existe des contre-publics subalternes), hiérarchisée (les dominants cherchent à réduire la participation large), et conflictuelle (recherche d'émancipation de la part des contre-publics subalternes).

Pour ce qui est de sa dimension géographique, la thèse de l'espace public dépend ensuite de ce que l'on considère comme politique : « doit-on considérer comme public le seul espace institutionnel dit politique

[4] Jean-Claude VATIN, « Sur l'étendu d'un concept », in *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Paris, La Découverte, 2011.
[5] *Ibid.*
[6] Karam KARAM, *Le mouvement civil au Liban. Revendications, protestations et mobilisations associatives dans l'après-guerre*, Karthala/IREMAM, 2006.
[7] Jean-Claude VATIN, « Sur l'étendu d'un concept », *op. cit.*
[8] Eric MAIGRET, « Chapitre 14 - Les théories de l'espace public. De Kant à la téléréalité », in *Sociologie de la communication et des médias*, Paris, Armand Colin, 2015.
[9] *Ibid.*
[10] *Ibid.*

ou celui, plus large, des relations de pouvoirs et d'identité entre individus et groupes sociaux ? » [11]. Louis Quéré définit ainsi deux facettes de l'espace public : une sphère de discussion délibérative et une scène d'apparition dramaturgique [12]. Cette deuxième scène fait appel à la visibilité et la publicisation du problème public grâce aux médias de masse. Daniel Cefaï en 1996 analyse la construction des problèmes publics : le problème nait autour de la confrontation de points de vue qui rassemble des groupes en compétition sur une scène publique : « si les membres d'une société n'énoncent pas de jugements de valeur sur une situation qui leur semble insupportable ou indésirable, alors il n'y a pas de problème social » [13]. L'effet de visibilisation et de dénonciation est donc essentiel pour qu'un problème devienne « public ».

Concernant le monde musulman, Vatin établi une tension entre société et Etat, entre sphère sociale et sphère du pouvoir : « La cause pourrait bien en être *l'absence d'espace public autonome*, dont Claude Lefort a fait une des conditions de l'exercice démocratique [Lefort, 1981] » [14]. Les acteurs de la société civile doivent donc composer avec cette fermeture de l'espace public et passer par des voies non officielles. L'importance n'est pas tant l'existence d'un espace public autonome que son degré d'ouverture, c'est-à-dire l'espace public que concède ou autorise le pouvoir en place. Vatin analyse alors trois formes que peuvent prendre la société civile dans la sphère publique : les groupes mobilisés autour d'une revendication, les associations d'individus (cadre légal) et les organisations non gouvernementales [15]. Cependant les notions de société civile et d'espace public dans le monde musulman doivent être pensés en dehors des cadres européo-centrés puisque les modes d'appartenance communautaire, les traditions de mobilisation, les formes d'organisation, la manière de s'exprimer ou d'établir des relations sociales n'entrent pas dans ces mêmes critères d'analyse. Dans le cas du Liban, Vértes parle d'un Etat « dispersé » mais cependant « omniprésent » dans les affaires publiques et dans la gestion des mobilisations de la société civile [16]. Les interactions avec la société civile prennent alors des formes formelles comme informelles selon le degré d'ouverture de l'espace public disponible. Cette étude ne cherche cependant pas à particulariser le Liban dans la manière dont les mouvements sociaux se transforment en parti politique. Ce processus est visible dans de nombreux autres pays aux degrés d'ouverture de l'espace public variés comme le cas de *Podemos* en Espagne, souvent analysé comme exemple-type, ou le cas de *Bibeksheel* au Népal. Ce phénomène de transformation du politique n'est donc pas unique au Liban, cependant les causes de l'échec ou de la réussite d'une telle initiative dépendent d'un contexte politique et social spécifiquement libanais. L'approche comparative serait néanmoins intéressante pour une étude plus approfondie et globale.

Cadre théorique

Notre étude s'inscrit dans la continuité des recherches en sociologie des mouvements sociaux puisque nous cherchons à montrer l'investissement puis l'échec de la reconquête de l'espace public et politique par la société civile libanaise dans les mobilisations urbaines contre les faiblesses des services publics. Pour le Moyen-Orient, de nombreuses études ont été effectuées à la suite des Révolutions arabes de 2011-2012, notamment sur la nature des régimes autoritaires et leur relation à la sphère publique. Le Liban n'est pas un régime autoritaire mais de nombreux outils d'analyse peuvent être néanmoins appliqués dans notre étude.

Dans un premier temps, nous cherchons à comprendre les expériences vécues lors de situations révolutionnaires (2015 et 2019 pour le Liban). Les chercheurs en sociologie des mouvements sociaux se sont progressivement mis d'accord sur le principe de rejeter les théories générales applicables à toute situation, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de « schémas causaux permettant de déterminer les facteurs d'émergence des situations révolutionnaires » [17]. Fillieule et Chraïbi pointent trois faiblesses dans l'analyse des

---

[11] *Ibid.*

[12] Louis QUÉRÉ, « L'espace public : de la théorie politique à la métathéorie sociologique », in *Quaderni*, 1992, Vol. 18, No. 1.

[13] Daniel CEFAÏ, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », in *Réseaux*, 1996, Vol. 14, No. 75.

[14] Jean-Claude VATIN, « Sur l'étendu d'un concept », *op. cit.*

[15] *Ibid.*

[16] Sára VÉRTES (et al.), « Negotiating civic space in Lebanon: The potential of non-sectarian movements », in *Journal of Civil Society*, 2021, Vol. 17, No. 3–4.

[17] Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires : Retour sur les révoltes arabes », in *Revue française de science politique*, 2012, Vol. 62, No. 5.

mouvements sociaux : l'illusion étiologique (chercher les raisons lointaines de l'émergence des mobilisations) ; l'ambition nomologique (réduction des analyses à des modèles existants) et enfin l'absence d'une théorie de l'acteur (difficulté à penser le lien entre l'acteur (micro) et la mobilisation (macro)).

Afin d'éviter ces écueils nous chercherons à analyser les mobilisations en tant que telles et leur force transformatrice – dans le sens où elles transforment les rapports sociaux, les habitudes de jugement mais également les fonctionnements juridiques et institutionnels-. Abordée du point de vue de la sociologie pragmatique, aussi appelée sociologie des épreuves, dans la lignée des sociologues Damien de Blic et Cyril Lemieux, la mobilisation devient un objet d'étude à part entière [18], un moment de transformation sociale et de « remise en cause brutale des rapports institués » [19]. Il ne s'agit donc plus d'étudier l'ordre social préexistant ou ce qui a mené à la mobilisation mais d'analyser les changements sociaux et refontes institutionnelles que la mobilisation produit. Comme l'explique C. Lemieux, « cette approche restitue la part d'indétermination et d'inventivité » propre à cette situation : l'issue de la mobilisation est incertaine. Cette approche permet d'éviter un écueil de la sociologie stratégiste qui consiste à analyser les évolutions structurelles du conflit de manière mécanique en prédisant les comportements des différents acteurs, délaissant ainsi l'idée que l'issue de la mobilisation peut être variable.

En termes pratiques, cette enquête requiert un certain pragmatisme qui nous pousse à interroger des acteurs, leurs trajectoires et leur carrière militante à l'aide d'une enquête rétrospective permettant la reconstitution des itinéraires a posteriori. Pour comprendre l'engagement dans la mobilisation, l'engagement ensuite dans un parti politique municipal et le possible désengagement à la suite d'une frustration ou un échec du mouvement, il est donc nécessaire de baser l'entretien sur une rétrospective du parcours militant. Nous avons ainsi pu nous entretenir avec 5 acteurs de la campagne *Beirut Madinati*, lancée en 2016 pour les élections municipales. Ces acteurs sont encore – ou non – dans le mouvement. Selon les recommandations d'Olivier Fillieule dans son analyse de l'engagement individuel, « on s'attache donc à la fois à l'analyse des conditions collectives de l'action et au sens que lui attribuent les agents » [20]. Il est donc également nécessaire d'analyser la manière dont les faits et les motifs sont formulés lors de l'entretien. Cette pratique de l'entretien rétrospectif nous permet ainsi d'analyser la mobilisation en elle-même, son externalisation (avec la transformation en un parti politique) mais aussi le désengagement militant. Les questions du désengagement sont tout aussi importantes que celle de l'engagement en lui-même. Les changements biographiques sont analysés par Anselm Strauss qui distingue les « changements institutionnalisés », c'est-à-dire un changement de statut officiel ou légal, et « les accidents biographiques », qui surviennent dans le parcours (décès, deuil, crise, etc.) qui produisent des changements durables de « désidentification » ou à l'inverse « d'initiation » [21]. Ces entretiens rétrospectifs permettent de déterminer le degré d'engagement de l'acteur, le coût de son engagement, les ressources et compétences mobilisées par les mouvements protestataires, l'organisation interne des mouvements sociaux ou encore leur relation aux médias [22]. L'approche est donc centrée sur la subjectivité des activistes qui révèle « comment dans ce rapport à soi résident les principaux ressorts de l'action pour ses militants » [23]. L'accent de la recherche est alors mis sur l'importance des « expériences quotidiennes » et de l'aspect performatif de la mobilisation dans la lignée des théories d'Isin et Nielsen sur la citoyenneté urbaine [24]. C'est la prééminence de l'expérience individuelle du militantisme qui permet de comprendre l'investissement et le potentiel désengagement dans la mobilisation.

Enfin, l'étude des carrières militantes doit s'effectuer dans l'analyse des espaces et des groupes dans lesquelles ces activités sont exercées. Le recours à la notion de « structures des opportunités politiques »

---

[18] Damien Deblic et Cyril Lemieux ont formulé cette théorie dans leur analyse du scandale, analysé comme un mouvement de remise en cause des rapports sociaux. Cette théorie peut être appliquée d'une certaine manière à la théorie des mobilisations.

[19] Damien DE BLIC et Cyril LEMIEUX, « Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique », in *Politix*, 2005, Vol. 3, No. 3.

[20] Olivier FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel : Post scriptum », in *Revue française de science politique*, 2001, Vol. 51, No. 1.

[21] Anselm L. STRAUSS, *Miroirs et masques: une introduction à l'interactionnisme*, Paris, Editions Métailié, 1992.

[22] Sarah BEN NÉFISSA, « Mobilisations et révolutions dans les pays de la Méditerranée arabe à l'heure de " l'hybridation" du politique : Égypte, Liban, Maroc, Tunisie », in *Revue Tiers Monde*, 2011, Vol. HS, No. 5.

[23] Alexandra KASSIR, « Anticonfessionnalisme et alteractivistes au Liban », in *Agora débats/jeunesses*, 2016, Vol. N° 73, No. 2.

[24] Engin F. ISIN et Greg Marc NIELSEN, *Acts of citizenship*, London, New York, Zed Books Ltd., 2008.

permet d'analyser la relation entre les mouvements sociaux et leur contexte politique, celui-ci pouvant « exercer une influence positive ou négative sur leur émergence et leur développement » [25]. En plus de l'analyse du contexte, nous faisons ici « l'hypothèse que l'adoption d'une perspective diachronique doit permettre de montrer comme les modifications de l'image publique d'un mouvement et de ses stratégies peuvent contribuer au cours du temps à bouleverser l'identité du collectif » [26]. L'analyse théorique des contextes, de l'engagement, de l'externalisation de la mobilisation ou du désengagement seront effectuées en temps voulues dans les sous-parties de ce travail. Nous formulons ici une approche globale pour l'analyse.

Pour ce qui est de l'analyse des associations et leur rôle en tant que lieu de reconversion des acteurs post-mobilisations, nous nous basons sur les recherches préalables de Karam Karam sur les associations civiles au Liban notamment en termes de positionnement face à la société politique en fonction de leur nature. Selon Karam, il existe deux types d'associations au Liban : les associations « silencieuses » et gestionnaires, c'est-à-dire des associations de services qui accompagnent l'action publique dans les services sociaux (c'est ici le cas pour les associations écologiques de gestion des déchets) et les associations « de plaidoyer » qui se basent sur une interpellation publique pour rendre compte de problèmes sociaux. Ces deux types d'association ont une manière différente de considérer l'action publique [27]. L'analyse des associations libanaises a été actualisée depuis les recherches de Karam [28] notamment dans la relation des associations et des ONG avec l'Etat. David Dumoulin Kervran résume ainsi quatre attitudes : « ignorer l'Etat, le remplacer, le compléter ou le pousser à mieux remplir sa fonction » [29].

Dans notre étude, nous analysons le recyclage des acteurs des mobilisations dans le secteur des associations et ONG mais également la perte de politisation des discours au profit d'une certaine professionnalisation du secteur ; on parle alors d'« ONGisation ». L'objectif est de comprendre globalement les ONG libanaises de gestion des déchets et d'observer les faiblesses de ces dernières dans les revendications politiques qu'elles peuvent porter : Denis Chartier et Sylvie Ollitrault proposent de « situer la notion d'ONG dans une perspective dynamique et dialectique qui prenne en compte leur échelle d'intervention, leur contexte historique de création, leur taille, leurs champs et mode d'action, leur fonctionnement interne, leur nature juridique et leurs sources de financement » [30]. Dans la pratique, nous optons donc pour des entretiens semi-directifs avec plusieurs directeurs ou acteurs d'ONG, plus ou moins anciennes. Certaines sont nées de la contestation de 2015 et d'autres sont instituées dans le paysage libanais depuis plus d'une vingtaine d'années.

Position du chercheur et matériel d'analyse

En termes de méthodologie générale, les travaux sur l'urbanisme au Liban invitent à un pragmatisme nécessaire à la situation. En effet, les méthodes traditionnelles de recherche en sciences sociales sont difficilement applicables, en raison du manque de données (statistiques notamment) mais aussi à cause de la coupure avec les administrations locales qui ne partagent pas la même vision de la recherche pour la ville[31]. Cela implique alors une ouverture à d'autres acteurs, moins traditionnels : « Participation, co-production et collaboration sont ici mobilisées, brouillant les limites statutaires entre chercheurs académiques et professionnels, militants, acteurs engagés et bien sûr habitants » [32]. Farah et Jouny considèrent également qu'il est possible d'échapper à l'obligation d'un positionnement théorique en adoptant une posture pragmatique. Selon eux, il y a deux caractéristiques nécessaires : le recours à des dispositifs de compromis

[25] Olivier FILLIEULE et Lilian MATHIEU, « Structure des opportunités politiques », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020.
[26] Olivier FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel : Post scriptum », *op. cit.*
[27] Karam KARAM, *Le mouvement civil au Liban. Revendications, protestations et mobilisations associatives dans l'après-guerre*, *op. cit.*
[28] Sarah BEN NÉFISSA, « Mobilisations et révolutions dans les pays de la Méditerranée arabe à l'heure de "l'hybridation" du politique : Égypte, Liban, Maroc, Tunisie », *op. cit.* ; Julie GODIN, *ONG : dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ?*, Paris, Editions Syllepse, 2017.
[29] Julie GODIN, *ONG : dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ?*, *op. cit.*
[30] Denis CHARTIER et Sylvie OLLITRAULT, « Les ONG d'environnement dans un système international en mutation : des objets non identifiés ? », in Catherine AUBERTIN (dir.), *Représenter la nature ? ONG et biodiversité*, Marseille, IRD Editions, 2013 ; Julie GODIN, *ONG : dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ?*, *op. cit.*
[31] Eric VERDEIL, « L'émergence des études urbaines au Liban. Engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques », in *Working Paper*, 2019.
[32] *Ibid.*

et « l'expérimentation directe comme principale source du savoir » [33], c'est-à-dire que l'enquête fait abstraction de certaines règles méthodologiques pour se concentrer sur l'action et sur le terrain, en composant avec les réalités du terrain. Reprenant cette approche pragmatique, nous nous sommes donc concentrés sur la rencontre avec des acteurs du terrain (ONG et partis politiques) et avons basé notre enquête sur la mobilisation urbaine dans le secteur des services publics. Une analyse chiffrée de l'efficacité et de l'activité des services publics au Liban n'était pas envisageable compte tenu de l'absence ou de la difficulté d'accès à des données statistiques.

L'analyse des mouvements sociaux et du désengagement politique doit se faire à plusieurs échelles : l'échelle micro (cognitive) qui analyse l'individu, son parcours de lutte et de socialisation, son investissement dans la mobilisation, le coût social, etc. ; l'échelle méso (relationnelle) qui analyse les ressources du groupe, les actions collectives, les divisions, repressions ou concessions, l'unification des modes d'actions entre plusieurs groupes ; et enfin l'échelle macro (environnementale) qui analyse les éléments structurels et conjoncturels du contexte, les mouvements trans-classistes, l'extension de la mobilisation, etc. [34].

Afin de répondre à ces exigences, nous nous basons sur différents matériaux d'analyse : des entretiens semi-directifs tantôt axés sur les parcours individuels (entretiens rétrospectifs) tantôt axés sur la formation et l'organisation des organisations non gouvernementales. Pour ce qui est de la théorie de l'entretien, nous nous sommes basés sur l'ouvrage simple et pourtant bien détaillé de Romy Sauvayre intitulé *Les méthodes de l'entretien en sciences sociales*. Nous analysons également les ressources des associations ou des mouvements civils (brochures, tracts, post en ligne, etc.) notamment de la période 2015-2016 et leur communication politique sur les réseaux sociaux notamment sur leur page *Facebook*. La méconnaissance de la langue arabe diminue cependant la qualité de l'analyse de ces sources primaires.

Après avoir couvert la période de 1990 à 2015 et les nombreuses crises qui structurent le paysage politique libanais (crises politique, urbaine et sociale), nous analyserons ensuite les conditions d'émergence de *Beirut Madinati* et son implantation dans le paysage politique libanais. Enfin, nous examinerons l'échec de cette initiative civile à entrer dans la sphère politique et à proposer une alternative durable aux partis traditionnels. On observe alors une tendance à la démobilisation et à la reconversion des acteurs de la mobilisation dans le secteur associatif.

[33] Jihad FARAH et Raed JOUNY, « Une approche pragmatique de la qualité environnementale urbaine des quartiers populaires: Cas de Bourj Hammoud à Beyrouth », in *Méditerranée*, 2014, No. 123.
[34] Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires : Retour sur les révoltes arabes », *op. cit.*

Partie 1

Les multiples crises libanaises et la fermeture de l'espace public

Pour comprendre l'émergence de mouvements sociaux et de partis politiques issus de la société civile comme *Beirut Madinati*, il convient de replacer leur émergence dans le contexte particulier qu'est le Liban d'après-guerre civile. En effet, la multiplication des crises politiques, sociales, économiques et environnementales mènent à un point de non-retour atteint au milieu de la décennie 2010. Les crises successives que connait le Liban s'expliquent par la spécificité de son système politique, la mauvaise gestion des services et de l'espace publics mais également une défiance et un éloignement de la société civile vis-à-vis des canaux politiques traditionnels.

A. Le système politique libanais : confessionalisme, clientélisme et néolibéralisme

Le système politique libanais actuel est défini par les accords de Taëf de 1989 qui marquent la fin de la guerre civile (1975-1990) et repose sur une division des pouvoirs entre les communautés religieuses. Ce système confessionnel entraine de nombreuses conséquences sur les politiques publiques notamment le développement d'un clientélisme communautaire pour l'accès aux ressources et aux services, la ségrégation spatiale des quartiers en fonction des appartenances confessionnelles et le développement d'une classe politique oligarchique avec des leaders communautaires qui dirigent le pays depuis plus de 30 ans.

1. Le système confessionnel libanais

Aux origines du communautarisme politique - Le système politique libanais repose sur la division et le partage des pouvoirs entre les communautés présentes sur le territoire. La première décision d'organisation politique selon un référent religieux remonte au 19e siècle, sous l'Empire Ottoman. Les deux communautés principales de la province ottomane du Mont Liban sont les druzes, issus d'une branche minoritaire du chiisme, et les maronites, chrétiens orientaux fidèles à Rome. Le Liban est historiquement connu pour être un refuge pour les communautés minoritaires de l'Empire, conséquence d'une géographie montagneuse et d'un climat difficile. Le repli dans les montagnes permettait ainsi aux communautés de préserver leur identité et leur liberté face aux envahisseurs [35]. L'historien libanais Jawad Boulos résume ainsi ce paramètre géographique : « C'est à son individualité géographique bien caractérisée, à sa configuration physique particulière et à sa situation spéciale que le Liban doit ce qu'il est et ce qu'il a toujours été. La montagne, qui le protège, a développé chez ses habitants le particularisme régional, l'attachement à l'indépendance et le besoin de liberté » [36].

Au milieu du XIXe siècle, l'influence du capitalisme européen, et notamment le commerce autour de la culture du ver à soie, vient déstabiliser l'équilibre intercommunautaire. En effet, les industriels et partenaires européens tissent de forts liens commerciaux avec la communauté paysanne maronite. « Les structures agraires se modifiaient rapidement et avec elles les hiérarchies sociales et politiques, entraînant un déclin des leaderships politiques druzes au bénéfice des maronites » [37]. Ce déséquilibre aboutit à des affrontements en 1860 et à des massacres de chrétiens. A la suite de ces confrontations sanglantes, un système politique basé sur l'appartenance religieuse appelé *Moutassarifiya* est institué. Ce système prévoyait le gouvernement de la région par un *Moutassarif* (gouverneur) chrétien non libanais, désigné par les autorités ottomanes, et épaulé par un comité administratif composé de douze membres appartenant aux six communautés principales (maronites, grecs-orthodoxes, grecs-catholiques, sunnites, chiites et druzes). Considérées comme des

[35] Michel TOUMA, « Le système confessionnel au Liban : entre réalité historique et projet chimérique », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2013, Vol. 112, No. 4.
[36] Conférence de Jawad Boulos au Cénacle libanais, le 28 novembre 1955.
[37] René OTAYEK, « Sécularisation et contre-sécularisation au Liban. Le système confessionnel à l'épreuve de l'improbable », in *Confluences Méditerranée*, 2017, Vol. N° 102, No. 3.

« communautés historiques », elles acquièrent progressivement une identité culturelle et sociale propre [38]. Ce système reste en place jusqu'en 1915 et permet la stabilisation de la région, au prix de l'internationalisation de la question libanaise puisque les puissances étrangères, la France en tête, s'investissent dans les affaires internes en soutenant certaines communautés, mais aussi de l'installation concrète et durable du confessionnalisme politique. Ainsi, « les identités communautaires sont des constructions historiques et accompagnent le processus de formation de l'Etat libanais contemporain qui s'amorce réellement à partir des années 1840 » [39].

L'organisation du système politique selon l'appartenance communautaire est réaffirmée à la fin de la Première Guerre Mondiale, lors de l'établissement du mandat français au Liban. La proclamation du Grand Liban par la puissance mandataire en 1920 provoque le rattachement de quatre districts (Baalbeck, Hasbaya, Bekaa, et Rachaya) à la province du Mont Liban. L'équilibre communautaire est modifié puisque le pays passe d'une écrasante majorité démographique druzo-maronite à un pluralisme religieux et communautaire avec l'intégration des populations sunnites, grecs-orthodoxes, chiites, arméniennes des nouveaux territoires. Le système de la *Moutassarifiya* est maintenu et étendu aux nouvelles communautés avec une reconnaissance de 18 communautés religieuses officielles et un avantage politique donné aux chrétiens et aux musulmans chiites et sunnites. Cette décision n'est pas subie passivement par les élites politiques libanaises mais est utilisée comme une ressource stratégique par ces élites même pour obtenir des avantages pour leur communauté. La séparation politique selon le référent communautaire est à nouveau validée à l'Indépendance en 1943 avec la promulgation du Pacte National, accord oral qui répartit le pouvoir entre les 18 confessions. Le pouvoir politique et administratif est divisé entre les communautés selon leur poids démographique dans le recensement de 1932, avec un avantage accordé aux maronites et aux sunnites : le Président de la République est chrétien, le Premier Ministre sunnite et le Président du Parlement est chiite. Le chercheur René Otayek tire de l'histoire de la création du Liban deux conclusions : premièrement, ce n'est pas le communautarisme, c'est-à-dire la vie et le repli en communauté sur le Mont Liban, qui a induit la création d'un Etat confessionnel mais bien l'instrumentalisation par l'Etat en formation des identités communautaires pour se réaliser. Secondement, le communautarisme politique est une construction sociale d'influence ottomane et française, au service de l'intérêt des autorités. Les deux influences, loin de s'opposer, se complètent et s'inscrivent dans le prolongement l'une de l'autre [40].

Consociativisme et corruption – L'identité des individus est donc avant tout confessionnelle et se traduit aussi bien dans la vie sociale que politique. L'appartenance confessionnelle est consignée dans le registre de l'état civil et apparait sur les papiers d'identité jusqu'aux Accords de Taëf en 1989. L'individu est donc défini juridiquement par son appartenance communautaire et ne peut voter que pour les candidats de sa communauté lors des élections législatives. Les sièges parlementaires sont répartis entre les communautés. En 1943, 55% des sièges sont attribués aux chrétiens, maronites en tête, mais l'attribution des sièges est rééquilibrée à la fin de la guerre, la dimension présidentielle chrétienne est affaiblie et les pouvoirs du premier ministre sunnite élargis. Cependant, le système réajusté à un partage de pouvoir 50-50% entre chrétiens et musulmans n'est pas représentatif de la démographie du pays. Le manque de données statistiques (le dernier recensement date de 1932) ne permet pas une répartition proportionnelle du pouvoir. Or, la communauté musulmane a depuis longtemps dépassé la communauté chrétienne du fait d'une croissance démographique plus forte et de l'afflux de déplacés musulmans des pays voisins. Ainsi, le système consociatif [41] libanais induit le durcissement des identités communautaires et dans le même temps les clivages et désaccords entre elles. L'institutionnalisation de l'identité religieuse provoque ainsi des débats politiques plus portés sur les questions identitaires que sur les défis politiques et sociaux eux-mêmes [42].

Le système communautaire permet le développement d'une classe politique privilégiée dans une dynamique presque féodale. Les chefs de guerre et de milice de la guerre civile deviennent à l'issue du conflit les nouveaux acteurs politiques. Le pouvoir politique se distribue au sein de ces familles puissantes et est hérité

[38] Idmūn RABBĀṬ, *La formation historique du Liban politique et constitutionnel: essai de synthèse*, Beyrouth, Librairie orientale, 1973.
[39] René OTAYEK, « Sécularisation et contre-sécularisation au Liban. Le système confessionnel à l'épreuve de l'improbable », *op. cit.*
[40] *Ibid.*
[41] Un système consociatif est une organisation du système politique dans les sociétés démocratiques profondément divisées lors du partage du pouvoir entre différents groupes socio-culturels. On parle alors de démocratie de consensus.
[42] Amanda RIZKALLAH (et al.), *Countering Sectarianism in the Middle East*, Santa Monica, RAND Corporation, 2019.

de père en fils pour les postes à haute responsabilité [43]. Le système hérité de la guerre civile a donc « generated and institutionalized its own groups and networks with its particular structures and interrelated webs of rule and obligations » [44].

« La dimension confessionnelle de la vie politique libanaise est également estimée comme un facteur favorisant la formation de groupes d'intérêts particuliers, en luttes constantes pour le pouvoir et n'hésitant pas à utiliser le clientélisme, le népotisme voire la corruption comme instruments d'atteinte du pouvoir » [45]. Les élites libanaises s'assurent alors que les lois électorales et le découpage des districts jouent en leur faveur et empêchent la création de mouvements transcommunautaires. Ainsi, avant chaque élection, les leaders politiques négocient entre eux et vérifient que les lois établies ne leur porteront pas préjudice au moment du vote. Les élections libanaises autant municipales que nationales (législatives) sont donc souvent jouées d'avance [46]. En 2013, les élites politiques n'atteignent pas de consensus autour du remaniement de la loi électorale. L'échéance du mandat parlementaire a donc simplement été étendue et les élections reportées jusqu'à ce qu'un accord entre les partis soit mis en place. Les élections législatives auront finalement lieu 5 ans plus tard, en 2018 [47].

Le système confessionnel est donc intrinsèquement pervers : en effet, fondé à l'origine pour maintenir l'équilibre du pouvoir entre les communautés, il est aujourd'hui l'une des principales sources d'instabilité du pays. Paradoxalement, malgré son incapacité à calmer les tensions intercommunautaires et son rejet de la part de la population, le système est « maintenu, voire renforcé » [48]. Les accords de Taëf en 1989 prévoyaient une déconstruction progressive du système confessionnel mais cette dernière n'a jamais été entamée. L'application partielle des accords de Taëf produit alors une instabilité politique puisqu'aucun camp ne s'accorde sur une nouvelle ligne politique à suivre, provoquant ainsi un renforcement paradoxal du système confessionnel.

2. Néolibéralisme et Corruption : conséquences sur la vie des populations

Une tradition économique néolibérale - Le Liban est un pays à la tradition économique libérale avec la caractéristique d'un Etat très peu interventionniste. « Le capitalisme libanais est fait d'une combinaison *sui generis* d'intérêts financiers et spéculatifs, de collusion entre hommes d'affaires et notables politiques, de liberté de marché débridée et de clientélisme » [49].

Le Liban est incorporé au mouvement économique libéral régional dans les années 1990 avec l'afflux d'investissements directs étrangers notamment dans les projets de reconstruction après la guerre civile. Les élites économiques libanaises – souvent très proches des sphères du pouvoir – se reposent sur un capitalisme de rente mais les efforts constants de stabilisation de la livre libanaise par rapport aux devises étrangères qui affluent de l'extérieur plongent le pays dans une dette profonde [50]. Les loyers augmentent et la population perd progressivement son autonomie financière, dépendant de plus en plus des réseaux clientélistes des élites communautaires pour l'accès aux ressources. L'historien Fawwaz Traboulsi explique ainsi que le passage à une économie ultra-libérale dans l'après-guerre a modifié les réalités économiques et politiques de l'après-guerre en favorisant une oligarchie puissante et par la même occasion un affaiblissement majeur des unions et organisations de travailleurs mais également la chute de la classe moyenne dans une culture de la consommation et de la dette [51]. Dans cette situation, les communautés agissent en proposant des services en dehors des institutions étatiques (services de santé, éducation, charité, etc.). Ainsi, la restructuration

[43] Lina KHATIB, « Cycles of Contention in Lebanon », in Lisa BLAYDES (et al.), *Struggles for Political Change in the Arab World*, Ann Arbor, University of Michigan, 2022.
[44] Samir KHALAF, *Civil and Uncivil Violence in Lebanon: A History of the Internationalization of Communal Conflict*, New-York, Columbia University Press, 2002.
[45] Mostapha DISS et Abdallah ZOUACHE, « Une étude de la répartition du pouvoir confessionnel au Liban », in *Revue d'économie politique*, 2015, Vol. Vol. 125, No. 4.
[46] Nadim EL KAK, « A Path for Political Change in Lebanon? Lessons and Narratives from the 2018 Elections », in *Arab Reform Initiative*, 2019.
[47] Sára VÉRTES (et al.), « Negotiating civic space in Lebanon: The potential of non-sectarian movements », *op. cit.*
[48] Alexandra KASSIR, « Anticonfessionnalisme et alteractivistes au Liban », *op. cit.*
[49] Élisabeth LONGUENESSE, « La société libanaise à l'épreuve », *op. cit.*
[50] Sára VÉRTES (et al.), « Negotiating civic space in Lebanon: The potential of non-sectarian movements », *op. cit.*
[51] Fawwaz TRABOULSI, *A History of Modern Lebanon*, London, Pluto Press, 2012.

néolibérale de l'Etat libanais dans les années 1990 a facilité et encouragé le développement des identités communautaires et la privatisation ou la communautarisation des services publics [52]. Cependant, l'adoption de réformes politiques et économiques néolibérales et le faible interventionnisme de l'Etat ne signifient pas la perte de contrôle de l'Etat sur la société. Au contraire, plusieurs chercheurs s'accordent sur l'idée que l'Etat libanais n'est pas faible ou en retrait mais se redéploye sous d'autres formes en se reposant sur des « alliances, des transactions et des collusions avec la société » [53].

Le faux retrait de l'Etat – La question de l'Etat au Liban et de son rôle social et politique doit être abordée ici pour comprendre le lien profond entre interventionnisme étatique, politique de la décharge, clientélisme et accès aux ressources. L'Etat libanais, s'il a longtemps été présenté comme déficient, s'avère robuste et résistant car il repose sur un système paradoxal qu'il a lui-même créé. Myriam Catusse résume remarquablement cette situation : « le faible Etat libanais démontre des ressources particulières à se décharger de responsabilités dans le cadre d'arrangements qui préservent sa stabilité tout en organisant son impuissance » [54]. L'Etat libanais est donc un Etat « animateur » [55] à défaut d'être un Etat-Providence, détenteur de pouvoirs régaliens et a une capacité d'action limitée. Durant la guerre civile, l'accès aux ressources collectives et aux services sociaux était réparti en fonction des territoires des milices. L'Etat central déchargeait donc ses compétences et pouvoirs à des entités politiques ou militaires territorialisées. « Ces institutions ont acquis une légitimité d'intervention qui a renforcé les sociabilités communautaires et territorialisées » [56]. Ces institutions se sont pérennisées dans la période d'après-guerre profitant de la politique de laisser-faire de l'Etat. A l'échelle des quartiers, les acteurs communautaires se retrouvent ainsi dans une « quasi-autonomie fonctionnelle et politique qui défie les structures mêmes du pouvoir qui l'a généré » [57].

La capacité de distribution de l'eau, de l'électricité, du gaz, des services sanitaires et sociaux devient alors un enjeu de pouvoir entre les différentes communautés et partis politiques. Les individus doivent développer des stratégies de proximité avec les pouvoirs locaux ou communautaires pour accéder aux ressources et services de base. Cette dépendance aux ressources des partis politiques est accrue pour les classes populaires ou lors d'épisodes de crises économiques. Outre le secteur des services, l'accès à l'éducation et à l'emploi répondent aux mêmes fonctionnements clientélistes : les citoyens sont de plus en plus dépendants de leurs élites communautaires pour accéder à l'emploi, être embauchés dans certaines compagnies ou accéder à certaines universités. Le système de la *wasta* – « piston » en arabe – a profondément imprégné la société. L'accès à l'emploi repose sur les relations personnelles des individus avec des élites ou des personnalités en position de pouvoir plus que sur leurs connaissances et capacités individuelles [58].

Le *Hezbollah* est le leader national en termes de redistribution clientéliste des ressources : le Parti développe dès 1996 son propre réseau associatif et système de gestion des services publics et collectifs [59]. L'implication du *Hezbollah* couvre de nombreux domaines : éducation, services urbains (assainissement, transport, logement, voirie, collecte des ordures, électricité), santé (dispensaires, hôpital), recherche (centre d'études), mais aussi des mosquées et des coopératives. Le *Hezbollah* se porte ainsi en alternative à l'Etat en opérant avec son propre système, en créant ses propres ressources à travers un réseau d'organisations et d'associations qui lui sont affiliées. Il remplit ainsi le vide étatique en matière de politique urbaine et publique et légitime son action politique et son emprise sur le territoire notamment dans le Sud Liban et dans la banlieue Sud de Beyrouth.

---

[52] Laura GUAZZONE et Daniela PIOPPI, *The Arab state and neo-liberal globalization: the restructuring of state power in the Middle East*, Reading, Ithaca, 2009.

[53] Sarah BEN NÉFISSA, « Mobilisations et révolutions dans les pays de la Méditerranée arabe à l'heure de "l'hybridation" du politique : Égypte, Liban, Maroc, Tunisie », *op. cit.*

[54] Myriam CATUSSE, « Jusqu'où ira la résilience libanaise ? Les paradoxes de la formule libanaise », in *Ramses 2018*, Paris, Institut français des relations internationales, 2017.

[55] Jacques DONZELOT et Philippe ESTÈBE, *L'Etat animateur: essai sur la politique de la ville*, Paris, Editions Esprit, 1994.

[56] Myriam CATUSSE, « La question sociale aux marges des soulèvements arabes : leçons libanaises et marocaines », *op. cit.*

[57] Mona HARB, *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005). De la banlieue à la ville*, Paris, Karthala, 2010.

[58] Ron BERGER (et al.), « Doing favors in the Arab World », in *International Journal of Emerging Markets*, 2019, Vol. 14, No. 5.

[59] Mona HARB EL-KAK, *Politiques urbaines dans la banlieue-sud de Beyrouth*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 1996.

L'Etat libanais est donc loin d'être faible ou absent mais est volontairement dysfonctionnel et organise par le biais d'une coopération entre les élites le maintien au minimum d'une potentielle action sociale auprès des populations. L'intérêt de l'Etat est d'assurer sa souveraineté en adoptant une politique néolibérale d'ouverture de l'économie et en sécurisant le territoire à l'aide de l'armée.

B. Crise urbaine et fermeture de l'espace public libanais

La particularité du système politique libanais et sa nature clientéliste et néolibérale mènent le pays depuis la guerre civile à une crise urbaine majeure et à une dégradation progressive des services publics. L'accès à l'eau, l'électricité, aux transports et à un environnement propre est un enjeu hautement politique qui implique de nombreux acteurs privés, publics et informels.

Dans notre analyse, nous nous appuyons sur la théorie d'écologie politique urbaine développée par Erik Swyngedouw dans *In the Nature of Cities* qui considère la ville comme un métabolisme vivant [60]. Comme un être humain régulé par des flux de matières et d'énergie, la ville fonctionne avec des « flux de nature » qui « apportent la matière même dont est constituée la ville mais qui exporte aussi divers résidus, déchets et pollutions » [61]. La ville est donc en constante mutation et les flux sont en réalité de nature politique et témoignent des jeux de pouvoirs entre les décideurs et les habitants. A Beyrouth, les crises urbaines à répétition (impact de la guerre civile, plans de reconstruction dans les années 1990, échec de la décentralisation, dépendance des municipalités envers les acteurs privés, etc.) provoquent ce qu'Eric Verdeil appelle « le dérèglement du métabolisme urbain » [62]. Les conséquences de ce dérèglement sont considérables sur la vie quotidienne des usagers et sur leur manière d'habiter la ville. Nous nous efforcerons, dans cette partie, à mettre en lumière ces différentes crises urbaines et leur impact social.

1. Les services publics urbains depuis la guerre civile – focus sur la gestion des déchets

Le dérèglement du métabolisme urbain lors de la guerre civile - La difficulté actuelle à penser l'espace et les services publics à Beyrouth trouve son origine durant la guerre civile. La guerre qui ravage le pays pendant 15 ans de 1975 à 1990 impacte en profondeur l'organisation de la ville et sa gouvernance. Avant 1975, le développement urbain de Beyrouth suivait une logique néo-libérale avec une approche de laissez-faire de la part des autorités. Le Grand Plan de 1963 de l'urbaniste français Michel Ecochard est modifié pour prioriser la construction d'infrastructures routières et le développement de la ville est laissé aux mains de promoteurs immobiliers [63] qui ne donnent pas la priorité à la création de nouveaux espaces publics. Lorsque la guerre civile éclate, la ville se retrouve profondément marquée spatialement par le conflit avec l'apparition entre Beyrouth Est et Beyrouth Ouest d'une ligne de démarcation, appelée la Ligne Verte. Impossible à franchir sans laissez-passer et contacts précis, elle tient son nom de la végétation qui a repris ses droits le long de son tracé suite à l'abandon des bâtiments par ses habitants. L'apparition de cette ligne et l'allongement du conflit provoquent peu à peu des déplacements de populations et une ségrégation des individus en fonction des quartiers : Beyrouth Ouest se retrouve majoritairement musulman et Beyrouth Est voit sa population chrétienne augmenter. Le centre-ville historique est détruit, marquant le début de l'effacement de la mémoire collective beyrouthine ; la ville se fragmente sur un plan déterminé par les milices provoquant l'émergence de multiples centres urbains ; la mobilité est réduite et les formes de sociabilité se transforment peu à peu pour se réduire aux seules interactions des habitants d'une même communauté. « The war left a "fragmented city" with irreconcilable memories, commemorations of violent events, a publicly mistrusted weak state, dominant politico-sectarian leaders, and the prevalence of private real estate development » [64].

[60] Nik HEYNEN (et al.), *In the Nature of Cities: Urban Political Ecology and the Politics of Urban Metabolism*, London, Routledge, 2006.
[61] Eric VERDEIL, « Des déchets aux remblais: imaginaire aménageur, corruption et dérèglements métaboliques à Beyrouth », in *Jadaliyya*, 2017.
[62] *Ibid.*
[63] Christine MADY, « The Evolutions, Transformations, and Adaptations in Beirut's Public Spaces », in *Urban Planning*, 2022, Vol. 7, No. 1.
[64] *Ibid.*

Les quinze années de guerre civile peuvent être perçues comme une période de dérèglement métabolique urbain majeure. Eric Verdeil soulève deux raisons principales à cela : la première est l'isolement de la zone Beyrouth Ouest du reste de la ville par la ligne de démarcation. La gestion des déchets en est gravement affectée puisque les décharges de la zone, sans possibilité d'évacuation, ne peuvent soutenir la quantité de déchets produits. Le métabolisme urbain est déréglé par cette surcharge de matières : « Le cycle des matières est perturbé par des événements contingents qui, soudainement, rendent disponibles des quantités de matières excédant largement les possibilités habituelles de traitement et de stockage et requérant donc d'être entreposées dans des lieux habituels » [65]. En 1978, le centre-ville, déjà partiellement détruit, et son accès à la mer sont choisis comme site de décharge provisoire (nommée Décharge de Normandy) pour régler le problème de suraccumulation de déchets. Le deuxième dérèglement du métabolisme urbain est le choix fait en 1983 de détruire les bâtiments historiques du centre-ville, notamment les souks de Beyrouth, à l'aide de bulldozers mis à disposition par Rafiq Hariri. Suite à cette décision prise dans l'urgence pour gérer des bâtiments dits « irrécupérables », les débris furent transférés dans la décharge de Normandy. A la fin de la guerre, les déblais issus des démolitions dans le cadre de la reconstruction du centre-ville viennent à nouveau gonfler la décharge qui atteint alors plus de 65 hectares [66]. Dans la décennie 1990, la décharge de Normandy devient alors un nouveau sujet de préoccupation pour les aménagements urbains puisqu'elle représente un danger environnemental du fait de sa proximité avec la mer.

Les enjeux de la reconstruction - La reconstruction de Beyrouth, à la sortie du conflit en 1990, est planifiée par le Conseil du développement et de la reconstruction (créé en 1977) qui organise les projets de récupération du centre-ville, de gestion des services urbains, etc. La décennie 1990 constitue un moment charnière dans l'organisation urbaine de Beyrouth. En effet, le CDR et les gouvernements successifs de Rafiq Hariri, nommé Premier Ministre en 1992, établissent une politique néolibérale de reconstruction et s'appuient presque exclusivement sur des contrats avec des partenaires privés. Deux accords sont essentiels pour comprendre les conséquences de cette décennie sur l'accès à l'espace et aux services publics libanais vingt ans plus tard : le contrat de reconstruction du centre-ville à la société *Solidere* et le contrat de délégation de service public à la société *Sukleen* pour le ramassage des déchets dans la municipalité de Beyrouth et le Mont Liban.

Solidere

Les réflexions autour de la reconstruction du centre-ville, zone la plus endommagée par les conflits, commencent durant la guerre notamment avec l'Atelier parisien d'Urbanisme (APUR), une équipe de consultation invitée dès 1977 à articuler un projet de reconstruction du centre historique. L'avancée du projet est stoppée par la recrudescence des conflits mais en 1983, à la suite de la décision de destruction des bâtiments historiques cités plus haut, le modèle d'une compagnie immobilière chargée de la reconstruction émerge des débats et est inscrite dans la loi d'urbanisme de 1983 (*Urban Planning Law, Decree* 69, 9/9/1983).

En 1994, la société immobilière *Solidere* est créée et se voit octroyer des droits spéciaux qui vont au-delà des prérogatives habituelles pour reconstruire le centre historique de Beyrouth. Rapidement, la société favorise une politique de profit en mutualisant de force tous les biens immobiliers du centre et en les transformant en actions, sans considération pour les protestations des propriétaires. Le premier grand Plan pour la reconstruction du centre-ville de Beyrouth met donc l'accent sur la démolition des bâtiments et la séparation de sa zone de juridiction avec les autres quartiers de la ville. « L'époque du haririsme a consolidé les politiques urbaines néolibérales, ainsi que le surgissement d'une économie « de rentiers » matérialisée en grande mesure dans le secteur de l'immobilier, ce qui a provoqué d'importantes inégalités socioéconomiques » [67]. Malgré les différents remaniements et de nombreuses révisions de projets, les retombées économiques favorables initialement promises ne sont pas au rendez-vous. *Solidere* devient peu à peu le symbole de l'échec de la reconstruction d'après-guerre-civile et la représentation de la décadence de l'Etat. *Solidere* se réinvente en centre culturel et commercial, et la compagnie tente d'attirer des architectes célèbres pour relancer l'attractivité du centre-ville. Celui-ci se vide peu à peu et la fréquentation diminue. Suite aux manifestations

[65] Eric VERDEIL, « Des déchets aux remblais : imaginaire aménageur, corruption et dérèglements métaboliques à Beyrouth », *op. cit.*
[66] *Ibid.*
[67] Mona HARB, « Beyrouth Madinati, exemple d'activisme urbain », *op. cit.*

massives de 2005 et à l'occupation des places du centre-ville, ce dernier est délimité par un périmètre de sécurité matérialisé par des *checkpoints* militaires. La militarisation massive de la zone est l'étape ultime dans le processus d'abandon total du centre-ville par sa population.

Au début de la planification de la reconstruction dans les années 1990, la question des déchets de la décharge de Normandy devient un enjeu important pour la compagnie. Le projet de reconstruction du centre-ville prévoit en effet la réhabilitation de la zone, la fermeture de la décharge et la relocalisation des déchets dans la décharge de Bourj Hammoud (quartier frontalier de la municipalité de Beyrouth qui borde le littoral). Cependant, cette décharge empiète sur le domaine public maritime « avec l'approbation des municipalités et la tolérance de l'Etat » [68].

Sukleen

En 1994 et 1997, les habitants riverains des décharges saturées et des infrastructures de traitement des déchets manifestent, parfois violement, pour qu'un plan de gestion des déchets soit mis en place dans la capitale. En 1994, le CDR octroie alors à la société *Sukleen* le monopole de la gestion des déchets à Beyrouth et à une filiale du même groupe (*Sukomi*) l'aménagement, à partir de 1998, de la décharge de Naameh située au Sud de la ville, avec comme objectif le développement des activités de tri et de compost. « Le secteur privé, très impliqué, a pris part à la conception, à la construction et à l'exploitation des unités de traitement »[69]. La gestion des déchets à Beyrouth devient l'apanage d'une compagnie privée de traitement, laissant la municipalité – initialement en charge de ce secteur - affaiblie politiquement. Le cabinet du Premier Ministre Rafiq Hariri a ainsi vu une opportunité dans la faiblesse des municipalités pour s'enrichir en dérégulant et en privatisant la chaine de gestion des déchets [70]. Par exemple, le président de *Sukleen*, Maysara Sukkar, est un proche partenaire de Rafiq Hariri durant sa carrière commerciale en Arabie Saoudite. La privatisation du secteur fut lucrative pour tous les participants, à chaque renouvellement de contrat, le prix par tonne de déchets augmente : en 2015, le seul coût du déversement des déchets dans les décharges était de 45 dollars américains par tonne.

Deux sites subissent les pleines conséquences de ces décisions : la décharge de Naameh au Sud de la ville, utilisée par le gouvernement et *Sukleen* dès 1997 comme une zone de déchargement dans une situation d'urgence. La décharge atteint rapidement sa capacité maximum. La saturation de déchets représente dès 1998 un danger pour les habitants et pour l'environnement. Initialement prévue comme une solution provisoire, aucun changement ne serait apporté à ce plan pendant presque 15 ans. La montagne de déchets de Bourj Hammoud – quartier populaire à la sortie de la ville – représente également un enjeu environnemental. Décharge sauvage pendant la guerre, elle devient un site officiel de déchargement des déchets en 1990, avant sa fermeture en 1997. Créée sur des bases instables et sans contrôles techniques préalables, la décharge « leaked an estimated 120,000 tons of leachate annually directly into the sea, destroying sea life within a radius of hundreds of meters and released methane gas into the atmosphere as a product of the fermentation of solid waste » [71]. Le plan de réhabilitation du littoral conçu en 1995 sous le nom de LiNord prévoyant le fournissement d'équipements techniques dans la municipalité et la transformation de la décharge en parc urbain ne verra jamais le jour. Le projet est mis à l'arrêt à la fin du siècle et la décharge continue de polluer le littoral et l'environnement urbain. Les lieux d'enfouissement et de déchargent sont hautement politiques et affectent la qualité des milieux urbains. Le déchet est une source de nuisances dans l'espace public : « désordre, saleté, pollution visuelle et olfactive, fouille intempestive, gène à la circulation sur les trottoirs, etc. » [72]. L'exploitation permissive du littoral et le laisser-faire de l'Etat dans les projets de reconstruction et d'aménagement ont de lourdes conséquences sur la société. Les empiètements sur la mer limitent l'espace public, les quartiers proches des décharges voient la qualité

[68] Nada CHBAT, « La gestion des déchets urbains au Liban entre politiques publiques et privées », in *Projets de paysage*, 2011, No. 6.
[69] *Ibid.*
[70] Eric VERDEIL, « Des déchets aux remblais : imaginaire aménageur, corruption et dérèglements métaboliques à Beyrouth », *op. cit.*
[71] Fadi MANSOUR, « From Trash to Dumpland, an entangled history of toxicity and capital », 2018.
[72] Sylvy JAGLIN (et al.), *Du rebut à la ressource: valorisation des déchets dans les villes du Sud*, Paris, AFD, Agence française de développement, 2018.

environnementale de leur lieu de vie dégradée, et les projets de centres balnéaires sur la côte nord de Beyrouth (baie de Jounieh), exclusivement réservée à la frange aisée de la société, creusent encore un peu plus les écarts de mode de vie.

Les acteurs des services publics - La réorganisation d'abord provisoire de la gestion des déchets à Beyrouth a permis l'émergence de nouveaux acteurs bénéficiaires des contrats de gestion et de collecte. Cependant il est impératif de contrer l'idée reçue d'un Etat libanais faible et peu influent : ce dernier est un acteur essentiel dans la gestion des services publics puisqu'il accorde les contrats à ses partenaires privés et est à l'origine des décisions concernant les services publics. Il y a ainsi une relation de dépendance entre les pouvoirs publics et leurs interlocuteurs et partenaires privés qui développent et implémentent les unités de traitement. L'instrumentalisation du secteur des déchets par les pouvoirs publics peut avoir un objectif politique comme « la construction du consensus électoral et l'animation de fidélités clientélaires ou le financement illicite d'activités politiques » [73]. Arrangements formels et informels s'entremêlent ainsi dans la signature des contrats de prestation de services.

La planification urbaine et l'organisation des services publics au Liban suivent une approche « top-down », où seulement un petit nombre d'institutions publiques opèrent sans consultation de la population : le CDR qui centralise les prêts et dons internationaux et décide des projets d'infrastructures et des contrats de sous-traitance aux partenaires privés ; le Directorat Général de l'Urbanisme (DGU), intégré au Ministère des Travaux publics, qui est en charge de l'approbation des plans mais qui souffre de limitations financières et de peu de ressources humaines. L'institution est ainsi connue pour son incapacité et la corruption présente en son sein [74]. Enfin, pour la gestion des déchets, le ministère de l'Environnement créé les normes et régulations environnementales ainsi que la stratégie pour la gestion des déchets à l'échelle du territoire national et le Ministère de l'Intérieur est en charge des municipalités qui s'occupent de la gestion des déchets au niveau régional [75]. Les municipalités manquent cependant souvent des moyens financiers nécessaires pour mener à bien les projets de gestion municipaux et relèguent alors leur mission à des partenaires privés. L'irrégularité du passage des éboueurs dans les régions conduit souvent à l'amoncellement des ordures autour des bennes. Certaines zones ne bénéficient pas du service des municipalités et font appel à des charretiers payés sur place ou alors se débarrassent de leurs déchets dans la nature [76]. Une exception est faite au niveau de la capitale où la municipalité n'a plus la charge de la gestion des déchets depuis la fin de la guerre, laissant ainsi la société *Sukleen* avec le plein monopole dans ce domaine. La municipalité de Beyrouth se retrouve donc affaiblie politiquement ; la licence de *Sukleen* couvre graduellement la totalité du Mont Liban à l'exception de Jbeil.

2. *Conséquences sur la société*

Fractionnement du territoire - Le conflit de la guerre civile et les projets de reconstruction et réaménagement des années 1990 ont conduit à un dysfonctionnement latent des services urbains mais également à de nombreuses migrations de population conduisant à une homogénéisation confessionnelle des différents quartiers de la ville. En effet, « la coexistence confessionnelle pacifique incarne la segmentation comme facteur d'habitabilité de la cité » [77], c'est-à-dire que les codes de conduites et les comportements dans la ville sont organisés en fonction de la confiance ou de la méfiance réciproques entre les communautés. De nombreux cloisonnements physiques et symboliques organisent la sociabilité des individus dans la ville et provoquent l'émergence de *gated communities*.

[73] Claudia CIRELLI et Fabrizio MACCAGLIA, « Penser le politique par les déchets », in *Géocarrefour*, 2021, Vol. 95, No. 1.
[74] Mona HARB, « Cities and Political Change: How Young Activists in Beirut Bred an Urban Social Movement », in *Power2Youth*, 2016, No. 20.
[75] Nada CHBAT, « La gestion des déchets urbains au Liban entre politiques publiques et privées », *op. cit.*
[76] Nada CHBAT, « Propreté et malpropreté des espaces privés et publics urbains au Liban », in *Projets de paysage*, 2012, No. 7.
[77] Stéphane CARTIER, « L'urbanisme durable, utopie levantine ? », in *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement.*, 2019, No. 41.

Lefebvre distingue trois caractéristiques dans la définition de l'espace public : premièrement l'espace public conçu ou la représentation de l'espace, qui englobe les espaces définit sur les cartes comme des bâtiments construits. L'espace public vécu ensuite, est l'espace représenté, c'est-à-dire les espaces vécus et dotés par ses habitants de significations grâce à des symboles, des images ou des souvenirs. C'est un espace dynamique et fluide qui peut changer dans le temps. Enfin, l'espace perçu englobe toutes les attitudes et interactions qui se déroulent dans un espace et un contexte spécifiques, entre des personnes et des objets [78]. Ces interactions sociales nécessitent un espace public disponible. Dans le contexte d'une ville fragmentée, le triangle de l'espace public de Lefebvre peut être utile pour comprendre la construction de la division et la ségrégation urbaine. La guerre civile et les projets de reconstruction ont affecté la perception de la ville par ses habitants en créant de nouvelles frontières entre les quartiers et de nouvelles identités : « These "lived" spaces of different politicoreligious territories" were marked by monuments, signs, securitization, and stamped by collective memories, affecting everyday social practices » [79].

Le déploiement d'un grand plan de sécurisation de la ville – et notamment du centre-ville –affecte les interactions sociales avec l'émergence d'un paysage surmilitarisé, une déconnection du centre-ville avec le reste de la cité à l'aide d'une déviation des axes routiers et d'une réduction des possibilités de rencontres entre les différentes communautés. « This resulted in shifting most social practices from the center to the margins and strengthening the multiple "lived" spaces in and around Beirut, where communities continued to perform their daily practices within their comfort zones » [80].

Vulnérabilités - Au niveau urbain, les vulnérabilités s'accumulent pour les quartiers les plus touchés par ces décisions : « fragilités des édifices, exposition sismique, réchauffement urbain, lacunes d'électricité et d'eau, saturation des transports, tours luxueuses mais vides et bâtiments pauvres surpeuplés » [81]. Les fortes différences de revenus ont entrainé des inégalités d'accès à l'emploi, à l'éducation, aux services publics, à la santé mais également au logement. Le parc locatif toujours plus saturé entraine un éparpillement péri-urbain tentaculaire sur les versants du Mont Liban. Avec de faibles aménagements routiers et équipements publics, la zone est saturée et l'expansion de la ville affecte les forêts et aires naturelles. L'insécurité sociale augmente et mène dans certains cas à des mouvements de révolte : « c'est surtout la question de l'électricité qui concentre aujourd'hui les mécontentements, avec des mouvements à EDL [Electricité du Liban], mais aussi, dans la banlieue Sud de Beyrouth par exemple, des protestations parfois violentes contre les rationnements inégaux imposés par le réseau de l'entreprise publique » [82].

L'abandon de certains quartiers dans le domaine des aménagements urbains a entrainé le développement croissant du secteur informel dans les services urbains. « Pour faire face à la carence et à la pénurie, les ménages adoptent des stratégies individuelles (stockage de l'eau dans les réservoirs, équipements alternatifs, moteurs individuels), et des stratégies collectives et commerciales apparaissent progressivement : vente d'eau, générateurs de quartiers, générateurs d'immeubles » [83]. On assiste également à l'augmentation de la fraude dans certains quartiers avec des branchements frauduleux comme des accrochages sur le réseau électrique ou des puits illégaux. Enfin, ce dysfonctionnement des services urbains augmente la dépendance des habitants envers des acteurs locaux qui, par des arrangements sociopolitiques divers, interviennent dans leur production et leur distribution. On assiste alors à une fragmentation de la société, d'abord territoriale avec des quartiers de plus en plus cloisonnés, mais aussi sociale avec une différence en termes de niveau et de qualité des services en fonction des quartiers.

La perte du bien commun - Les décisions successives du gouvernement et l'augmentation des vulnérabilités changent considérablement les habitudes de vie quotidienne et la manière dont les habitants considèrent l'espace qu'ils partagent. « L'espace n'est pas, dans la gestion des déchets, un paramètre externe et neutre :

[78] Henri LEFEBVRE, *The Production of Space*, Oxford, Blackwell, 1991.
[79] Christine MADY, « The Evolutions, Transformations, and Adaptations in Beirut's Public Spaces », *op. cit.*
[80] *Ibid.*
[81] Stéphane CARTIER, « L'urbanisme durable, utopie levantine ? », *op. cit.*
[82] Myriam CATUSSE, « La question sociale aux marges des soulèvements arabes : leçons libanaises et marocaines », *op. cit.*
[83] Eric VERDEIL (et al.), « De la rétroaction entre différenciation territoriale et modèle universel des services urbains en réseau : les enseignements du cas libanais », in *Flux*, 2009, Vol. n° 75, No. 1.

il en est une ressource structurante » [84]. Dans la même idée, le déchet est un puissant marqueur social et renvoie à un ensemble de valeurs socioculturelles. On observe au Liban une forte dichotomie entre l'espace privé, représenté par la maison ou le logement, et l'espace public, ouvert à tous. Si le premier fait l'objet d'un nettoyage intensif et quasi quotidien, le second est souvent dénigré et souillé. Les représentations sociales du sale et du propre sont définies par les individus et par l'importance et le statut qu'ils donnent à l'espace. « Le délaissement fréquent des espaces publics urbains au Liban n'a pas seulement modifié l'apparence physique de ces espaces (malpropreté, abandon) mais aussi le rôle social, celui d'un lieu de rencontre, d'échange social et culturel, qui leur était initialement dévolu » [85]. L'absence de projet urbain partagé et la fragmentation du territoire en fonction des communautés multiplient les actions individuelles indépendantes qui provoquent l'émergence de nombreux lieux sans identité qui finissent par se juxtaposer. L'espace public libanais puisqu'il a perdu sa fonction fédératrice de rencontre et de réunion ne suscite donc plus de responsabilité individuelle ou collective quant à sa préservation et sa propreté. La rue n'est plus considérée comme un espace partagé mais comme un espace résiduel, un espace réservé « aux autres » et dont les habitants ne se soucient pas. Cela peut ainsi mener à des comportements dits inciviques (jeter les déchets sur la voie publique, installer des poubelles à l'extérieur devant les portes des maisons, etc.). De même, tout espace vacant est considéré comme n'appartenant à personne et n'est donc pas digne de respect. Les espaces vacants sont donc livrés à des activités incontrôlées : terrain de jeux, parking ou réparation de voiture, décharge sauvage, etc. [86]. La fermeture de l'espace public a donc de nombreuses conséquences sur la manière dont les Beyrouthins considèrent l'espace qu'ils partagent.

L'urbanisation et l'aménagement de l'espace public libanais depuis 1990 peut ainsi se résumer à cette citation d'Eric Verdeil : « l'idée d'une croissance économique via une urbanisation sans égard pour le patrimoine naturel, une urbanisation qui consomme des espaces sans cesse élargis tout en dégradant le fonctionnement écosystémique d'ensemble, une urbanisation enfin qui fait des ressources naturelles un décor dont seuls quelques-uns ont le droit de profiter, sans égard pour ses conséquences pour la plus grande partie de la population » [87].

C. Une crise de la confiance politique

Face à un Etat libanais clientéliste et corrompu et à la dégradation visible de son environnement et de son niveau de vie, la société libanaise déploie des capacités de mobilisation politique remarquables. Le Liban du XXe siècle est marqué par une série de mobilisations et une longue histoire de l'engagement et de la politique contestataire. « Loin d'être expurgée de luttes politiques, la société libanaise contemporaine est donc le théâtre de mobilisations plurielles qui débordent largement l'espace cantonné et les pratiques multiformes de la « société civile » que l'on observe dans de nombreux pays limitrophes » [88]. L'intensité des mobilisations collectives est donc élevée notamment depuis la fin de la guerre civile en 1990 et le développement des associations civiles et politiques. Lassée par la faiblesse du système politique et la corruption qui gangrène l'Etat central, la société libanaise intègre de nouveaux lieux de sociabilité politique et intervient sur la scène publique notamment sous la forme d'organisations associatives.

1. L'émergence de la société civile libanaise actuelle

La première loi associative sur le territoire libanais est promulguée en 1909 sous l'Empire Ottoman et adopte une vision très libérale quant à la conduite des activités associatives. Pensée à l'origine pour les associations de bienfaisance religieuses, elle est encore en vigueur aujourd'hui et n'exige aucune condition préalable pour la création d'une association si ce n'est l'obligation de notifier les autorités de son existence [89]. Les groupes

[84] Sylvy JAGLIN (et al.), *Du rebut à la ressource: valorisation des déchets dans les villes du Sud*, *op. cit.*
[85] Nada CHBAT, « Propreté et malpropreté des espaces privés et publics urbains au Liban », *op. cit.*
[86] *Ibid.*
[87] Eric VERDEIL, « Des déchets aux remblais : imaginaire aménageur, corruption et dérèglements métaboliques à Beyrouth », *op. cit.*
[88] Marie-Noëlle ABI YAGHI et Myriam CATUSSE, « " Non à l'État holding, oui à l'État providence " : Logiques et contraintes des mobilisations sociales dans le Liban de l'après-guerre », in *Revue Tiers Monde*, 2011, Vol. HS, No. 5.
[89] Fadia KIWAN, « La société civile au Liban : un levier pour le changement ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2013, Vol. N° 112, No. 4.

confessionnels disposent ainsi d'une grande liberté pour gérer leurs affaires sociales et religieuses (écoles, hôpitaux, université). D'un modèle caritatif et communautaire, les associations se sont diversifiées au cours du siècle dernier en suivant les modifications socio-politiques de l'Etat libanais (fin de l'Empire Ottoman, mandat, Indépendance, crise de 1958, guerre civile, période d'après-guerre). Karam Karam distingue ainsi quatre points clés de l'histoire associative libanaise : l'émergence du tissu associatif basé sur un modèle communautaire et familial (milieu 19e siècle – 1958), le développement des associations sociales développementalistes et du mouvement étudiant notamment lors du mandat du Président F. Chéhab (1958-1975), l'internationalisation des associations pendant la période de guerre et la transformation de leur champ d'action (les associations pallient aux carences des services sociaux de l'Etat), le renouvellement de l'activité associative dans l'après-guerre dans les mobilisations transversales contre le communautarisme et pour le respect des droits universels [90].

Le développement des associations d'après-guerre - La société civile libanaise du XXIe siècle est largement influencée par cette période d'après-guerre et de redéfinition du pacte national et social. La nature particulière du système politique confessionnel validé une nouvelle fois par les accords de Taëf va à l'encontre même d'une création d'une identité nationale et d'une citoyenneté libanaise. En favorisant le partage pacifique du pouvoir entre les communautés, les citoyens sont coupés de leur identité nationale : l'objectif du système est la paix sociale entre les groupes plutôt que le développement personnel du citoyen-individu. L'accent est mis sur la communauté avant l'individu ce qui complique toute organisation associative intercommunautaire. On observe également un éloignement de la société civile durant la décennie 1990 des canaux politiques officiels : le contrôle des élections et les lois électorales injustes entrainent une baisse de la participation politique. Les individus se tournent vers le secteur associatif pour agir en société et transformer leur manière de faire *du* politique. Si ces acteurs n'ont pas de statut politique officiel, ils interviennent en réalité dans les décisions et les choix qui relèvent du politique : « Le politique, non pas est écarté, rejeté, mais il rebascule, se déplace, investit de nouveaux territoires, élabore des moyens inusités, invente des stratégies de contournement inattendues, emprunte des voies inexplorées, se saisit de l'informel » [91]. Les associations des années 1990 s'appuient ainsi sur des capacités acquises pendant la guerre dans des domaines variés (association d'aide et d'urgence, développement, charité, solidarité, droits humains) et « se présentent comme un « troisième système » entre l'Etat et les partis politiques » [92]. Le « mouvement civil » qui émerge durant cette décennie a une portée réformiste et se bat pour défendre des causes transcommunautaires. Cependant, au contraire des ONG internationales qui prônent la neutralité politique à grande presse, les associatives libanaises investissent des nouveaux espaces de politisation et déploient un fort « militantisme identitaire et politique éloigné de l'idéal de neutralité » [93].

Les principaux concernés par cette transformation associative sont les étudiants et jeunes adultes qui ont vécu leur enfance et adolescence pendant les années de guerre. Le mouvement étudiant dans les universités du pays se densifient pour atteindre un nombre record de 120 000 étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en 2013 [94]. Les jeunes actifs sont les plus touchés par les pratiques clientélistes des élites lors de l'accès à l'emploi mais souffrent également d'une exclusion des sphères politique, sociale et urbaine. Certains jeunes se conforment à leur identité confessionnelle et intègrent les groupes de jeunesse des différentes structures partisanes. Les autres qui cherchent à s'éloigner des structures communautaires intègrent alors le monde associatif : les principaux combats des années 1990 sont l'aide humanitaire, les services sociaux, l'éducation, la santé et la reconstruction d'un environnement habitable et sain [95]. L'activité militante estudiantine représente le moment fort de l'engagement pour la plupart des jeunes. L'activisme prend une forme différente lorsqu'ils quittent l'université mais a tendance à s'affaiblir [96].

Un nouveau sens de l'engagement – Les jeunes qui cherchent à s'émanciper du carcan communautaire donnent un sens nouveau à leur engagement avec la volonté d'être sujet : « c'est d'abord la possibilité de se

[90] Karam KARAM, « Les associations au Liban : entre caritatif et politique », in Sari HANAFI et Sarah BEN NEFISSA (dir.), *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, Paris, CNRS Editions, 2002.
[91] Jean-Claude VATIN, « Sur l'étendu d'un concept », *op. cit.*
[92] Karam KARAM, « Les associations au Liban : entre caritatif et politique », *op. cit.*
[93] Fatiha KAOUÈS, « Les ONG au Liban : l'exemple de l'USAID », in *A contrario*, 2012, Vol. n° 18, No. 2.
[94] Fadia KIWAN, « La société civile au Liban : un levier pour le changement ? », *op. cit.*
[95] Mona HARB, « New Forms of Youth Activism in Contested Cities: The Case of Beirut », in *The International Spectator*, 2018, Vol. 53, No. 2.
[96] Alexandra KASSIR, « Anticonfessionnalisme et alteractivistes au Liban », *op. cit.*

constituer soi-même comme principe de sens, de se poser en être libre et de produire sa propre trajectoire »[97]. En s'affirmant comme sujet dans leur choix militant, ils s'émancipent ainsi des logiques dominantes et construisent des espaces alternatifs à leur image, forgés selon leurs souhaits. C'est donc grâce à la création « d'espace d'expériences » [98] que les activistes construisent leur propre subjectivité. Ces associations sont fondées sur une adhésion libre et sans condition et ses acteurs « se rassemblent sur des solidarités construites en dehors de leurs cadres primaires et traditionnels de socialisation » [99]. L'accent est donc placé sur l'individu plutôt que sur la communauté d'ensemble. L'engagement est donc un parcours personnel. Olivier Fillieule pointe un détail pertinent et quelque peu contradictoire dans la construction de ces nouvelles associations puisqu'elles valorisent le référent civil et individuel tout en essayant de rassembler de nombreux individus aux profils les plus variés [100]. Dans leur volonté d'être acteur de leur monde, on observe une organisation horizontale du pouvoir au sein des associations avec l'attachement à des valeurs démocratiques qu'ils tentent de promouvoir en société. Les militants justifient leur mobilisation dans ces associations par la faible représentation des demandes transversales dans les organisations familiales ou communautaires : les questions intercommunautaires et universelles ne trouvent pas de relais efficace pour être résolues [101].

En prônant une approche principalement citoyenne, les associations libanaises s'inscrivent dans une opposition avec les pouvoirs publics mais restent néanmoins dans une démarche de requalification de l'espace public et politique. Il y a une volonté de consolider la relation du citoyen au politique. Ainsi, « elles revendiquent plus d'Etat, dans le sens où ce dernier est défini comme régulateur, arbitre et juge, ouvert à la participation de tous ses citoyens et non pas comme un espace accaparé et réservé à une minorité » [102].

Les associations libanaises ont ainsi un rapport ambigu avec l'Etat puisqu'elles se placent en opposition tout en souhaitant une amélioration de la citoyenneté dans les cadres du système en place. Elles constituent un laboratoire d'expérimentation des demandes sociales et politiques et œuvrent sur la scène publique soit par une activité de service (associations socio-caritatives) soit par une action de revendication et de plaidoyer. Elles formulent au sein de ces laboratoires des revendications audibles et recevables par les pouvoirs publics. Elles peuvent donc être considérées comme des « associations pré-politiques » [103], c'est-à-dire que les activistes intègrent le champ associatif pour faire du politique, on assiste donc à un renouvellement de l'espace politique.

2. La difficile union de la société civile

Les crises politiques successives – L'entrée dans le nouveau millénaire et la fin de la guerre ne signifient pas la fin des conflits sociaux et politiques au Liban. Des crises politiques successives durant les années 2000 entrainent le développement des différentes sphères de la société civile. Les manifestations de 2005 à la suite de l'assassinat du Premier Ministre Rafiq Hariri, nommées par la suite la Révolution du Cèdre, ont rassemblé plus d'un million de personnes en exigeant le départ des troupes syriennes. La présence syrienne sur le territoire date de 1978 et est autorisée par les accords de paix de Taëf. Puisant massivement dans le registre religieux, ces manifestations énoncent des valeurs communes de fraternité, solidarité et de liberté, et affirme une seule identité : l'identité libanaise « qui transcende toutes les *assabiyyat* communautaires » [104]. La scène politique et partisane se fracture entre le courant du 8 mars dominé par le *Hezbollah* et ses alliés chrétiens et le courant du 14 mars dominé par le Courant du Futur, parti de Saad Hariri, fils du premier ministre assassiné allié aux Forces Libanaises. Les deux courants font preuve de grandes capacités mobilisatrices, y compris avec les armes [105]. En janvier 2008, la situation dégénère en bataille meurtrière dans les rues de Beyrouth à la suite de manifestations contre la cherté de la vie (l'élément déclencheur étant la hausse du prix du pain)

[97] Michel WIEVIORKA, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.
[98] Geoffrey PLEYERS, *Alter-Globalization, Becoming Actors in the Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.
[99] Karam KARAM, *Le mouvement civil au Liban. Revendications, protestations et mobilisations associatives dans l'après-guerre*, *op. cit.*
[100] *Ibid.*
[101] *Ibid.*
[102] *Ibid.*
[103] Karam KARAM, « Les associations au Liban : entre caritatif et politique », *op. cit.*
[104] René OTAYEK, « Sécularisation et contre-sécularisation au Liban. Le système confessionnel à l'épreuve de l'improbable », *op. cit.*
[105] Mona HARB, « New Forms of Youth Activism in Contested Cities: The Case of Beirut », *op. cit.*

et le rationnement des services d'eau et d'électricité. Plusieurs syndicats sont en grève pour demander l'augmentation du salaire minimum mais les combats de rues se soldent par des tensions entre les forces du « 8 mars » et du « 14 mars ». En 2011, le mouvement libanais *Hirak Isqât an-nizam at-ta'ifî* qui émerge à la suite des soulèvements dans les pays voisins réunit à son tour des milliers de manifestants à Beyrouth et dans le reste du pays, Saïda et Jbeil principalement. Les militants sont expérimentés avec plusieurs années de lutte à leur actif et réclament la chute du système confessionnel. Cependant, Catusse dans son étude sur les soulèvements libanais et marocains relèvent qu'au Liban, « la protestation de rue n'a pas la même dimension transgressive qu'ailleurs » [106] puisque les protestations et les manifestations ne sont pas des événements rares mais au contraire s'inscrivent dans une histoire politique de contestation durant les dernières décennies. Après les événements de 2005 et 2006, le mouvement de révolte de 2011 apparait moins exceptionnel que dans les pays voisins.

Fragmentation politique et sociale de la société – La société civile libanaise est donc organisée, rodée au militantisme et possède les compétences et les expériences nécessaires pour mener à bien des activités de mobilisation. Pourtant, elle rencontre des difficultés à s'unir autour d'une cause commune. « Pourquoi dans une société politisée et rompue à la mobilisation, où par ailleurs les citoyens sont soumis à d'importants risques politiques mais aussi sociaux (en cas de perte d'emploi, de maladie, de handicap, de mise à la retraite, etc.), le passage à l'action collective et protestataire autour de causes « sociales » s'euphémise-t-il ? » [107]. La société civile est traversée par des tensions et des jeux de domination de la part de plusieurs forces en présence ce qui entrave la possibilité de s'unir dans la mobilisation. Chaque partie limite sa participation et est retenue par des interdits communautaires ou familiaux : ainsi, « la fragmentation des mobilisations et des campagnes [sont] réduites à des mots d'ordre limités et sectoriels [et] mettent crûment en lumière celle de la société civile et la difficulté à penser les problèmes sociaux dans leur articulation » [108]. Les associations ont tendance à adopter une position « politiquement correcte » pour recevoir l'accord de tous les membres et ne touchent donc pas aux questions politiques et sociales qui divisent les Libanais. On distingue ainsi les groupes d'intérêt (notamment les ordres professionnels) qui souhaitent ne pas faire de vagues et se cantonnent au respect de leur agenda socio-professionnel et les groupes de pression qui ont une vision plus large et souhaitent porter leurs revendications à l'échelle nationale et s'attardent donc plus aux questions politiques [109]. On observe donc, malgré la volonté de dépasser les frontières du communautarisme, l'existence et la persistance de sociabilités primaires et secondaires denses qui entravent l'action collective. La révolution du Cèdre se heurte ainsi rapidement au plafond de verre confessionnel. Les différentes élites communautaires reprennent rapidement le jeu politique en main notamment lors des élections législatives du printemps 2005 où le communautarisme politique se voit renforcé. Sous la pression de la Révolution du Cèdre, les partis politiques ont en effet fait des alliances volatiles et peu stables déstabilisant ainsi les électeurs. Ces alliances dictées par les spéculations et pronostics électoraux ont provoqué deux événements : « d'une part, la prime au vote communautaire accentué par la volatilité des alliances électorales et le flou de l'offre politique ; d'autre part, la consolidation des leaderships communautaires un moment débordés par les acteurs sociaux de la « révolution du Cèdre » qui se virent ainsi dépossédés de l'espace politique entrevu le temps d'un printemps » [110]. La Révolution du Cèdre se soldera donc par un échec pour les activistes et une réaffirmation du système confessionnel.

La peur de faire basculer le pays dans la guerre et de briser le pacte national de maintien de la paix provoquent la dépolitisation des questions sociales. Les sujets tabous du communautarisme et des problèmes sociaux sont passés sous silence. L'historien A. Beydoun parlait de « pudeur des communautés » à la création de l'Etat libanais : la question communautaire est passée sous silence pour éviter la confrontation entre les différentes forces en présence. De même, Abi Yaghi et Catusse proposent de parler de la « pudeur du social » lorsqu'après la guerre civile, l'arène politique élude les questions sociales de peur de remettre en cause le pacte politique libanais difficilement établi avec Taëf. « Les questions sociales paraissent tout à la fois

[106] Myriam CATUSSE, « La question sociale aux marges des soulèvements arabes : leçons libanaises et marocaines », *op. cit.*

[107] Marie-Noëlle ABI YAGHI et Myriam CATUSSE, « "Non à l'État holding, oui à l'État providence" : Logiques et contraintes des mobilisations sociales dans le Liban de l'après-guerre », *op. cit.*

[108] Élisabeth LONGUENESSE, « La société libanaise à l'épreuve », *op. cit.*

[109] Fadia KIWAN, « La société civile au Liban : un levier pour le changement ? », *op. cit.*

[110] René OTAYEK, « Sécularisation et contre-sécularisation au Liban. Le système confessionnel à l'épreuve de l'improbable », *op. cit.*

dépolitisées dans le sens où elles sont rarement érigées en cause de mobilisation et de résistance nationale, et surpolitisées dans le sens où la précarité sociale dans laquelle vivent les Libanais alimente une politique du clientélisme favorisant largement les solidarités communautaires » [111]. Par exemple en 2011, les militants se divisent également sur l'objectif final des manifestations et de leurs revendications. A l'inverse des pays autoritaires voisins, le « système libanais » n'est pas représenté par une personnalité publique unique qui pourrait s'attirer la foudre de tous les manifestants [112]. Il y a donc une nécessité de s'aligner entre groupes militants sur des revendications communes qui peuvent être scandées dans les cortèges. Rapidement, les questions sociales – qui divisent les activistes – sont abandonnées au profit de la question politique du confessionalisme. Les questions sociales n'ont donc pas de pouvoir fédérateur intercommunautaire.

Le principal obstacle au bon fonctionnement des associations libanaises n'est donc pas l'Etat comme on pourrait facilement le penser, mais plus le communautarisme et le clientélisme qui gangrènent les relations sociales [113]. Les partis et leurs organisations privées affiliées prodiguent des services minimums aux communautés pour maintenir une solidarité électorale et une dépendance matérielle. La qualité et la régularité des services prodigués dépendent des situations politiques : « l'inscription dans des réseaux de clientèle et de protection par des patrons politiques peut être un facteur tantôt d'inhibition de la protestation (voir la difficulté à mobiliser que rencontrent les mouvements successifs contre le communautarisme), tantôt de revendication du droit à être protégé (voir les intenses tractations électorales entre candidats et électeurs potentiels) » [114].

Le secteur associatif subit de plein fouet cette instrumentalisation politique du secteur. Les aides internationales qui arrivent à la suite des crises de 2005, 2006 et 2008 sont principalement reversées aux associations supportant la coalition du « 14 mars » ou aux fondations privées des élites politiques. « As such, aid strategies promoted and accommodated the existing sectarian system rather than seeking to transform it structurally, thereby demobilizing the associational sector, which became instead a springboard to public office or professional networks » [115]. Progressivement, les associations suivent une dynamique compétitive dans la recherche d'aide et de donations internationales et perdent leur objectif principal d'aide à la société. En suivant les conditions imposées par les donateurs, les associations perdent peu à peu leur capacité à confronter et à contrer la sphère politique. « Il devient quasiment impossible aujourd'hui de définir le champ de la société civile comme autonome par rapport aux institutions religieuses ou par rapport à l'Etat, aussi bien au Liban que dans les autres pays arabes » [116].

Des problèmes internes limitent également les actions protestatrices : les organisations des ordres professionnels manquent souvent d'autonomie du fait de la proximité de leurs dirigeants avec différentes alliances politiques ; les associations, elles, se retrouvent dépendantes des partis politiques pour des raisons de financement. Les activistes ont également des motivations personnelles : nombre de ceux qui prennent part aux activités des associations de plaidoyer cherchent à se forger une expérience et à jouer un rôle politique direct. Le secteur associatif est donc utilisé comme une passerelle vers le monde politique. Les associations ont également un caractère élitiste puisque l'essentiel des adhérents est diplômé ou encore étudiant universitaire et ont un encrage citadin notamment à Beyrouth. Les initiatives dans les régions rurales et reculées sont beaucoup plus rares.

---

[111] Marie-Noëlle ABI YAGHI et Myriam CATUSSE, « "Non à l'État holding, oui à l'État providence" : Logiques et contraintes des mobilisations sociales dans le Liban de l'après-guerre », *op. cit.*

[112] Myriam CATUSSE, « La question sociale aux marges des soulèvements arabes : leçons libanaises et marocaines », *op. cit.*

[113] Karam KARAM, *Le mouvement civil au Liban. Revendications, protestations et mobilisations associatives dans l'après-guerre*, *op. cit.*

[114] Myriam CATUSSE, « La question sociale aux marges des soulèvements arabes : leçons libanaises et marocaines », *op. cit.*

[115] Mona HARB, « New Forms of Youth Activism in Contested Cities: The Case of Beirut », *op. cit.*

[116] Fadia KIWAN, « La société civile au Liban : un levier pour le changement ? », *op. cit.*

Conclusion

La nature particulière du système politique libanais fondé sur le partage du pouvoir entre les communautés entraine ainsi des crises à plusieurs niveaux. Au niveau politique d'abord, avec le développement de groupes communautaires cherchant à tout prix à obtenir des avantages pour leur communauté. La concentration du pouvoir dans les mains d'une poignée de famille historiquement puissante et le développement d'une politique économique ultra-libérale provoquent l'augmentation des pratiques clientélistes notamment dans l'accès aux services urbains et aux ressources. Ce système provoque ensuite une crise urbaine avec des politiques de reconstruction à la fin de la guerre civile qui dénature les bâtiments historiques et séparent encore plus les quartiers en fonction des communautés. La crise des services publics provoque le délabrement des rues et espaces publics qui sont de moins en moins considérés comme des espaces de partage et de rencontre. Enfin, la corruption de la classe politique et l'accaparation des pouvoirs par une poignée de privilégiés couplées à une crise urbaine profonde provoque l'émergence d'une société civile active et rodée à la contestation avec plusieurs générations de militants. Les combats et mobilisations sont nombreux mais aucun ne permet une réelle union de la société civile, encore trop divisée par les appartenances communautaires.

Partie 2

Les mouvements sociaux urbains et la reconquête de l'espace public

A l'été 2015, de larges manifestations pour critiquer la mauvaise gestion des services urbains et notamment les services de ramassage des déchets prennent place au cœur de la capitale et dans d'autres villes du Liban. Cet événement majeur dans l'histoire des mobilisations libanaises motive les agents de la société civile à tenter d'entrer dans la sphère politique en se présentant à différentes élections municipales et nationales. Nous nous concentrerons principalement sur la campagne de *Beirut Madinati* pour les élections municipales de 2016.

A. Facteurs explicatifs de l'émergence d'initiatives politiques de la société civile

La campagne de *Beirut Madinati* initiée en privé à l'hiver 2015 et présentée au public début 2016 se fraye un chemin sur la scène politique municipale grâce à plusieurs facteurs.

1. L'activisme urbain au Liban depuis 1990

Deux générations d'activistes urbains – L'une des principales raisons pour expliquer l'émergence d'une campagne politique basée sur les problématiques urbaines est le développement des études effectuées sur le sujet entre 1990 et 2015. Pendant 25 ans, plusieurs générations de chercheurs, doctorants, professeurs, militants et activistes posent les fondations d'une réflexion critique autour des enjeux urbains. Selon Mona Harb, enseignante-chercheuse à l'Université Américaine de Beyrouth et co-fondatrice du *Beirut Urban Lab*, il existe deux générations d'urbanistes libanais : la première est issue de la guerre civile et a participé à l'élaboration des plans de reconstruction du centre-ville et du Grand Beyrouth élaborés en 1977 avec comme objectif l'amélioration de l'aménagement urbain. Ces plans ne seront jamais mis en pratique. Cependant ces propositions – principalement francophones – provoquent l'émergence d'un champ de recherche en études urbaine dans le monde arabe qui se traduit par la création du CERMOC (Centre d'Etudes et de Recherches sur le Moyen-Orient Contemporain) la même année. A la fin de la guerre, ces urbanistes et chercheurs se mobilisent contre *Solidere*, société qui, avec l'appui des autorités, détruit la fabrique urbaine du centre-ville et efface du paysage toute trace de mémoire collective. Avec eux, les mobilisations prennent la forme de séminaires ou de conférences pour alerter la population, de publications ou d'articles de presse. Les architectes représentent une part importante des activistes qui s'opposent aux décisions gouvernementales dans le débat sur la reconstruction du centre-ville. Ces chercheurs représentent d'une certaine manière les premiers activistes urbains : ceux « qui se sont battus contre *Solidere* en demandant la protection de l'espace public, l'amélioration de la mobilité et l'inclusivité dans les villes, ont par leur travail, doté les sciences sociales libanaises d'un corpus riche de connaissances critiques sur les pratiques urbaines » [117].

Ce foisonnement intellectuel autour de la planification urbaine entraine la création de nouveaux programmes universitaires, les institutions universitaires étant alors en pleine phase de « transition et de restructuration »[118] : plusieurs formations de master en Urbanisme et en Design sont proposées à l'Université Américaine de Beyrouth (AUB), à l'Académie Libanaise des Beaux-Arts (ALBA) ou encore à l'Université Libano-Américaine (LAU). La seconde génération d'urbanistes est issue de ces formations universitaires ; la plupart rédigent leur thèse de doctorat à la fin des années 1990 ou au début des années 2000 sur la reconstruction de Beyrouth, l'histoire urbaine ou les services. L'AUB gagne rapidement une place majeure dans le champ des études urbaines libanaises grâce aux moyens dont disposent l'université et

[117] Mona HARB, « Beyrouth Madinati, exemple d'activisme urbain », *op. cit.*
[118] Eric VERDEIL, « L'émergence des études urbaines au Liban. Engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques », *op. cit.*

l'octroi de financements mais aussi grâce à « l'investissement des chercheurs et chercheuses sur la scène locale, non seulement par la recherche, y compris appliquée, mais aussi […] par l'engagement militant » [119].

Accumulation et diffusion du savoir urbain - La consolidation de ces deux générations de chercheurs et d'activistes urbains permettent l'accumulation de connaissances et leur diffusion parmi les mouvements de défense de la ville. L'Ordre des ingénieurs et architectes de Beyrouth prend une place importante dans la diffusion de ces savoirs notamment après l'élection en 1996 d'Assem Salam au poste de Président. De nombreuses conférences ouvertes à tous sont organisées par Jad Tabet, architecte et militant engagé, ancien élève de M. Salam, et portent sur différents thèmes et enjeux d'urbanisme : les reconstructions, l'occupation illégale du littoral ou le projet intitulé Elyssar prévoyant l'aménagement de la banlieue Sud.

Les municipalités et les pouvoirs publics participent également paradoxalement à la construction d'un savoir urbain. En effet, malgré la faible implication de l'Etat dans les affaires urbaines et le peu de productions statistiques officielles, les municipalités ne sont pas inactives puisqu'elles lancent de nombreuses initiatives nécessitant une expertise spécifique : par manque de spécialistes dans les administrations, les chercheurs et experts en question urbaine sont invités à participer à l'élaboration de plans stratégiques à l'échelle locale, de projets de développement ou des plans d'aménagement.

Les initiatives et mobilisations urbaines – La production de savoir dans le champ des études urbaines a provoqué une augmentation de l'activisme dans ce domaine. Mona Harb analyse ainsi la corrélation entre accumulation de savoir et passage à l'action. En effet, s'il on analyse le contexte de production des savoirs, les chercheurs libanais sont confrontés à une coupure totale avec la classe dirigeante en termes de vision et d'application des plans de planification pour la ville. Les savoirs accumulés à l'occasion des partenariats entre chercheurs et institutions publiques ne sont pas utilisés. La coproduction de savoirs avec les administrations ne suffit plus, il est donc nécessaire de provoquer un « engagement en face-à-face des chercheurs avec les communautés et les pouvoirs publics (et à un degré moindre le secteur privé) du moment de la conception de la recherche à celui de la mise en œuvre » [120].

Puisque les projets d'urbanisme et d'aménagement pensés par les chercheurs sont rarement mis en œuvre, ces derniers s'organisent dans le secteur associatif et leurs revendications prennent la forme de coalitions, de campagnes politiques. Plusieurs initiatives jouent un rôle important dans la consolidation de l'activisme urbain libanais. Premièrement, la guerre de l'été 2006 et les bombardements israéliens détruisent une grande partie de la banlieue Sud et notamment le quartier de Haret Hreik. On compte plus de 1000 immeubles et 250 commerces détruits. Face au retrait de l'Etat dans les projets de reconstruction et la volonté du *Hezbollah*, parti fortement implanté dans la zone, de reconstruire le quartier « à l'identique », une unité de recherche sur les reconstructions est créée à l'AUB. Formée sur la base du volontariat essentiellement par des étudiants en master d'urbanisme, cette unité s'appuie sur la recherche participative et l'intégration des habitants de la zone durant les débats et discussions : « ces différentes expériences conduisent les chercheurs-practiciens impliqués à réfléchir à la manière d'encourager la participation des habitants aux décisions en matière d'urbanisme, donc à s'appuyer sur les savoirs constructifs, et leurs pratiques de la ville et de l'espace vécu afin de reformuler adéquatement les projets d'aménagement » [121]. Le plan final adopté n'inclura pas les recherches et observations de l'équipe de recherche de l'Université Américaine. L'organisme *Wa'ad* affilié au Parti de Dieu se chargera ainsi de reconstruire à l'identique le secteur des bombardements au nom de la nécessité de préserver « la mémoire de l'espace » [122]. Les notes et documents relatifs à cette initiative sont regroupés dans un ouvrage rédigé par Howayda Al-Harithy, professeure d'architecture au département d'urbanisme [123].

D'autres initiatives tentent de résoudre les problèmes urbains ou protestent contre des projets d'aménagement considérés comme illégaux : l'ONG *Nahnoo* qui milite pour la réouverture du parc de Horch

[119] *Ibid.*
[120] Susan PARNELL et Edgar PIETERSE, « Translational Global Praxis: Rethinking Methods and Modes of African Urban Research », in *International Journal of Urban and Regional Research*, 2015, Vol. 40, No. 1.
[121] Eric VERDEIL, « L'émergence des études urbaines au Liban. Engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques », *op. cit.*
[122] Mona FAWAZ, « The Politics of Property in Planning: Hezbollah's Reconstruction of Haret Hreik (Beirut, Lebanon) as Case Study », in *International Journal of Urban and Regional Research*, 2014, Vol. 38, No. 3.
[123] Howayda AL-HARITHY, *Lessons in Post-War Reconstruction: Case Studies from Lebanon in the Aftermath of the 2006 War*, London, Routledge, 2010.

Beyrouth afin de permettre à la population d'accéder à un espace public vert et propre ; la coalition contre la construction de l'Autoroute Fouad Boutros au milieu du quartier chrétien d'Achrafieh, qui détruirait des bâtiments du patrimoine, et enfin la campagne civile pour la préservation de Dalieh, la zone côtière de Beyrouth, contre la promotion immobilière privée et la privatisation illégale du littoral. Ces initiatives permettent aux activistes de développer des compétences dans de nouvelles formes d'intervention (études appliquées, méthodes historiques, recueil de données ethnographiques), du savoir-faire dans le domaine juridique, l'établissement de liens étroits entre les activistes urbains et le développement d'un réseau d'experts (conférences, workshop, débats). « L'espace des mouvements sociaux peut ainsi être appréhendé comme le site au sein duquel s'acquiert et s'actualise un ensemble de compétences pratiques et cognitives spécifiques nécessaires à la conduite des mobilisations » [124]. Les militants apprennent également à négocier leur place avec les administrations, à se servir des médias et des réseaux sociaux pour bénéficier d'une plus large audience [125].

2. Les mobilisations de l'été 2015 ou « la Révolution des ordures »

Des mobilisations citoyennes - Le principal facteur explicatif de l'émergence d'initiatives politiques comme *Beirut Madinati* ou plus tard la coalition *Kulluna Watani* est l'effervescence militante et politique provoquée par les mobilisations de l'été 2015 à Beyrouth. Le mouvement de protestation commence à la fin du mois de juillet 2015 en réponse à l'accumulation des déchets dans les rues de la capitale suite au non-renouvellement du contrat de gestion des ordures avec la société *Sukleen*. En effet, ce contrat expire en janvier 2015 mais est rallongé de 6 mois par les autorités afin de trouver un nouveau partenaire et une solution durable. Cependant, les élites politiques notamment divisées entre la coalition du 8 mars et celle du 14 mars, ne trouvent pas de terrain d'entente autour de la question de la gestion des déchets et le contrat, arrivant à expiration à la fin du mois de juin, n'est pas renouvelé. Le ramassage des déchets n'est plus assuré dans la capitale pendant plus d'un mois : les déchets s'amoncèlent dans la rue, exposés au soleil brulant des mois d'été méditerranéen, les odeurs nauséabondes deviennent de plus en plus insupportables pour les habitants. La situation devient alarmante d'un point de vue sanitaire : en effet, les poubelles accumulées dans la rue dégagent un jus de fermentation toxique qui s'infiltre dans les craquelures de l'asphalte, dans les sols et les lits de rivière et détériorant ainsi l'environnement urbain. On observe également une augmentation drastique de gaz toxique dans l'air, principalement des dioxines cancérigènes et des hydrocarbures aromatiques polycycliques [126]. Il faut souligner que les réseaux de gestion des déchets déjà surchargés pendant l'année le sont encore plus durant l'été puisqu'environ un million et demi de touristes provenant principalement de la diaspora reviennent durant les mois d'été pour retrouver leurs familles. A cette période, les quantités de déchets déversées dans les rues sont donc astronomiques. En parallèle, les habitants des quartiers voisins de la décharge de Naameh, au sud de la ville, commencent à se mobiliser et à établir un blocage du site pour protester contre les problèmes de stockage et la saturation de la décharge.

Pour soutenir les actions des habitants de Naameh, les activistes urbains beyrouthins commencent à se mobiliser à la fin du mois de juillet pour protester contre l'inaction du gouvernement et notamment celle du ministère de l'Environnement. Organisés en plusieurs coalitions comme « You Stink » (*Tol3et Re7etkom*), «We Want Accoutability » (*Badna Nhaseb*), « On the Streets » (*ila Al-Share3*) ou « Square News » (*Akhbar al-Saha*), ils demandent la démission du ministre de l'Environnement et la mise en place d'un plan de gestion des déchets établi et dirigé par les municipalités plutôt qu'une agence privée. Ils mettent en évidence dans leurs revendications l'incapacité du gouvernement à trouver des solutions durables « tant au niveau de la réduction du volume des déchets (par le tri à la source) que pour le traitement et le recyclage » [127]. La faiblesse de l'Etat libanais et les ambiguïtés liées à un partage hybride du pouvoir offrent des opportunités épisodiques de négociation politique entre l'Etat et la société civile, comme on l'observe lors de la crise des poubelles[128]. Les premiers rassemblements sont relativement restreints, mais les rues se remplissent peu à peu et la mobilisation prend de l'ampleur jusqu'à atteindre un pic de manifestation entre le 22 et le 29 août 2015. Les coalitions sont très actives en ligne notamment « You Stink » qui documente en ligne la crise des déchets

[124] Lilian MATHIEU, « L'espace des mouvements sociaux », in *Politix*, 2007, Vol. nº 77, No. 1.
[125] Mona HARB, « Beyrouth Madinati, exemple d'activisme urbain », *op. cit.*
[126] Fadi MANSOUR, « From Trash to Dumpland, an entangled history of toxicity and capital », *op. cit.*
[127] Jihad FARAH et Eric VERDEIL, « Instruments et territoires de la gouvernance des déchets au Liban », in *Géocarrefour*, 2021, Vol. 95, No. 1.
[128] Sára VÉRTES (et al.), « Negotiating civic space in Lebanon: The potential of non-sectarian movements », *op. cit.*

avec des vidéos et des photos des rues de Beyrouth. Le groupe appelle également les citoyens à entreprendre des actions coup-de-poing : ils organisent des sit-in, vandalisent les bâtiments officiels des ministères ou taguent les barrières de bétons érigées autour des bâtiments du premier ministre le 24 août pour assurer sa protection, des centaines de personnes déposent également leurs poubelles devant les maisons et les bureaux des différents ministres.

La plus grande manifestation réunit le 29 août 2015 – et pour la première fois depuis 2005 - plus de 100 000 personnes sur la Place des Martyrs et dans le centre-ville face au bâtiment du ministère de l'Environnement. Cette mobilisation marque un tournant dans l'histoire militante libanaise car c'est la première fois que la population se réunit en si grand nombre pour manifester contre un problème urbain. La « crise des poubelles » devient rapidement le symbole d'une crise politique profonde et les revendications initialement basées autour de la gestion des déchets s'attaquent désormais à tous les dysfonctionnements du système politique. Le slogan phare des manifestants « toli'itrihatkum » c'est-à-dire « vous puez » en arabe, résume ainsi leur colère liée à l'amoncellement des déchets dans les rues mais plus largement aux crises économiques et politiques récurrentes résultant d'un système « pourri ».

Les acteurs des mobilisations – Les manifestations de 2015 ont un caractère exceptionnel car elles rassemblent pour la première fois un ensemble d'individus issus de milieux et de communautés variées. René Otayek définit cela comme une « désectorisation » du mouvement c'est-à-dire un brassage socio-professionnel avec des jeunes, étudiants, de classe moyenne qui s'associent avec des agents des services publics ou des retraités mais également un mélange confessionnel puisque toutes les communautés sont représentées dans la rue autour d'une cause commune : l'amélioration des services urbains et plus largement le procès du système confessionnel [129]. L'assise du mouvement prend de l'ampleur au fur et à mesure de l'été pour bientôt rassembler des hommes et des femmes de toutes générations confondues, qui n'ont pas d'expérience particulière de mobilisation et qui viennent s'associer avec les activistes, les mouvements étudiants et les collectifs issus de la société civile. Le mouvement de l'été 2015 est donc marqué par une très grande hétérogénéité et rassemble même ceux qui étaient historiquement ennemis de longue date. Au sein des groupes d'activistes, on observe également un renouvellement idéologique et l'adoption de nouveaux modes d'action -notamment l'approche participative - avec un brassage générationnel : les professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme s'associent ainsi avec des étudiants et des militants plus jeunes [130].

Monsieur J., urbaniste et futur candidat pour la liste de *Beirut Madinati*, relate ainsi lors de nos interviews ce partenariat d'action entre les différentes générations d'activistes urbains :

« But for the past 25 years, I have been active in all sorts of urban and public matters that has to do with the city and the environment starting with heritage neighborhoods and building in the mid-nineties and then …. We all became very cynical for a while in the years 2000s, and then the next generation, our students, who found out what we used to do brought us back into action. I was part of the stopping highway project in Achrafieh, the Boutros Highway. I started getting involved in 2015 when one of my former student told me : " you cannot just sit and watch, you have to come back and work again." And I did ! » (Entretien 4 mai 2023).

L'effervescence des mobilisations et l'émergence par dizaine de *hashtags* sur les réseaux sociaux témoignent de la multiplicité des acteurs investis dans les protestations. On peut parler d'organisation hybride des manifestations puisque le mouvement « toli'itrihatkum » a rassemblé des individus et organisations très diverses : on observe ainsi de nombreuses organisations non gouvernementales comme Offre-Joie, *The Legal Agenda* ou encore *the Lebanese Eco-movement* ; des organisations politiques de gauche comme Le Forum socialiste ou le Mouvement de la Gauche démocratique ; des partis politiques comme le Parti National Socialiste Syrien, *The People's Movement* ou le Parti communiste libanais ; et enfin des campagnes politiques récemment formées et principalement issus des réseaux sociaux avec un grand nombre de volontaires comme *You Stink*. La médiatisation du mouvement est principalement effectuée en ligne sur *Facebook* et

[129] René OTAYEK, « Sécularisation et contre-sécularisation au Liban. Le système confessionnel à l'épreuve de l'improbable », *op. cit.*
[130] Eric VERDEIL, « L'émergence des études urbaines au Liban. Engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques », *op. cit.*

Twitter, loin des canaux médiatiques traditionnels principalement tenus par les élites politiques visées par les manifestations.

L'appartenance à l'espace des mouvements sociaux, défini par Lilian Mathieu comme « un univers de pratique et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social, et au sein duquel les mobilisations sont unies par des relations d'interdépendance » [131], suppose la maitrise de compétences spécifiques et la possession d'un répertoire de l'action collective. Ces compétences à l'action collective sont apprises durant des années de militantisme et acquises lors d'un processus de socialisation spécifique. Les manifestations de 2015 offrent l'opportunité, pour les générations de militants libanais, de mettre en application leurs expériences et compétences acquises dans les mobilisations précédentes. Les carrières des acteurs des mouvements contestataires doivent donc être analysées dans la relation qu'entretient l'individu avec son environnement militant, les acteurs en présence dans un espace de conflit donné, les rencontres et apprentissages du terrain. L'analyse du contexte de l'action protestataire permet de comprendre les processus d'engagement des militants mais également plus tard, de désengagement [132].

Monsieur D. est un activiste de longue date qui a participé aux manifestations de 2015 et qui s'est depuis investi dans *Beirut Madinati* et a fondé parallèlement le *think-thank* de recherche *Beyond Group* :

« I've been an activist for the last 25 years. […] I was one of the main activists with You Stink, I was part of all the meetings that were taking place including organizing several of the protest and the organization of invading the ministry of Environment. I was one of the organizers of this, I mean, to occupy the place » (Entretien, 13 avril 2023).

Madame K., future membre de *Beirut Madinati* a un long passé d'activisme qu'elle a ainsi mis au service des manifestations en 2015 :

« In 1978, 1975, since high school I have been an activist, since university. We participated since 2011 for many subjects. In 2015 it was for the waste management. […] We participated in every move, every demonstration. We met with everybody to unify our effort, our opinion. This was the first big demonstration. […] In 2015 it was like the beginning of our confrontation on streets and public spaces. We meet to unify our vision, our strategy » (Entretien, 9 mai 2023).

Structure des opportunités politiques – La notion de structure des opportunités politiques propose de concevoir la relation entre la mobilisation sociale et son contexte et non pas seulement le développement de mouvements sociaux grâce à certaines ressources. Pour Tilly et Tarrow, la capacité d'émergence des mouvements sociaux dépend de la nature des régimes politiques et des capacités organisationnelles des Etats. Cette théorie largement discutée notamment par Lilian Mathieu ou Olivier Fillieule présuppose en effet une étanchéité entre le champ politique et le champ des manifestations et ne tient pas compte des relations et interactions entre ces deux champs. Les nouvelles thèses sur « l'hybridation du politique » et la sortie d'un système binaire entre Etats démocratiques et Etats autoritaires ont provoqué le remaniement du concept de structure des opportunités politiques. La globalisation des marchés, la réorganisation de la gouvernance et l'ouverture géographique apportée par le développement des réseaux de communication transforment totalement la souveraineté de l'Etat : mouvements sociaux et structures étatiques sont étroitement liés. Sarah Ben Nefissa propose ainsi que « s'il y a un processus d'hybridation des régimes politiques, il est peut-être également possible de poser l'hypothèse d'un processus d'hybridation des formes de l'action collective » [133]. L'analyse des mouvements sociaux doit donc prendre en compte l'échange de coups entre les activistes et les forces de l'ordre ou les détenteurs du pouvoir. Les stratégies de calcul sur l'issue de la mobilisation et le degré d'incertitude provoque un changement dans les attitudes de chaque partie. Le gonflement des manifestations ou au contraire l'épuisement de la contestation doit donc se lire selon les coups joués par chaque camp : « seule l'analyse contextualisée de l'échange de coups en situation

[131] Lilian MATHIEU, « L'espace des mouvements sociaux », *op. cit.*
[132] Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires : Retour sur les révoltes arabes », *op. cit.*
[133] Sarah BEN NÉFISSA, « Mobilisations et révolutions dans les pays de la Méditerranée arabe à l'heure de "l'hybridation" du politique : Égypte, Liban, Maroc, Tunisie », *op. cit.*

permet de comprendre selon quelles logiques la dramaturgie manifestante peut instaure et orienter une situation révolutionnaire » [134].

A mesure que les mobilisations enflent, la réponse du gouvernement et des forces de l'ordre se durcit. Le 22 août ont lieu les premières violences policières et de nombreux manifestants sont arrêtés. Les manifestants sont détenus par les forces militaires et non pas la police, ils sont violentés lors de leurs interrogatoires et leurs aveux sont obtenus par la force. Le gouvernement introduit des mesures répressives notamment contre les leaders des différentes coalitions en les poursuivant en justice, en les arrêtant arbitrairement ou en les décrédibilisant dans les médias.

« Behind such pressures lies a combination of confidence and paranoia from ruling elites, in that they simultaneously feel affirmed enough in their power to avoid serious negotiations with protesters, and yet compelled to defend their position by repressive means » [135].

Le mouvement s'essouffle progressivement en raison des violences policières, des efforts des partis politiques au pouvoir pour miner les protestations en les attaquant publiquement dans les médias, mais surtout en raison des divisions internes du mouvement lui-même. Déjà très hétérogène, il ne parvient pas à s'accorder sur les modes d'action à mettre en œuvre face aux attaques du gouvernement ou sur l'usage de la violence. Rapidement, la mobilisation prend une tournure confessionnelle puisque les élites communautaires de chaque camp utilisent le registre de la dénonciation et de la stigmatisation pour délégitimer les manifestations. Au sein même du mouvement, les fractures s'élargissent et les mobilisations s'essoufflent : la multiplication des revendications au-delà des simples demandes d'amélioration des services urbains provoque un éclatement du mouvement hautement hétérogène, les activistes des différents partis, ONGs ou coalitions ne s'accordent plus sur une ligne directrice à suivre. « A la mobilisation citoyenne transconfessionnelle va répondre une contre-mobilisation communautariste animée par les leaders communautaires unis dans leur hostilité au mouvement civil tout en s'évertuant chacun à mobiliser leur base sociale en jouant sur la fibre confessionnelle, avec pour objectif de circonscrire au maximum l'espace politique décommunautarisé ouvert par la "révolution des ordures" » [136].

Le gouvernement se plie finalement aux demandes populaires et la compagnie *Sukleen* est chargée de nettoyer les rues. Cependant, des documents internes révèleront plus tard que le gouvernement utilisa alors des décharges improvisées avec la collusion tacite des municipalités[137]. En septembre, le gouvernement annonce un plan de gestion des déchets et la prochaine ouverture de deux nouvelles décharges ainsi que la réouverture provisoire de la décharge de Naameh.

B. De la rue aux urnes : la campagne Beirut Madinati

1. Organisation de la campagne municipale

L'émergence de *Beirut Madinati* - L'accumulation d'expérience de mobilisation au sein de la société civile et l'affaiblissement des élites politiques face aux manifestations de la « Révolution des ordures » créent une fenêtre d'opportunité propice à la création de la campagne *Beirut Madinati*. Cette campagne pour les élections municipales du printemps 2016 est le fruit de la réunion d'activistes urbains et de chercheurs et universitaires souhaitant utiliser les avancées des mobilisations de l'été 2015 pour entrer en politique, concurrencer les partis communautaires déjà établis et remettre l'individu-citoyen au centre des préoccupations de politique urbaine. Nous analyserons, au cours de cette étude, les conditions collectives de l'action mais également le sens que donnent les agents à leur acte de militantisme. En se basant sur des entretiens semis-directifs menés avec plusieurs membres de *Beirut Madinati*, nous nous intéressons donc autant à l'individu qu'à sa manière de tisser des liens avec le collectif : « si l'unité pertinente est l'individu, celui-ci n'est pas considéré indépendamment des logiques sociales collectives qui s'imposent à lui et des conditions dans lesquelles il

[134] Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires : Retour sur les révoltes arabes », *op. cit.*
[135] Sára VÉRTES (et al.), « Negotiating civic space in Lebanon: The potential of non-sectarian movements », *op. cit.*
[136] René OTAYEK, « Sécularisation et contre-sécularisation au Liban. Le système confessionnel à l'épreuve de l'improbable », *op. cit.*
[137] Ziad ABU-RISH, « Garbage Politics », in *Middle East Research and Information Project*, 2016.

noue avec d'autres individus des relations sociales déterminantes de ses engagements » [138]. Monsieur T., urbaniste et futur membre de *Beirut Madinati* explique ainsi lors de notre entretien ce glissement entre les mobilisations de 2015 et la création d'une campagne municipale : « Le mouvement social ne se crée pas de néant, il est dans la continuité. Il se peut qu'il change de thématiques mais toujours est-il finalement qu'il y a une pratique du mouvement sur lequel viennent s'inscrire d'autres mouvements sociaux » (Entretien, 2 mai 2023).

Les participants à la campagne sont principalement des individus de classe moyenne, souvent diplômés de l'enseignement supérieur et familiarisés avec les médias [139]. Se joignent progressivement ensuite à la liste un panel d'activistes de différents groupes – LGBTQ, féministes, écologistes, intellectuels et chercheurs. Ils jouent le rôle de ce que Lilian Mathieu appelle « les militants par conscience », c'est-à-dire qu'ils apportent leur capital social, leurs ressources, leur savoir-faire - architectes, urbanistes et chercheurs universitaires en tête – à la mobilisation contre l'oppression du groupe dominé [140]. La campagne a un statut indépendant, est non partisane et la condition pour y prendre part est de n'être affilié à aucun parti politique officiel. Ceux qui ont des cartes de membre d'autres partis politiques doivent d'abord rompre tout lien avec ce parti avant de pouvoir entrer dans l'organisation [141].

Le choix de participer à la campagne municipale n'a pas été d'emblée accepté par tous les participants aux premières réunions. En novembre 2015, la première réunion entre les acteurs désirant continuer la lutte initiée par les mobilisations de l'été, permet d'établir les bases de la stratégie à suivre pour les mois suivants. Certains considèrent l'échelon municipal comme peu ambitieux, puisque les municipalités ont perdu beaucoup de pouvoir et d'influence depuis la fin de la guerre civile et manquent de moyens financiers. Cependant, les participants se rassemblent derrière l'idée selon laquelle les problèmes urbains et les dangers auxquels sont exposés les habitants ont un pouvoir fédérateur transcommunautaire et permettent de jouer activement un rôle sur la scène politique. *Beirut Madinati* est donc un mouvement d'abord urbain, centré autour de la capitale [142]. Pour la gestion des problèmes urbains, l'échelon municipal est le plus pertinent.

Monsieur J. fait partie du premier groupe de personnes se réunissant sur le campus de l'Université Américaine de Beyrouth pour penser à la transposition des revendications des mobilisations de 2015 en proposition politique :

« So there was in that first meeting a kind of nuclears of the list. There were people from the secular club. I left AUB in 2013 so these are faces of people I still recognize. It's only three years later. […] So kind of people who didn't know each other converged here on campus. That was the first group. They sat for a couple of sessions, and they said "ok you stink movement failed. We need to seize the opportunity of the municipal elections, we need to – rather than demand – become responsible and be elected. We must replace them to do what we want. We cannot ask them to do what we want to do ».

Beirut Madinati diffère donc des mouvements sociaux précédents puisque celui-ci décide d'entrer en politique dans le système même qu'il essaye de faire tomber. Pour les organisateurs et fondateurs, l'objectif est alors de changer le système « de l'intérieur ». Monsieur T. l'explique ainsi :

« Ce n'est qu'à partir de ce moment-là qu'on s'est dit peut-être qu'on pourrait faire le changement à l'intérieur du système. C'est pour cette raison là que *Beirut Madinati* a pris naissance dans cette réflexion-là. On va jouer le jeu du régime mais en jouant à l'intérieur. Avec de nouvelles approches mais tout en restant dans le registre des pratiques du système, mais en les ajustant et modifiant un petit peu ».

Les doutes autour de la viabilité d'un mouvement urbain comme instigateur de réel changement demeurent néanmoins présents tout au long de la campagne. L'importance est de savoir si les enjeux urbains peuvent suffisamment transcender les divisions communautaires et rassembler dans un même mouvement des participants désireux d'améliorer l'expérience de la ville pour ses habitants.

---

[138] Olivier FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel : Post scriptum », *op. cit.*

[139] Mona HARB, « Beyrouth Madinati, exemple d'activisme urbain », *op. cit.*

[140] Lilian MATHIEU, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004.

[141] Amanda RIZKALLAH (et al.), *Countering Sectarianism in the Middle East*, *op. cit.*

[142] Mona FAWAZ, « Beirut Madinati and the Prospects of Urban Citizenship », in *The Century Foundation*, 2019.

Les élections municipales – Le système de vote aux élections municipales est établi par la loi de 1977 sur les Municipalités. Chaque municipalité possède des compétences spécifiques en matière de politiques publiques : elle établit le budget et collecte les impôts, implémente, régule et entretient les infrastructures publiques (eau, électricité, transport, santé publique, nettoyage et propreté, aménagement des rues et des espaces verts, etc.). Cependant le manque de moyens financiers et administratifs induit la supervision d'autorités régionales voire nationale dans les affaires municipales (commissaire du district, gouverneur régional voire le ministre de l'Intérieur). On compte 26 districts contenant 1030 municipalités sur un territoire d'un peu plus de 10 000 km². Certaines municipalités sont donc très petites et abritent moins de 4000 habitants [143]. Cependant la municipalité de Beyrouth fait figure d'exception puisqu'elle gouverne un peu moins de 2 millions d'habitants en 2016.

Les électeurs votent pour une liste élue pour un mandat de 6 ans. Ce n'est donc pas un vote proportionnel et il n'y a pas de quotas selon les communautés. Chaque électeur établi une liste comportant autant de noms que de places disponibles. Les candidats avec le plus grand nombre de voix sont élus. Ce système encourage ainsi les alliances entre les partis communautaires puisque les candidats doivent recevoir les votes d'autres communautés pour être élus. Les électeurs peuvent donc voter pour d'autres candidats que ceux représentant leur communauté [144]. Ce système peut avoir un avantage pour les petites listes, puisqu'un ou deux candidats peuvent ainsi accéder au conseil municipal ; cependant, cela permet aussi à un parti ou une communauté de remporter tous – ou presque tous – les sièges du conseil puisqu'il n'y a pas de quotas confessionnels. Dans les faits, ce système permet la reproduction de la distribution du pouvoir entre les communautés et laisse très peu de place à la compétition ou à l'opposition. Les arrangements électoraux entre les partis communautaires permettent à ces derniers de se maintenir en place.

Enfin, une des particularités du système électoral libanais est l'obligation pour les individus de voter dans le district de leur ville d'origine et non dans leur ville de résidence. Or, la ville de résidence est le lieu où les électeurs payent leurs impôts et sont principalement affectés par les politiques publiques municipales [145]. La ville d'origine est le lieu de naissance du père pour les hommes libanais et les femmes non mariées ou les femmes mariées avec un non-libanais. Pour les femmes mariées avec un conjoint libanais, la ville d'origine pour le vote est transférée à la ville d'origine du mari [146]. Cette particularité électorale décidée sous le mandat français en 1932 empêche un grand nombre d'électeurs de participer aux élections de la ville où ils résident réellement. En effet, une très large partie de la population libanaise vit désormais dans la capitale à Beyrouth mais seule une petite partie de ces électeurs peuvent voter – ou se présenter aux élections – pour ce district. Si le changement de localité d'origine sur les papiers électoraux est théoriquement possible, dans les faits, il est très difficile d'y parvenir sans passer par un relais ou un contact au sein des autorités. Madame K., architecte reconnue au Liban et activiste engagée autour de projets urbains, ne peut ainsi pas se présenter aux élections municipales. Elle fait alors seulement partie de l'organisation de la campagne : « I am not from Beirut but I was born here. This is my city. But in the municipal laws, I cannot. I applied to change my status, my registration district to move from the South to Beirut since 2006. They didn't accept but my friend who was our boss at this moment, he changed it because you need a 'wasta', someone from the politicians, a contact to agree on the move ».

Beirut Madinati n'échappe pas à la nécessité de forger des alliances politiques avec d'autres acteurs comme les différents groupes d'opposition ou des personnalités influentes à l'échelle des quartiers ou de la ville. Cependant le développement de ces rapprochements avec certaines figures publiques provoque rapidement une discorde interne au mouvement sur la manière de mener la campagne mais également sur la perception que pourrait avoir le public face à certaines alliances. A terme, la campagne décide de ne forger d'alliances avec aucun autre parti politique ou aucune figure publique [147].

Organisation interne de la campagne – Dès le mois de février 2016, la campagne est lancée activement en privé avec plus d'une centaine de participants travaillant ensemble pour développer la structure légale de l'initiative et préparer les élections prévues en mai 2016. Le siège de la campagne s'établit dans le quartier de

[143] Amanda RIZKALLAH (et al.), *Countering Sectarianism in the Middle East*, *op. cit.*
[144] Ziad ABU-RISH, « Municipal Politics in Lebanon », in *Middle East Research and Information Project*, 2016, No. 280.
[145] Jad CHAABAN (et al.), « Beirut's 2016 Municipal Elections: Did Beirut Madinati Permanently Change Lebanon's Electoral Scene », in *Arab Center for Research and Policy Studies*, 2016.
[146] Ziad ABU-RISH, « Municipal Politics in Lebanon », *op. cit.*
[147] Mona FAWAZ, « Beirut Madinati and the Prospects of Urban Citizenship », *op. cit.*

Badaro, quartier jeune et dynamique et éloigné des dynamiques sectaires. *Beirut Madinati* obtient d'abord un statut d'organisation non gouvernementale pour des raisons pratiques (facilité de création, ouverture de compte bancaire rapide, etc.). La campagne est organisée de manière horizontale avec un comité de douze chefs de pôles, et une assemblée générale réunissant soixante personnes. Les différents pôles travaillent indépendamment les uns des autres sur différents projets urbains : différentes antennes de quartiers sont créées dans la ville, une équipe légale travaille sur la structure de l'association, une équipe concentre son travail sur la programmation du bon déroulement du jour des élections, une équipe est chargée de la stratégie politique, etc. [148]. De nombreuses femmes occupent les postes de directions et la campagne fonctionne grâce à une grande base de volontaires, notamment étudiants. La définition de la liste finale des 24 candidats pour les élections est également un enjeu de taille : toutes les classes sociales sont représentées (artistes, pêcheurs, médecins, architectes, professeur, pharmaciens, etc.), la liste est mixte avec une division équilibrée des sièges entre les hommes et les femmes. Le financement de la campagne provient majoritairement de donations en ligne ou de souscriptions populaires. La campagne accepte les financements provenant uniquement d'individus et non de sociétés ou d'organisations. Enfin, une donation privée ne peut pas dépasser 10% du budget général de la campagne [149]. Les sources de financement sont rendues publiques dans un souci de transparence.

Monsieur J., qui a rejoint la campagne dès la première réunion en décembre 2015 relate ainsi l'effervescence de la préparation des élections :

« Everyone recommended potential candidates, everyone recruited. This Saturday December 12th meeting started expending and then we started breaking into groups. Eventually, those who wanted to be candidates started meeting every Tuesday.

And then of course, the folks here at AUB they were leading and formulating the program, gathering all relevant studies including the three I mentioned: Plan de Développement Doux, Plan Vert, Plan Lumière and others. All sort of studies. Probably around 30 to 50 people were working over three months to formulate this clear ten points program with clear diagnosis, clear short term and long term strategic objectives. So that was the kind of competence part of the campaign ».

Pour lui, l'organisation de la campagne est donc avant tout l'union d'individus d'univers sociaux différents désireux de transformer les politiques publiques à l'échelle locale. Il relève lors de notre entretien la proximité avec laquelle il a donc entretenu des relations avec les autres membres de *Beirut Madinati* pendant toute la période de campagne. La préparation à l'arène politique est un moment de consolidation des liens de solidarité entre les membres et de construction d'une confiance mutuelle entre les candidats :

« One of the things, us potential candidates did, was confess to each other things that might be a liability: "I am divorced, I cheated on my wife, I was fired out of work, you know someone in my family is gay". We all confessed this kind of things to be prepared so that there is really this solidarity and no surprises. We were building trust every Tuesday evening ».

2. Programme politique et stratégie de communication

Le programme officiel de *Beirut Madinati* est axé autour du droit pour les habitants de la ville à vivre dans la dignité et privilégie « la primauté du bien public, de la justice sociale, de la transparence et de la bonne gestion de notre ville pour les générations futures ». Au-delà de son activité de dénonciation de la corruption des élites politiques et de l'utilisation politique du communautarisme, la campagne adopte une politique pro-active en ciblant les problèmes urbains du quotidien et en agissant à l'échelle des quartiers par le biais d'activités de volontariats, de festivals, de rencontres pour trouver une solution avec la participation des habitants. L'objectif est de revaloriser le pouvoir de l'échelle locale dans l'aménagement et l'amélioration des conditions de vie dans la cité : « Revalorized cities as a scale of governance and emphasized the place of

[148] Mona HARB, « Cities and Political Change: How Young Activists in Beirut Bred an Urban Social Movement », *op. cit.*

[149] Jad CHAABAN (et al.), « Beirut's 2016 Municipal Elections: Did Beirut Madinati Permanently Change Lebanon's Electoral Scene », *op. cit.*

local authorities as democratic managers of urban jurisdictions, as well as entrepreneurial agents working to attract global investments to their cities » [150].

La campagne se focalise donc sur les micro-demandes urbaines pour éviter les contentieux autour de questions politiques plus générales qui pourraient entrainer des désaccords au sein des membres ou des critiques de potentiels électeurs. Les objectifs du programme sont donc largement liés à l'amélioration des aménagements urbains : augmentation de l'espace public partagé et des espaces verts, logement abordable, stratégie durable pour la gestion des déchets, plan de développement socio-économique de la ville, préservation des bâtiments historiques, développement durable, santé et sécurité, développement de la gouvernance municipale.

Des citoyens urbains - La stratégie de communication de la campagne est avant tout basée sur l'individu, citoyen et résident de Beyrouth. Les politiques publiques à l'échelle des quartiers doivent être construites avec l'aide des habitants pour définir les besoins de ces derniers, la faisabilité du projet ou encore l'aménagement en lui-même : « Most important was the commitment to local-level constructive dialogues and face-to-face conversations with all neighborhoods of the city » [151]. L'approche participative et la politique pro-active de la campagne permettent de redonner un sentiment d'appartenance à la ville pour les habitants qui deviennent acteur et aménageur de leur lieu de résidence. Dans la lignée des recherches de Isin et Nielson sur les actions de citoyenneté urbaine (« acts of citizenship ») [152], Mona Fawaz analyse la campagne de *Beirut Madinati* comme un incubateur d'actions individuelles et collectives pour reprendre le contrôle de la ville et changer la manière d'y habiter. Les habitants réclament ainsi leur « droit à la ville » entendu au sens défini par Henri Lefebvre en 1968 comme un espace commun, accessible et disponible pour tous. Les habitants ont donc le droit de s'approprier l'espace urbain, « de prendre part à la ville telle qu'elle existe » [153].

Monsieur T. explique ainsi le développement d'initiatives participatives durant la campagne :

« On voulait que tous les projets qui touchent à l'espace public soient participatifs, soient co-produits par les différents acteurs concernés. C'est à ce titre là qu'il y avait des contre-propositions. On avait aussi pour projet que les espaces résiduels de Beyrouth vus les règlements, et le tracé des routes, il y a toujours des espaces résiduels dans l'espace public qui appartiennent à la municipalité mais qui sont délaissés ou qui sont vendus, ou louer. Il fallait récupérer pour en faire des espaces de jeu, des espaces collectifs. On a aussi fait un travail immense avec un projet pilote à Zaal Blat pour vraiment les résidents. Tout le monde était investi : les écoles, les résidents. Le quartier entier était dans ce mouvement de tri. Et même aussi les acteurs impliqués dans le recyclage, c'était une approche avec le tri et le recyclage à la base ».

Ces projets prennent place grâce au comité « Shared Municipality » à l'intérieur de la campagne présidé par Monsieur T. mais également Mona Fawaz et d'autres urbanistes.

Stratégie de communication – Afin d'attirer de potentiels électeurs, la campagne déploie des tactiques innovantes avec notamment la création d'une application mobile pour se porter volontaire pour les activités organisées par la campagne [154]. D'autres techniques plus traditionnelles sont utilisées : conférences de presse, porte à porte, tractage, centre d'appel et de recrutement, etc.

L'essentiel de la campagne se déroule sur les réseaux sociaux. Le compte *Facebook* de la campagne est créé le 9 février 2016 et commence activement à publier des articles et vidéos à partir de la fin du même mois. Sur la période de février à mai 2016, les *posts* publiés sur le compte sont principalement des liens menant à des articles de journaux relatant les avancées de la campagne (un tiers des publication) et des photos et vidéos des différentes activités ou conférences organisées (55% des publications). Les réseaux sociaux ont joué un rôle important dans la mobilisation des individus. Cependant, certains canaux traditionnels ont également été utilisé pour toucher un plus grand nombre de potentiels électeurs notamment les plus âgés.

---

[150] Mona FAWAZ, « Beirut Madinati and the Prospects of Urban Citizenship », *op. cit.*
[151] Jad CHAABAN (et al.), « Beirut's 2016 Municipal Elections: Did Beirut Madinati Permanently Change Lebanon's Electoral Scene », *op. cit.*
[152] Engin F. ISIN et Greg Marc NIELSEN, *Acts of citizenship*, *op. cit.*
[153] Henri LEFEBVRE, *The Production of Space*, *op.cit.*
[154] Jad CHAABAN (et al.), « Beirut's 2016 Municipal Elections: Did Beirut Madinati Permanently Change Lebanon's Electoral Scene », *op. cit.*

La campagne rencontre néanmoins une grande réticence des chaînes de télévision nationale. Monsieur T. se rappelle :

« Sur le côté communication et tout ça, on était vraiment rejetés par tout le monde. Il y avait juste Al Jadeed qui était un peu … Il y avait la connivence des journalistes donc c'était des amis ou des copains qui étaient tout le temps là avec nous en train de suivre notre démarche, nos soucis, notre programme. Sauf que les journaux étaient réticents (surtout LBC, MTV, c'est-à-dire les gros canaux de la communication). Ils étaient acquis au système. […] C'était plutôt du bouche à oreille, des médias sociaux, plutôt ça ».

L'adoption d'une approche personnalisée et participative sur les réseaux sociaux encourage le développement des campagnes de soutien en ligne - partages, commentaires, etc. – mais également le recrutement de volontaires sur les projets réels. « Online participation serves to encourage and empower regular people to contribute, identify and engage in the campaign through promoting individual and personalized acts of online sharing, requesting donations, and calling on people to volunteer » [155] . Les réseaux sociaux permettent également d'atteindre une audience internationale, très importante dans le cas de la diaspora libanaise. Le soutien international en ligne de la communauté libanaise expatriée permet à la campagne de gagner en crédibilité et en popularité.

Toujours dans l'approche participative des citoyens adoptée pour cette campagne, le compte de *Beirut Madinati* reposte ainsi toutes les décisions et solutions adoptées lors des rencontres et réunions de quartier pour qu'elles soient accessibles au plus grand nombre et que d'autres individus puissent ainsi se décider à intervenir et participer. L'objectif principal de la campagne en ligne est son appropriation par les habitants. Ces derniers sont invités de façon récurrente à donner, participer, être volontaire sur les projets : « #BeirutMadinati est votre campagne. Elle ne fait que se renforcer avec votre soutien », ou encore à donner leur avis et partager leur point de vue sur la manière dont leur vie de quartier pourrait être améliorée : « Comment voyez-vous votre ville Beyrouth ? » – « Beyrouth, qu'est ce qui manque ? #BeirutMadinati » – « Racontez-nous votre histoire par mail social@beirutmadinati.com #BeirutStories ». Ainsi, l'analyse de la page *Facebook* de *Beirut Madinati* révèle un attachement à la participation politique personnalisée des individus et une volonté de voir les habitants s'identifier à la campagne et s'en approprier les codes.

C. 2016 et après ? Le renouvellement des initiatives politiques urbaines

1. Réorganisation interne de Beirut Madinati

Les élections municipales de 2016 – Le jour des élections, seulement 97 000 des 476 000 électeurs enregistrés dans la municipalité de Beyrouth participent au vote. Cela représente seulement 20% de participation, au même taux que les précédentes élections en 2010 et largement moins que lors des élections historiques de 1998 – les premières élections qui ont suivi la fin de la guerre civile – [156]. Le maintien des élections constitue déjà une question à part entière : en effet, les élections législatives ont déjà été repoussé deux fois en 2013 et 2014 et les mandats parlementaires ont été étendus ; aucun président n'est en fonction depuis deux ans faute d'entente entre les coalitions du 8 et 14 mars autour de sa nomination (Mai 2014 – Octobre 2016). Dans ce contexte, la tenue des élections municipales représente un enjeu de taille pour les autorités, le vide présidentiel et l'errance parlementaire couplés à la Révolution des ordures de l'été 2015 ayant poussé la population à bout. Le report des élections pourrait provoquer des mouvements importants de protestation. Les élections de 2016 porte une symbolique forte puisque c'est la première fois que les Libanais se rendent au bureau de vote depuis les dernières élections municipales de 2010.

La principale liste opposée à celle de *Beirut Madinati* est celle de l'ex-premier ministre sunnite Saad Hariri, fils de l'ancien premier ministre Rafiq Hariri, nommée « Les Beyrouthins » et alliée au niveau municipal avec de nombreux autres partis politiques communautaires : *Amal,* le Mouvement du Futur, le Mouvement Patriotique Libre, les Forces Libanaises, le parti Phalangiste et le Parti socialiste progressiste [157]. La

[155] Mona Nadim KHNEISSER, « The Specter of 'Politics' and Ghosts of 'Alternatives' Past: Lebanese 'Civil Society' and the Antinomies of Contemporary Politics », in *Critical Sociology*, 2020, Vol. 46, No. 3, pp. 359–377.
[156] Jad CHAABAN (et al.), « Beirut's 2016 Municipal Elections: Did Beirut Madinati Permanently Change Lebanon's Electoral Scene », *op. cit.*
[157] Ziad ABU-RISH, « Municipal Politics in Lebanon », *op. cit.*

population sunnite de la ville représente environ la moitié des électeurs enregistrés à la municipalité. La participation politique de cette communauté influe donc largement sur les résultats du vote.

La liste de *Beirut Madinati* obtient 32% des votes avec une moyenne de 29,000 votes en leur faveur (40% si l'on retire les votes blancs). Ce résultat inédit ne leur permet pourtant pas d'obtenir de siège au Conseil Municipal. La campagne reste cependant historique puisqu'elle enregistre le plus haut pourcentage de vote pour une liste d'opposition indépendante depuis 1998 et qu'elle fragilise par sa réussite l'organisation politique du partage du pouvoir entre des élites communautaires déconnectées des réalités sociales et urbaines de la capitale. Le petit tremblement de terre provoqué par *Beirut Madinati* dans le monde municipal alimente l'espoir pour le développement de nouvelles initiatives politiques citadines et populaires. *Beirut Madinati* est la première fissure qui vient ébranler les structures du régime politique communautaire.

Renouvellement au sein de *Beirut Madinati* – A la suite des élections municipales, la question de l'avenir de la campagne *Beirut Madinati* se pose au sein du conseil d'administration. La difficulté repose dans la définition du statut : Faut-il transformer *Beirut Madinati* en parti politique ? En initiative publique ? En association urbaine ? Ou bien abandonner le projet et laisser *Beirut Madinati* au statut de campagne municipale ? Faut-il considérer l'échelon national ? Ou rester à l'échelle de la ville ? Le changement d'échelle est un processus complexe où des nouvelles instances de coordination se créent, où les structures des organisations changent pour prendre de l'ampleur [158].

La fin de la campagne a deux conséquences sur *Beirut Madinati* : d'une part, le succès électoral de *Beirut Madinati* lors des élections permet au mouvement de gagner en visibilité, en popularité mais surtout en légitimité en dépassant largement les frontières de la seule ville de Beyrouth. L'attention médiatique autour de la « Bataille de Beyrouth » durant les élections permet également au mouvement de prendre de l'ampleur. D'autre part, la fin des élections sonne le glas de l'engagement de *Beirut Madinati* auprès des habitants de la ville. En effet, le rythme soutenu des activités, séminaires, conférences et débats proposées par la campagne entre février et mai ne peut être conservable sur le long terme. Les hautes attentes des habitants envers le mouvement après 3 mois de campagne imposent aux activistes et aux organisateurs un rôle qu'ils n'ont pas les moyens (institutionnels, financiers et personnels) de jouer [159]. La plupart des organisateurs et membres de *Beirut Madinati* sont volontaires et ont mis de côté leur carrière lors de la campagne. A la fin des élections, le « retour à la normale » est perçu comme un abandon par les habitants.

Après une période de réflexion sur l'avenir de l'initiative, les participants se réunissent pour décider de la réorganisation de *Beirut Madinati*. L'organisation devient un parti politique avec une division en plusieurs secteurs et le développement de nouvelles initiatives au service de la ville. Cependant, selon nos entretiens, ce processus de décision sur l'avenir du groupe est un long moment d'incertitudes, de débats, voire de conflit. Monsieur J. se souvient :

« So we were divided about how to proceed : One group believed : "we are a campaign, we are not a political group so we dismantle". An other group said : "No, we have momentum, let's continue and institutionalize". And the last group said : "let's work at the neighborhood scale, let's work in a decentralized way". In the end, options two and three prevailed with a lot of skepticism maintained from the opinion 1 ("We are just a campaign"). So those who did not believe in institutionalization, they didn't participate but they always came to the general meeting to express their concerns. We were really tired and there were a lot of infighting. But in the end we kind of close that chapter and then we moved on to debate what structure we should have, what political party or group, etc. Again, painful weeks of work. And then we voted a structure, and we had internal elections in October ».

Le parti prend part durant les années 2017-2018 à des campagnes pour contrer des décisions gouvernementales jugées illégales ou peu attentives à l'environnement. En septembre 2017 par exemple, le maire de Beyrouth accorde, deux ans après la fin du contrat de *Sukleen*, le monopole de la gestion des déchets dans la municipalité à la société *Ramco Trading. Beirut Madinati* lance en réponse une campagne pour que la

[158] Charles TILLY et Sidney TARROW, « Chapitre 5 / Mobilisation et démobilisation », in *Politique(s) du conflit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
[159] Mona FAWAZ, « Beirut Madinati and the Prospects of Urban Citizenship », *op. cit.*

Cour des Comptes fournisse un rapport détaillé sur les modalités financières du contrat dans un souci de transparence et de responsabilité [160].

2. Le développement de nouvelles initiatives politiques

Les conséquences des élections municipales et de la campagne *Beirut Madinati* sont nombreuses. Premièrement, on observe un basculement au sein de la sphère politique avec un effacement de la dichotomie principale entre la coalition du 8 mars et celle du 14 mars. Cette fracture politique entre les deux camps a maintenu dans une quasi-inertie toute la sphère politique libanaise (report des élections, vacances présidentielles) pendant une dizaine d'années. Les élections municipales de 2016 provoquent une solidarité entre les élites communautaires traditionnelles qui s'opposent désormais aux nouveaux joueurs de l'arène politique, les acteurs indépendants et transconfessionnels [161]. En second lieu, *Beirut Madinati* insuffle un nouvel élan de mobilisation et d'activisme dont l'objectif est moins de défier le système politique confessionnel que d'apporter une nouvelle classe d'acteurs politiques pouvant agir sur les failles du système. Ces nouveaux activistes cherchent à s'établir dans les interstices du pouvoir (« the crack of the system ») dans le but de les multiplier pour, à terme, pouvoir renverser le système depuis l'intérieur [162]. Dans la théorie des cycles de mobilisation, on note qu'un mouvement social peut donner naissance à de nouvelles entreprises de mobilisation et à des mouvements de soutien : « Une variable explicative clef porte ici sur la proximité idéologique et/ou organisationnelle des activistes entre eux, qui favorise le travail de cadrage et permet le glissement – ou le passage – d'un mouvement social vers un autre, ou encore la conjonction de plusieurs mouvements en un seul » [163]. *Beirut Madinati* a donc créé un précédent pour que de nouveaux groupes non confessionnels entreprennent des initiatives politiques, ouvrant un nouveau chapitre dans l'histoire de la culture d'opposition au Liban.

La coalition pour les déchets – En 2017, une « Coalition pour les déchets » rassemblant plusieurs associations et partis politiques dont *Beirut Madinati* voit le jour. A l'origine créée pour exercer une activité de contestation des décisions officielles en matière de gestion des déchets dans la municipalité de Beyrouth mais également dans l'ensemble du pays, la coalition adopte progressivement (2018-2019) un rôle d'accompagnement et d'expertise auprès du Conseil Municipal dans l'établissement de directives pour une meilleure gestion du service des déchets. Les avis d'experts issus des différents organes de la coalition sont souvent nécessaires pour les municipalités qui manquent de moyens administratifs. Les ONG partenaires de la coalition sont réparties sur l'ensemble du territoire et travaillent à l'amélioration des chaînes de recyclage et de revalorisation des déchets : *Yalla Return*, *Green Line*, *Live Love Recycle*, *UNHCR Lebanon*, *Acted Lebanon*.

ائتلاف
إدارة
النفايات

WASTE MANAGEMENT COALITION

https://fr.globalvoices.org/2017/12/20/2194

[160] Jamil MOUAWAD, « Unpacking Lebanon's Resilience: Undermining State Institutions and Consolidating the System? », in *Istituto Affari Internazionali (IAI)*, 2017.
[161] Jad CHAABAN (et al.), « Beirut's 2016 Municipal Elections: Did Beirut Madinati Permanently Change Lebanon's Electoral Scene », *op. cit.*
[162] Mona HARB, « New Forms of Youth Activism in Contested Cities: The Case of Beirut », *op. cit.*
[163] Didier CHABANET et Marco GIUGNI, « 7. Les conséquences des mouvements sociaux », in *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010.

Madame E., immunologue, travaille au sein du département de communication de la coalition. Elle s'investit à l'origine pour lutter contre la corruption des élites politiques mais également pour limiter également les dangers écologiques et sanitaires qui pèsent sur la santé de sa famille à la suite des décisions du gouvernement. « En 2018, le gouvernement a voulu passer une loi pour installer des incinérateurs pour brûler les déchets. La coalition s'est organisée pour s'opposer. On a fait pression avec une campagne et on est descendu dans la rue. Le maire s'est finalement retiré du projet et a laissé le gouvernement décider » (Entretien, 8 juin 2023).

Progressivement, la coalition prend du poids et acquiert un rôle incontournable d'expert dans les sujets relatifs au développement durable et à la conservation du territoire : associée à des initiatives populaires ou à des centres de recherche, elle organise des cycles de conférence sur la gestion des déchets, le tri, le compostage, la revalorisation des déchets.

Les élections parlementaires de 2018 – Entre 2016 et 2018, *Beirut Madinati* reste active dans les milieux de l'opposition. A l'approche des élections législatives, la question de la participation du parti aux élections se pose. A l'issue de discussions internes, la décision est prise de maintenir une activité à l'échelle locale en suivant un agenda d'actions centré sur les questions environnementales. Toutefois, les membres de *Beirut Madinati* voulant se présenter sont cependant autorisés à le faire mais de manière individuelle.

En mai 2018, onze groupes réunissant soixante-six candidats issus de divers mouvements de la société civile forment une coalition politique « We are all our nation » (*Kulluna Watani*) pour s'opposer aux partis traditionnels lors des élections parlementaires de 2018. Dans la vague de nouveauté politique apportée par *Beirut Madinati* deux ans plus tôt, la coalition souhaite s'attaquer aux réseaux clientélistes qui divisent la société et empêchent toute avancée politique en proposant des « réformes économiques drastiques » et « le renforcement d'un filet de sécurité social » [164]. La création d'une coalition pour contrer les partis traditionnels est nécessaire dans le cadre de la nouvelle loi parlementaire votée un an plus tôt et qui détermine les conditions de l'élection.

KW établit sa stratégie de communication sur les réseaux sociaux mais également au-delà de la sphère digitale. Par exemple, la coalition organise ses discours publics dans des espaces publics souvent délabrés, proche de bâtiments abandonnés ou de projets de construction laissés à l'abandon pour dénoncer la corruption du régime [165]. La coalition réclame ainsi symboliquement l'espace public à travers des actions coup-de-poing ou des visuels de présentation qui frappent les esprits et attirent notamment des jeunes électeurs.

A l'issue des élections, la coalition n'obtient qu'un seul siège au Parlement. Les réels vainqueurs des élections restent les partis traditionnels qui occupent 103 des 128 sièges de la Chambre [166].

Conclusion

L'organisation et le développement d'une classe de militants urbains depuis les années 1990 et la multiplication des campagnes urbaines dans les années 2000 et 2010 permet à la « Révolution des ordures » de prendre une ampleur inédite et de provoquer un tournant dans la manière dont les activistes considèrent l'action de protestation. L'entrée en politique des groupes de la société civile bouleverse les cadres officiels de la politique à l'échelle municipale et plus tard nationale. L'existence en elle-même de ces organisations politiques est déjà un exploit dans une scène politique fermée et élitiste. Elles contribuent à mettre en danger les élites au pouvoir et à déstabiliser les piliers solides du système communautaire.

[164] Zeina EL-HELOU, « Lebanon's 2018 Elections: An Opportunity for New Political Actors? », in *Lebanon Support*, 2018.
[165] Sára VÉRTES (et al.), « Negotiating civic space in Lebanon: The potential of non-sectarian movements », *op. cit.*
[166] Nadim EL KAK, « A Path for Political Change in Lebanon? Lessons and Narratives from the 2018 Elections », *op. cit.*

Partie 3

L'échec des initiatives politiques et la réorientation de la société civile

« Any emerging movement attempting to overcome the prevalent sectarian system is doomed to trip over it » [167].

Introduction : les leçons d'un échec, apport théorique

Après analyse des différents mouvements urbains dans le cadre associatif ou de campagne politique, il est important de se pencher sur les apports, les leçons et les conséquences de tels mouvements dans la société libanaise. Si l'on a pu observer que l'émergence de campagnes telles que *Beirut Madinati* a pu inciter d'autres groupes et initiatives à continuer un mouvement d'opposition contre les partis traditionnels, la question de la réussite ou de l'échec de ces projets politiques demeure. Dans un pays où la liberté d'association est respectée, où les institutions d'études supérieures sont nombreuses et reconnues, où la société civile est organisée et rodée au travail de militantisme et où les initiatives de défense des droits urbains fleurissent, comment expliquer l'échec des mouvements de la société civile à entrer en politique pour contester les élites au pouvoir et le système établi ? Quelles sont les raisons de ces échecs électoraux successifs ? Et comment expliquer le trébuchement de ces initiatives à l'instant où elles quittent la sphère sociétale pour entrer dans la sphère politique ?

Des définitions complexes - Il est nécessaire dans un premier temps de définir ce que l'on entend par la notion d'échec ou de réussite d'un mouvement social ou d'une initiative politique. Ces termes renvoient à un jugement performatif et traduit la subjectivité de celui qui l'énonce. « Echec » ou « Réussite » ne prend de sens que si le terme est replacé dans le contexte de la lutte et des revendications du mouvement. Il renvoie également aux attentes et objectifs des acteurs des mouvements sociaux : « l'impact doit être différencié en fonction de son degré, mais aussi des groupes concernés » [168]. L'évaluation de la réussite ou de l'échec d'un mouvement social ne se situe pas seulement en termes de « gain » ou de « perte » par rapport aux objectifs énoncés.

L'impact d'un mouvement social ne se lit donc pas forcément sur la scène politique avec un changement législatif, institutionnel ou politique majeur mais peut prendre la forme d'un changement culturel, c'est-à-dire la diffusion à l'échelle de la société de nouvelles idées et nouvelles normes qui peuvent influer sur les modes de vie [169], ou la forme d'un changement biographique qui affecte la trajectoire de vie de l'individu mobilisé. Une campagne comme *Beirut Madinati* soldée par un échec électoral ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de « réussite » sociale : la mise en lumière de problèmes sociaux, l'occupation de l'espace public lors de la campagne peuvent être considérées comme des réussites si elles touchent l'opinion publique. « Ces expériences ont été fondatrices pour que l'inégalité, l'injustice économique, la corruption, l'impunité et le déficit de participation et de responsabilité soient inscrits dans le débat public » [170]. Les mouvements de mobilisation et d'entrée dans l'arène politique permettent ainsi « la visibilisation des faits sociaux » [171] et

[167] Marie-Noëlle ABI YAGHI (et al.), « From isqat an-nizam at-ta'ifi to the Garbage Crisis Movement: Political Identities and Antisectarian Movements », in Rosita DI PERI et Daniel MEIER (dir.), *Lebanon Facing The Arab Uprisings*, London, Palgrave Macmillan, 2017

[168] Didier CHABANET et Marco GIUGNI, « 7. Les conséquences des mouvements sociaux », *op. cit.*

[169] Jennifer EARL, « The Cultural Consequences of Social Movements », *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, 2004.

[170] Benjamin ARDITI, « Les soulèvements n'ont pas de plan, ils sont le plan : performatifs politiques et médiateurs fugaces », in *Raison Publique*, 2014.

[171] Michel LUSSAULT, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset, 2009.

précisément des « faits socio-spatiaux de domination » [172]. Les mobilisations et initiatives politiques de la société civile libanaise ont donc permis la mise en lumière des problèmes urbains, des inégalités socio-spatiales d'accès au logement, aux réseaux routiers et aux services urbains. La dénonciation visible et publique est la première étape dans la construction d'un problème public. Les groupes mobilisés acquièrent peu à peu une certaine légitimité à énoncer les problèmes publics et à déstabiliser sur le long terme les détenteurs du pouvoir. « L'évaluation des réussites et échecs des mobilisations réside non seulement dans celle de leur capacité à mettre en lumière d'autres enjeux (et/ou d'autres publics) que ceux engagés au départ, mais également dans leur inscription dans des régimes plus longs de temporalités, inscription permettant notamment de saisir leur inachèvement constitutif » [173].

Chabanet et Giugni comptent plusieurs obstacles qui viennent compliquer la désignation de l'issue d'un mouvement social comme un échec ou une réussite : « le problème de l'adaptation des buts » [174], c'est-à-dire que les objectifs des mobilisations ne sont pas fixés dans le temps et peuvent évoluer en fonction du contexte, de la réponse de l'opposition ou du gouvernement, de l'intégration d'un facteur violent dans l'équation (des débats autour du recours à l'action violente par exemple), des vagues de mobilisation et de la multiplication des intervenants, etc. Si un objectif est considéré comme trop dur à atteindre, ce dernier peut être changé. Inversement, si un objectif a été atteint lors de la lutte, le mouvement en édicte un nouveau. Il est donc difficile d'établir une conclusion quant à la réussite de ces objectifs puisqu'ils sont souvent modifiés.

Un second obstacle est le problème du temps : il est difficile de déterminer les effets des mouvements sociaux puisqu'ils peuvent se produire bien après la fin du mouvement. Il est donc nécessaire d'établir une limite dans le temps de l'impact que peut produire une mobilisation. Jenkins propose trois conséquences établis dans le temps des mouvements sociaux : les décisions politiques immédiates, les changements au sein de la classe dirigeante et enfin les modifications dans le temps long dans les politiques de distribution des services et des ressources [175].

Un troisième obstacle est celui des effets d'interdépendance entre les conséquences des mouvements sociaux[176]. Si le groupe contestataire est reconnu comme un interlocuteur valide par les détenteurs du pouvoir, il a de plus grandes chances de voir ses attentes et revendications respectées. La probabilité d'un changement politique, législatif ou institutionnel à la suite de mobilisations augmente en fonction du degré de légitimité que possède l'acteur contestataire. Cette idée est développée pour la première fois par William Gamson dans *The Strategy of Social Protest*. L'auteur cherche à déterminer les degrés de réussite des manifestations et les facteurs déterminants leur issue. Il détermine ainsi les deux éléments cités ci-dessus (reconnaissance du groupe contestataire comme un interlocuteur légitime et obtention de gains pendant ou à l'issue des mobilisations) comme les critères objectifs pour mesurer la réussite ou l'échec d'un mouvement. Il existe ainsi quatre situations : la réussite complète lorsque le groupe est reconnu par les autorités et se voit accorder des nouveaux avantages ; l'échec lorsqu'aucun des deux critères n'est rempli ; la « cooptation » lorsque le groupe est reconnu comme un interlocuteur légitime mais ne reçoit aucun avantage à la fin des négociations et enfin la « préemption » lorsque le groupe reçoit de nouveaux avantages sans être reconnu officiellement comme un interlocuteur légitime [177].

Un dernier obstacle est le problème « des effets non intentionnels » [178], c'est-à-dire les effets involontaires qu'ont un mouvement social sur la société et sur ses membres en interne. Les effets provoqués par un mouvement social peuvent même aller à l'encontre de leur objectif initial et ainsi le desservir. C'est notamment le cas lorsque le mouvement subit une forte répression de la part de l'Etat ou quand l'utilisation de la violence entre dans les débats internes.

---

[172] Catherine NEVEU, « Qu'achève-t-on dans des mouvements sociaux ? », in *L'Information géographique*, 2014, Vol. 78, No. 2.
[173] *Ibid.*
[174] Didier CHABANET et Marco GIUGNI, « 7. Les conséquences des mouvements sociaux », *op. cit.*
[175] J. Craig JENKINS, « Why do Peasants Rebel? Structural and Historical Theories of Modern Peasant Rebellions », in *American Journal of Sociology*, 1982, Vol. 88, No. 3.
[176] Didier CHABANET et Marco GIUGNI, « 7. Les conséquences des mouvements sociaux », *op. cit.*
[177] William A. GAMSON, *The Strategy of Social Protest*, London, Dorsey Press, 1975.
[178] Didier CHABANET et Marco GIUGNI, « 7. Les conséquences des mouvements sociaux », *op. cit.*

Dans les possibilités d'explication d'un échec d'un mouvement social ou politique, on trouve principalement le rôle des facteurs internes au mouvement, et des facteurs externes, c'est-à-dire des éléments du contexte affectant la mobilisation indépendamment de son organisation. C'est selon ces deux catégories que nous avons choisi d'analyser les mouvements sociaux de 2015 à 2019 et l'échec politique des campagnes telles que *Beirut Madinati* ou *Kulluna Watani*. La recherche est cependant basée sur la subjectivité des acteurs des mobilisations, sur la manière dont ils ont vécu ces crises internes et externes et sur les conséquences que ces crises ont produit sur leur carrière militante ou politique.

A. Les crises internes

Organisation interne - Les organisations politiques issues de la société civile libanaise ont subi de nombreuses crises internes qui peuvent expliquer leur échec électoral ou leur faible réceptivité par une partie de la population. Gamson appuie la thèse que le degré d'organisation des mobilisations politiques influence leur réussite. Les compétences organisationnelles autant dans les mouvements radicaux et violents que dans les mouvements modérés sont essentielles. Selon lui, les groupes bureaucratisés et centralisés ont plus de chances de voir leurs objectifs se réaliser. *Beirut Madinati* et *Kulluna Watani* présentent des problèmes organisationnels. L'adoption d'une stratégie horizontale dans la prise de décision par les participants pour la campagne municipale ralentit l'avancée des projets : « their horizontally and atomized character is also clearly undermining their chance to engage in long-term battles, to build larger alliances and to form a solid political alternative to the regimes » [179].

L'organisation horizontale des campagnes municipales et législatives entretient des débats houleux entre les participants sur les alliances à effectuer ou les potentiels candidats à privilégier au sacrifice de l'établissement d'une stratégie nationale ou locale de développement de la campagne. Dans la volonté de rassembler toute la société civile dans un même groupe, les campagnes perdent leur identité précise et leur vision politique. C'est le cas particulièrement pour la coalition des élections législatives de 2018 qui finit par rassembler des candidats ayant très peu de choses en commun excepté le fait d'être opposés aux partis traditionnels [180]. Le programme manque de vision et les demandes sont habilement articulées pour plaire à tous les membres. Les groupes présentant des revendications sur des enjeux spécifiques ont plus de chances d'obtenir gain de cause que ceux luttant pour des causes multiples [181]. La campagne de 2018, très évasive sur les sujets économiques, ne présente ainsi pas de jeu de demandes claires à résoudre. La campagne de 2016 se focalise comme l'indique ses *posts Facebook* sur les micro-problèmes du quotidien comme les problèmes d'espace vert ou de trafic automobile occultant alors les problèmes majeurs, souvent contentieux, de l'aménagement de la ville. Sur le choix de l'action contre un ennemi du champ politique, les militants se divisent également en plusieurs camps. « L'anticipation des chances de succès amène à moduler le style des conflits, à user de persuasion, à formuler des promesses, à en appeler à l'autorité, à menacer de représailles » [182]. Plus le groupe est divisé et hétérogène, plus l'adoption de certaines modalités d'action est sujette à débat. La nouveauté que représente l'entrée en politique pour de nombreux membres des campagnes et coalitions peut également expliquer les divisions parfois visibles publiquement et les incohérences de certaines décisions ; les militants sont en effet des candidats novices.

Enfin, *Beirut Madinati* souffre surtout de son projet peut-être utopiste et de l'élitisme de ses membres. Le projet initial de la campagne créée en novembre 2015 dans les locaux de l'Université Américaine rassemble des chercheurs et universitaires des départements d'Architecture et d'Urbanisme. Bien que dans l'exercice de leurs métiers, ces acteurs aient l'opportunité de rencontrer les habitants de la ville, les organisateurs des activités de la campagne municipale semblent parfois déconnectés des réalités de la vie quotidienne des Beyrouthins.

---

[179] Maria Cristina PACIELLO et Daniela PIOPPI, « Youth in the South East Mediterranean Region and the Need for a Political Economy Approach », in *Power2Youth*, 2017, No. 37.
[180] Nadim EL KAK, « A Path for Political Change in Lebanon? Lessons and Narratives from the 2018 Elections », *op. cit.*
[181] William A. GAMSON, *The Strategy of Social Protest*, *op. cit.*
[182] Daniel CEFAÏ, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *op. cit.*

Enfin, les intérêts et aspirations personnelles de certains candidats lors de la campagne de 2018 ont entraîné des divisions au sein de la coalition et ultérieurement la perte de certains sièges considérés pourtant comme « gagnés d'avance » dans certains districts (Mont Liban 4 Chouf Aley).

Faiblesse du soutien en ligne – La stratégie de communication et de participation aux événements des différentes campagnes politiques a également eu un impact sur la réussite des projets entrepris par les différents groupes. *Beirut Madinati* utilise largement les réseaux sociaux comme moyen principal de communication et interroge de manière récurrente les abonnés de la page *Facebook* sur leurs ressentis, leurs demandes et leurs souhaits pour améliorer leur vie quotidienne au sein de la capitale. L'approche adoptée ici est donc bien plus participative et inclusive que la communication par les réseaux traditionnels (télévisions, radios, etc.). Cependant de nombreux auteurs de sociologie de la communication considèrent paradoxalement le développement du « cyber-activisme » comme un facteur de désengagement de l'action politique ou militante [183]. Khneisser explique ce processus ainsi : « While contributing to advancing a participatory and inclusive conceptualization of political action, this form of personalized politics, resuscitated individualized and fleeting commitments » [184]. La volatilité des *posts* en ligne, l'ultra-rapidité des réponses et interactions en ligne, l'individualisation des contenus provoquent une action de mobilisation rapide en ligne mais peu d'engagement sur le long terme, de réelle loyauté à un mouvement social ou de participation à des projets et activités de lutte dans l'espace public réel. Le soutien à un mouvement en ligne est donc bref et momentané mais n'implique pas de réelle action pour l'utilisateur. Le calcul de l'effectivité des campagnes en ligne permet de souligner le développement massif du click-activisme (« clicktivism »), ou de la politique paresseuse en ligne (« lazy politics ») [185]. « These new forms of organizations reinforce and accord very well with neoliberalism's structural fragmentation, de-politicization and individualization » [186]. Le projet politique de *Beirut Madinati* étant basé sur une approche ultra-inclusive et participative en ligne devient moins efficace pour produire un changement substantiel lorsque l'on sait avec quelle rapidité les causes à défendre se succèdent sur les réseaux sociaux.

Le fantôme confessionnel – On observe dans ces initiatives politiques une double dynamique concernant le facteur confessionnel : si ces organisations adoptent une position strictement non confessionnelle, elles intègrent en réalité de manière parfois subconsciente les discours et registres confessionnels. Abi Yaghi montre ainsi comment le différent degré de politisation des individus – et donc leur participation électorale - varie en fonction de leur appartenance communautaire et influe donc sur la manière dont les groupes politiques s'adressent ou s'intéressent à ces groupes sociaux [187]. Le spectre de la question confessionnelle apparaît également lors des désaccords au sein des mouvements lorsqu'il faut gérer la question des symboles ou des appartenances à une certaine communauté : « Activists seemed again to be stumbling over the same taboos that simultaneously constitute consociationalism's pillars and inherent limitations » [188]. Au sein même des organisations, il est donc difficile de se détacher des appartenances communautaires, premier lieu de sociabilité pour les individus.

Echec de transformation du mouvement social – La question qui parait plus centrale que celle de l'échec ou de la réussite d'un mouvement social ou politique est celle de son degré d'ouverture et de sa capacité de transformation. « Alors que la notion d'achèvement renvoie à des formes d'arrêt, celle d'inachèvement essentiel permet de laisser ouvert un horizon des possibles, et souligne le fait qu'il y a sans doute toujours de la transformation vers laquelle tendre » [189]. Dans le cas de *Beirut Madinati*, c'est réellement sa capacité à se transformer et à se renouveler après les élections qui est à analyser pour comprendre si ce mouvement

[183] Miriyam AOURAGH, « Online politics and grassroots activism in Lebanon: negotiating sectarian gloom and revolutionary hope », in *Contemporary Levant*, 2016, Vol. 1, No. 2.
[184] Mona Nadim KHNEISSER, « The Specter of 'Politics' and Ghosts of 'Alternatives' Past: Lebanese 'Civil Society' and the Antinomies of Contemporary Politics », *op. cit.*
[185] Miriyam AOURAGH, « Online politics and grassroots activism in Lebanon: negotiating sectarian gloom and revolutionary hope », *op. cit.*
[186] Mona Nadim KHNEISSER, « The Specter of 'Politics' and Ghosts of 'Alternatives' Past: Lebanese 'Civil Society' and the Antinomies of Contemporary Politics », *op. cit.*
[187] Marie-Noëlle ABI YAGHI (et al.), « From isqat an-nizam at-ta'ifi to the Garbage Crisis Movement: Political Identities and Antisectarian Movements », *op.cit.*
[188] *Ibid.*
[189] Catherine NEVEU, « Qu'achève-t-on dans des mouvements sociaux ? », *op. cit.*

peut se pérenniser. Monsieur D., qui a quitté la campagne en 2018 pour se présenter aux élections nationales nous explique « l'échec », selon ses termes, de *Beirut Madinati* :

« *Beirut Madinati* has succeeded in its time but has failed to transform into a political movement that is sustainable and has people's trust. I resigned from *Beirut Madinati* back in 2018 when I ran myself in the Parliament. *Beirut Madinati* didn't succeed, I tried, many people tried and I'm sure everybody contributed to the failure. It was not a sustainable movement that was owned by the citizens and capable of a sustained fight, an organized one. *Beirut Madinati* became weaker and weaker by the day and lost elections in 2022. It was proof of the lack of influence at every level ».

Il faut cependant prendre en compte l'impact personnel qu'a une défaite électorale sur le parcours des militants. En effet, si une victoire franche et la satisfaction immédiate de revendications prouve que le coût de la mobilisation en valait la peine et nourrit les espoirs pour la continuation de la lutte, une défaite ralentit l'élan de mobilisation, ouvre la voie aux critiques des dirigeants du mouvement et provoque un temps de réflexion sur une potentielle démobilisation [190]. La recrudescence ou la fréquence des départs peut se corréler avec un certain nombre de crises externes ou internes qu'il est important de saisir dans son contexte : Tilly et Tarrow considèrent les crises comme des épisodes de « concurrence, défection, désillusion, répression ou institutionnalisation » [191]. « L'analyse de la défection permet donc de montrer à quel point il est illusoire de chercher à comprendre le fonctionnement des groupements et les engagements en leur sein en restant attaché à une vision substantialiste des collectifs comme entités indivisés » [192]. Le groupe social militant ou politique n'est donc pas figé mais dépend des intégrations ou défections des membres. A la chronologie des crises se superpose celle des réorganisations internes ou stratégiques. Par exemple, Monsieur J. qui avait été très influent lors de la campagne de *Beirut Madinati* ne cache pas sa déception lorsqu'il nous raconte l'histoire du mouvement après 2016 : « One of the biggest disappointments of my life. It was a very ugly divorce. […] There was some ugliness, back stabbing and manoeuvres between people who didn't like each other. We functioned for a few months before things started to fall apart. […]. So November 2017 I told them I was leaving. And of course, it wasn't such a smooth exit. It was just nasty ».

Une des variables explicatives à l'essoufflement du mouvement de *Beirut Madinati* dans les années 2017-2018 peut être sa volonté de rester une institution dans le temps. La campagne *Beirut Madinati* est un coup d'éclat en 2016 car elle représente le plus grand dénominateur commun pour de nombreuses personnalités de la société civile. C'est un point de rassemblement après les mobilisations de 2015 pour essayer de changer la politique urbaine en intégrant le système. A l'instar des militants des années 1990 qui intègrent le monde associatif avec les codes du politique [193], les militants et organisateurs de *Beirut Madinati* intègrent vingt ans plus tard le monde politique avec les codes de l'associatif : organisation horizontale, approche participative, intégration du plus grand nombre, etc. Les activités, les programmes, les acteurs représentent un mode d'action typique de la sphère associative, sphère dans laquelle ils ont été actifs et ont été socialisés. Dans ces conditions, l'expérience *Beirut Madinati* n'est donc pas supposée durer. C'est une initiative éphémère qui, si elle se concrétise – par le biais d'une victoire aux élections –, se transforme avec un nouveau statut politique (dans le conseil municipal). La longévité de l'organisation entre en corrélation avec la diminution de son influence dès l'année 2017 : « Perhaps most important, independents are taking note of how organizational capacities and mobilization strategies differ between the terrain of street protests and electoral competition »[194].

La réduction des capacités organisationnelles du mouvement est liée à la création de nouveaux groupes d'opposition. La création à l'automne 2017 de multiples groupes comme *Saba'a* ou *Li Baladi,* qui intègrent plus tard la coalition pour les élections législatives, entraîne le départ de multiples activistes au sein de *Beirut Madinati*. Pour Monsieur J., les oppositions parfois violentes entre les groupes en faveur ou opposés à la participation aux élections législatives et la perte de moyens organisationnels sont les raisons principales de la désintégration du mouvement : « So I was against parliamentary elections. I thought it was a betrayal towards our base. So the main kind of battle of ideas was between for and against municipal elections. […]

[190] Lilian MATHIEU, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, *op. cit.*
[191] Charles TILLY et Sidney TARROW, « Chapitre 5 / Mobilisation et démobilisation », *op. cit.*
[192] Olivier FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel : Post scriptum », *op. cit.*
[193] Karam KARAM, « Les associations au Liban : entre caritatif et politique », *op. cit.*
[194] Ziad ABU-RISH, « Municipal Politics in Lebanon », *op. cit.*

By fall 2017, It became evident that they had proceeded, those who were in favor, to be in negotiation with other groups. They created a different brand called *Li Baladi*. Every time we had a general assembly, the majority voted against parliamentary elections. They created *Li Baladi* but that started draining human resources. Nobody wanted to work in *Beirut Madinati* anymore. Everybody was jumping on board with *Li Baladi*. So I told them I was leaving and it was quite a dramatic scene. And I wasn't the only one, there was 35 people at the same time. There was a major major meeting. It was the divorce. And for me that was the end of BM. It had become a empty shell ».

Cette idée que le mouvement n'est pas créé à l'origine pour durer peut être associée à la dernière variable explicative de la perte de vitesse de l'organisation : le coût de l'engagement et le statut non professionnel de ses membres. Tous les membres avec qui nous nous sommes entretenus ont reconnu le travail et le sacrifice personnel qu'ils ont dû faire pour construire un projet politique tel que *Beirut Madinati* : cela demande un investissement sur le temps long, hors de leurs heures de travail, puisque tous les candidats ont un métier à côté de leur travail de militant.

Monsieur J. résume ainsi cette expérience : « We were an experience, we were the element of surprise, we were people who seized a moment but we didn't have the resources to sustain ourselves: intellectual, emotional, material, experiences, etc. everybody was pulling it in a different direction and finally it cracked ».

De nombreuses causes internes peuvent ainsi expliquer l'échec ou la perte de vitesse d'un mouvement social ou d'une initiative politique. Ce qui ressort de nos entretiens est cependant la capacité des acteurs de ces mouvements sociaux à revenir sur leur engagement et leur période de militantisme pour analyser les événements. Monsieur D. résume avec brio lors de notre entretien les différentes pressions qui se sont appliquées sur le mouvement *Beirut Madinati* :

« First, I think in such social movement, individuals fight over power, that's why you need institutional dynamic to mitigate conflict of power that exists everywhere all the time. We were not able to create an organization capable of mitigating this. The second division has to do with ideology: some people wanted to keep *Beirut Madinati* as an urban movement, and some wanted to become a political organization on a national level. There wasn't an aligned vision. Third, there were political divisions: some people wanted to be less confrontational to political elites and in particular with *Hezbollah* while others wanted to go for more radical change vis-a-vis all political elites and especially *Hezbollah*. There were also some economic divisions: some people were center-right while others were center-left so we couldn't agree on a common economic agenda because everyone wasn't aligned ideologically. There were also social divisions: some people were more open, others more conservative on different issues such as gender, LGBTQ, and so on. Part of it was substantial, part of it was institutional, part of it was political, part of it was individual maturity. And part of it was a lack of experience in organizing such a thing ».

B. Les crises externes

Au-delà des crises internes et des difficultés du groupe à maintenir après les élections une identité et un programme clair et tangible, de nombreuses contraintes externes viennent fragiliser les projets de ces initiatives populaires. Ces forces extérieures appliquent, indépendamment de la volonté du mouvement, une pression sur le groupe social pour le mener à sa perte.

Coups fourrés politiques et clientélisme – La principale difficulté que rencontrent les acteurs de *Beirut Madinati* ou de *Kulluna Watani* est le jeu de pouvoir et de manipulation qui se déroule lors des périodes électorales. Dans une dynamique de « tous les coups sont permis », les groupes d'opposition n'étaient pas préparés face au dense réseau de patronage et de clientélisme que déploient les élites politiques pour arriver à leurs fins.

Les élites politiques cherchent tout d'abord à coopter les membres des mobilisations ou des manifestations en les intégrant à leur mouvement, leur proposant un travail ou en achetant leur fidélité. Ils déploient en temps de crise des moyens exceptionnels pour endiguer la contestation soit en cooptant ses membres, soit en délégitimant publiquement ces derniers pour qu'ils soient considérés d'un mauvais œil par l'opinion publique : Monsieur J. se souvient ainsi d'une campagne accusatrice fomentée par les partis traditionnels pour faire tomber un représentant de *You Stink* en 2015 :

« There was during the protests a guy named Assad Thebian. He was one of the leading figures in the movement. Some nasty journalists or someone from the Service of Renseignements [laughing] dug out a video of him four years ago where he said why he doesn't believe in a religion. It was on video. So that was used to portray him negatively in the public eye ».

Les initiatives de 2016 et 2018 qui ont maintenu une image non confessionnelle tout au long de leur campagne se voient attaquer par une contre-campagne hautement confessionnalisée de la part des élites politiques et de leurs partis. *Kulluna Watani* a ainsi subi une campagne de boycott par une frange de la population chrétienne à la suite d'accusations par les chefs politiques chrétiens d'un manque de représentation des intérêts de la communauté chrétienne dans leur programme politique [195].

En période d'élection, les élites politiques élaborent également différentes tactiques répressives ou manipulatrices afin que les populations les plus marginales, faibles, ou précaires « n'oublient pas » le leader politique pour qui ils doivent voter [196]. Les *mafatih (muftah* au singulier) sont des éléments centraux des partis car ils sont chargés de récolter les votes en se déployant à l'échelle des quartiers. Ils quadrillent la ville avec une approche ultra-personnalisée, connaissent la population et leurs intentions de vote et peuvent aller jusqu'à menacer les foyers de leur retirer l'accès aux services urbains (eau, électricité) ou sociaux (santé) s'ils ne votent pas pour leur candidat. « A muftah gets in touch with families in the neighborhood and either reminds them of the services they received (such as a relative obtaining a government job) or distribute payments or services to supporters while noting down the names of defectors or opponents » [197]. De même, le jour des élections, des représentants des partis tiennent les comptes des individus entrant dans les bureaux de vote, notant ainsi les absentéistes. Les *mafatih* instaurent ainsi un climat de peur notamment dans les quartiers les plus défavorisés et délaissés par les services publics et où l'accès aux ressources et services dépend donc essentiellement des partis. Difficile dans ces conditions de changer son intention de vote pour un parti jeune et populaire mais qui ne peut pas assurer directement les demandes des habitants en matière d'accès à l'eau, électricité, etc. Les services publics défaillants et le système clientéliste de distribution des ressources jouent en la faveur des partis traditionnels qui s'assurent ainsi une sécurité électorale en 2016 puis en 2018.

Pour développer une politique d'opposition forte et persuasive, les campagnes comme *Beirut Madinati* ou *Kulluna Watani* doivent d'abord s'attaquer aux réseaux de dépendance clientéliste qui lient les partis traditionnels aux populations les plus précaires dans l'accès aux ressources et au marché du travail. On observe dans les électeurs des campagnes de l'opposition une classe sociale moyenne ou plus aisée qui est financièrement indépendante et qui peut se permettre de voter hors des circuits traditionnels sans risque de voir sa qualité de vie diminuer ou mise en danger.

Une population libanaise réticente – La population libanaise a des difficultés à placer sa confiance dans un groupe politique jeune comme *Beirut Madinati* ou *Kulluna Watani*. La diversité des membres et le programme politique très ouvert et peu spécifique limitent les électeurs potentiels à s'engager auprès de ces campagnes.

Peu importe si les candidats indépendants se présentent comme qualifiés, honnêtes, non corrompus et non affiliés à une communauté particulière, la population libanaise continue de voter pour les mêmes partis traditionnels. « This is not because voters are naïve, blind followers or are unaware of the corruption of their leaders. This is rather because voters are very aware of the structure of the Lebanese system » [198]. Le changement ne peut pas venir grâce à l'élection d'une poignée de candidats indépendants qui veulent changer le système de l'intérieur. Cette réticence à voter pour des indépendants est révélatrice du manque total de confiance de la population envers le système politique. Le changement ne peut pas venir de l'intérieur en suivant les règles du jeu électoral mais uniquement par le biais d'une intervention extérieure au système : guerre, invasion, révolution, manifestations. Majed conclut ainsi : « In a system where power is not within the state, change cannot come from inside the state » [199].

---

[195] Sára VÉRTES (et al.), « Negotiating civic space in Lebanon: The potential of non-sectarian movements », *op. cit.*
[196] Nadim EL KAK, « A Path for Political Change in Lebanon? Lessons and Narratives from the 2018 Elections », *op. cit.*
[197] *Ibid.*
[198] Rima MAJED, « Why the lebanese support the same sectarian leaders: The problem in Lebanon is deeply rooted in its very structure », *Al Jazeera,* 6 avril 2017.
[199] *Ibid.*

Enfin, une certaine frange de la population n'est pas attirée par le programme de *Beirut Madinati* ou de *Kulluna Watani* car elle ne partage pas la même vision et les mêmes valeurs morales : « Certaines exigences générales de validité et de moralité doivent être satisfaites pour que les performances des acteurs collectifs prennent sens » [200]. Le programme de *Beirut Madinati* tourné vers un cercle laïc et cosmopolite ne plait pas aux individus voulant conserver l'identité confessionnelle de leur quartier. Cela va de même pour les activistes de la campagne KW qui rencontrent des populations parfois peu enclines à leur venue, à la tenue de discours politiques au sein de leur quartier, ou à l'affichage de posters et banderoles de soutien à la campagne [201]. La réussite d'un mouvement dépend ainsi donc largement des conditions culturelles externes et à la propension du mouvement à accepter les normes et valeurs du plus grand nombre. La définition d'un problème par le groupe mobilisé définit alors la manière dont les individus vont se joindre au mouvement ou se retrouver dans le problème énoncé. « Il s'agit ainsi de s'opposer à des valeurs considérées comme intolérables, d'articuler des revendications précises à des normes socialement acceptées, mais aussi de trouver une compatibilité avec d'autres valeurs qui, sans être particulièrement favorables ou hostiles au mouvement, sont montantes et gagnent en importance, de manière à toucher un large public » [202].

Des lois électorales qui entravent l'émergence de partis d'opposition – Le système politique en lui-même empêche les jeunes formations politiques issues de la société civile d'entrer dans l'arène politique. En effet, comme nous avons pu le voir précédemment, les élites politiques se réunissent avant chaque élection pour décider des nouvelles conditions de réalisation de ces-dites élections que ce soit au niveau municipal ou national.

En juin 2017, le Parlement libanais vote une nouvelle loi sur les élections législatives après des années de négociation entre les partis. Les dernières élections remontent à 2009, celles de 2013 ayant été étendues pour une durée d'un mandat. Le principal changement législatif est l'abandon du système de majorité pour l'adoption d'un système proportionnel avec un vote préférentiel [203]. Les électeurs ne peuvent voter que pour un candidat avec ce système de vote. Si le système proportionnel peut être bénéfique pour les petits partis – ou coalition – comme *Kulluna Watani*, le vote préférentiel assure aux partis traditionnels et à leurs candidats de rester en tête. Les mouvements de la société civile n'ont pas de candidat emblématique qui représente le parti, et attire les électeurs seulement avec leur nom. Le système politique libanais devient alors de plus en plus personnalisé, focalisant le vote sur l'individu candidat plutôt que sur le parti, et privilégiant ainsi les têtes d'oligarchies communautaires au pouvoir depuis plus de 30 ans. Cette nouvelle loi ne permet donc pas aux individus de se présenter individuellement [204]. Les candidats indépendants sont obligés de s'allier pour intégrer l'arène politique. L'association massive de plusieurs mouvements de la société civile provoque automatiquement un désaccord sur les termes et finitions du programme électoral. Les contours du programme sont alors flous sur certains sujets notamment les réformes économiques [205].

La nouvelle loi électorale n'indique pas non plus de limite dans le budget de campagne des différents candidats. Cette décision favorise clairement les partis traditionnels profitant de larges moyens financiers pour établir leur assise électorale. *Kulluna Watani* doit alors trouver des moyens de contourner les difficultés imposées par cette nouvelle loi. En effet, les partis traditionnels déploient des moyens financiers démesurés pour asseoir leur campagne sur les chaînes de télévision nationale, principalement possédées par les proches des sphères du pouvoir.

Enfin, un désavantage de plus s'ajoute aux défis que rencontre la liste KW puisque la réforme redessine les districts électoraux. Les nouveaux districts sont plus larges et plus homogènes, dessinés en fonction de la répartition des communautés sur le territoire. Durant les élections municipales et parlementaires tenues lors de l'occupation syrienne en 1992,1998 et 2000, les forces de sécurité dessinent les frontières des districts électoraux selon la géographie des provinces (*muhafazat*). Le découpage ne relève donc pas de préférence

[200] Daniel CEFAÏ, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *op. cit.*
[201] Jesse WATERSCHOOT, « The 2018 campaign of the civil society Breaking through the sectarian system? », in *Heinrich Böll Stiftung*, 2018.
[202] Didier CHABANET et Marco GIUGNI, « 7. Les conséquences des mouvements sociaux », *op. cit.*
[203] Jesse WATERSCHOOT, « The 2018 campaign of the civil society Breaking through the sectarian system? », *op. cit.*
[204] Sára VÉRTES (et al.), « Negotiating civic space in Lebanon: The potential of non-sectarian movements », *op. cit.*
[205] Mona KHNEISSER, « The Specter of 'Politics' and Ghosts of 'Alternatives' Past: Lebanese 'Civil Society' and the Antinomies of Contemporary Politics », *op.cit.*

communautaire puisqu'il est imposé par une force extérieure. Les élections tenues en 2005 à la suite de la Révolution du Cèdre sont organisées dans la précipitation et suivent le même découpage de district. La loi sur les élections parlementaires de 2009 est rédigée lors de la Conférence de Doha en 2008 qui met un point d'honneur à abolir le système confessionnel au Liban. Le découpage des 26 districts électoraux reflète cette volonté en brassant la population et en faisant fi de leur appartenance communautaire. La nouvelle loi de 2017 réduit le nombre de districts à 15, établissant une claire majorité confessionnelle dans chacun d'entre eux. C'est le cas notamment pour la capitale. Autrefois divisée en trois districts électoraux, Beyrouth est désormais séparé en deux avec Beirut I et Beirut II qui sont majoritairement musulmans pour l'un et chrétiens pour l'autre, redessinant les contours de la ligne de séparation de la guerre civile. « The new districts have been drawn up to accommodate established parties seeking to maximize the benefits of forthcoming electoral alliances. The Lebanese Forces and Free Patriotic Movement will likely run together, which makes their coalition a strong favorite in majority-Maronite districts like Jbeil-Keserwan and Batroun-Koura-Zgharta-Bcharre. *Hezbollah* and *Amal*, which have had an uneasy electoral alliance that has lasted since 1992, will still sweep seats in majority-Shia areas like Baalbek-Hermel and Zahrani-Tyre » [206].

Le système électoral à l'échelle municipale permet en réalité plus de représentation des partis de l'opposition ou de la société civile : les districts électoraux sont plus petits et donc moins homogènes et il n'y a pas de quotas en fonction des communautés. « The diversity of contexts across different municipalities also opens up the possibility of competition between groups that are otherwise allied at the national level » [207]. Cependant les ressources organisationnelles nécessaires pour participer aux élections municipales sont importantes : les candidats ou liste peuvent assigner un nombre précis de représentants officiels dans les stations de vote durant les jours des élections et lors du dépouillement. On en compte plus de 800 dans la municipalité de Beyrouth, réparties dans plus de 70 écoles. Cela requiert un nombre important de volontaires et une bonne coordination pour assurer le bon déroulement du vote. En effet, les violations des conditions de vote ou des boîtes de résultats sont monnaie courante [208]. Monsieur J. se rappelle ainsi des jours des élections en 2016 :

« Elections and the two or three nights that followed we were not sleeping because they were counting the vote and falsifying the elections. And we succeeded in claiming back around 5 thousands of votes. That's what we could prove but the rest we couldn't prove. I mean we had videos of them [you know] they falsified the official records of the counting at the polling stations. Imagine, there was a systematic agreement on how to falsify. There was also boxes that were switched. They were ballots that were thrown in the garbage».

C. Glissement du politique vers l'associatif

Nous avons décidé de focaliser notre recherche sur les conditions de réussite ou d'échec des mouvements politiques issus de la société civile sur la seule période 2015-2019 pour comprendre les crises profondes et internes au système qui limite la réalisation de ces mouvements. La Révolution de 2019 a été délibérément mise de côté puisqu'elle nécessiterait un travail de recherche à part entière mais également car les crises externes comme le Covid-19, la crise économique enclenchée en 2020 ou l'explosion du port de Beyrouth le 4 août de la même année constituent des éléments singuliers et en dehors des crises du système politique. Bien que ces événements soient intimement liés à la mauvaise gouvernance des élites politiques et de la gestion catastrophique des problèmes sociaux et urbains, nous souhaitions ici analyser les problèmes internes au système comme le clientélisme ou la définition des lois électorales. Cette dernière partie s'intéresse au glissement observable dès 2017-2018 après l'échec des mouvements de *Beirut Madinati* et de KW, des activistes politiques vers le monde associatif et de l'engouement qui entoure ce secteur. La situation s'accélère rapidement avec la crise de 2020 et l'explosion du port pour devenir aujourd'hui le seul secteur réellement actif dans la gestion des services publics, urbains ou sociaux. L'objectif est de comprendre ce glissement du politique vers l'associatif, le processus de désengagement des acteurs mais également la perte de politisation du secteur associatif au profit d'une politique économique basée sur l'efficacité et l'apport de

[206] Anthony ELGHOSSAIN, « One Step Forward for Lebanon's Elections », in *Carnegie Endowment for International Peace*, 2017.
[207] Ziad ABU-RISH, « Municipal Politics in Lebanon », *op. cit.*
[208] *Ibid.*

résultats. Cette partie prend en compte les parcours militants sur la période 2017-2023 et intègrent donc les événements des trois dernières années au Liban.

1. Recyclage des acteurs et revalorisation du secteur associatif

Les déçus de la politique libanaise – On observe rapidement à partir de 2017 un basculement des activistes du milieu politique au milieu associatif. Pour la plupart d'entre eux, ils considèrent que le milieu associatif est l'endroit pour travailler activement au changement social. C'est un lieu de résistance et d'expérimentation mais surtout de renouvellement de l'action politique [209]. Le réinvestissement du secteur associatif fait souvent suite à une auto-critique du militant au sein du parti ou de la campagne politique.

Comme dans les années 1990 avec le développement des associations civiles libanaises, on retrouve à partir de 2017 dans le milieu associatif les déçus de la politique. De nombreuses associations - notamment environnementales – sont créées à partir de 2015 et voient leurs rangs se gonfler après les échecs des collectifs en 2018 et 2019. Monsieur H., membre de la liste *Beirut Madinati*, se concentre après la campagne sur son activité au sein de *Difaf*, une association qui propose des solutions environnementales et techniques pour assurer le ralentissement de la dégradation des écosystèmes au Liban.

Revalorisation et nécessité du secteur associatif – L'engagement associatif devient une nouvelle forme de « politisation » qui en appelle « au collectif mais dépouillées d'idéologie, de l'idée de conflictualité sociale et de l'investissement dans la politique » [210]. On observe au sein des associations libanaises une certaine homogénéité du corps associatif en termes de classe sociale voire de statut communautaire [211]. L'association se réunit autour d'un but commun et les directives sont claires. Contrairement aux formations politiques issues de la société civile qui cherchent à convenir au plus grand nombre et à attirer des individus de tous les horizons, les associations locales se retrouvent bien moins dans cette dynamique. Les entretenus qui se sont reconvertis dans le secteur parlent de la plus grande facilité avec laquelle les décisions sont prises puisque le corps constitutif de ces associations est plus homogène.

Les activistes contribuent directement et activement au sein des associations à l'amélioration des conditions de vie des habitants de la ville. C'est notamment le cas pour les associations de gestion des déchets ou des problèmes urbains où les individus agissent à l'échelle de leur quartier, pour leur communauté de voisinage. « Les habitants s'engagent également de manière indépendante dans des activités variées en relation avec les déchets pour réduire la quantité de déchets produits, la consommation de matières, remettre en cause la logique linéaire en extrayant des matières et participer de la sorte à la transition écologique » [212]. Des associations telles que *Recycle Lebanon*, *Swim Initiative* ou *Live Love Recycle* voient le jour à la suite des manifestations de 2015. Avec la crise économique, les déchets prennent une nouvelle valeur marchande et de nouvelles associations, souvent localisées dans les marges, voient le jour. *ReFuse*, une association d'économie circulaire et de revalorisation des déchets ouvrent ses portes en 2021 dans un quartier défavorisé de Bourj Hammoud. Le changement de perception autour des ordures transforme le déchet en un « gisement potentiel de matières premières secondaires » [213] et les villes sont peu à peu considérées comme des « mines urbaines » [214]. On voit ainsi se développer les activités de ramassage des déchets, de fouilles de poubelles et de bennes par des acteurs informels à la recherche de matières à revaloriser (caoutchouc, aluminium, cuivre, plastique, papiers, etc.). L'association *ReFuse* cherche ainsi à valoriser les comportements de tri à la source des particuliers dans les zones délaissées par les pouvoirs publics. L'association propose des points de collecte où les habitants viennent déposer leurs déchets recyclables. Ces derniers sont vendus à des industries locales et les revenus sont redistribués soit directement en liquide auprès de la population soit sous forme de financement de projets de la communauté de quartier. D'une certaine manière, la crise économique et le développement d'une économie survivaliste ou de subsistance transforment la manière de

[209] Karam KARAM, « Les associations au Liban : entre caritatif et politique », *op. cit.*
[210] Claudia CIRELLI et Fabrizio MACCAGLIA, « Penser le politique par les déchets *», op. cit.*
[211] Khaldoun ABOUASSI, « The Third Wheel in Public Policy: An Overview of NGOs in Lebanon », in Alexander R. DAWOODY (dir.), *Public Administration and Policy in the Middle East*, New-York, Springer, 2015.
[212] Claudia CIRELLI et Fabrizio MACCAGLIA, « Penser le politique par les déchets », *op. cit.*
[213] Sylvy JAGLIN (et al.), *Du rebut à la ressource: valorisation des déchets dans les villes du Sud*, *op. cit.*
[214] Rémi DE BERCEGOL (et al.), « Waste Municipal Service and Informal Recycling Sector in Fast-Growing Asian Cities: Co-Existence, Opposition or Integration? », in *Resources*, 2017, Vol. 6, No. 4.

considérer les déchets urbains et contribuent à faire avancer la société libanaise vers une forme circulaire de consommation.

2. Dépolitisation du secteur associatif

Le système associatif est donc le seul, malgré la crise, à maintenir une activité d'aide sociale ou de plaidoyer et à mobiliser les agents de la société civile. *Beirut Madinati* existe toujours en tant que parti mais les membres que nous avons rencontrés concluent aujourd'hui à une existence de façade du parti avec très peu d'actions politiques ou revendicatives réalisées ces dernières années. Le principal problème que rencontre la sphère associative est la professionnalisation du secteur et sa « dépolitisation ». En effet, les associations cherchent à se « constituer partenaires des pouvoirs publics dans la conduite du développement » [215] sans chercher à se positionner politiquement. C'est-à-dire qu'elles jouent un rôle fondamentalement politique mais ne souhaitent pas entrer dans la sphère politique et contester le pouvoir. La participation aux activités associatives permet donc de créer une citoyenneté active pour les individus qui ont un pouvoir de proposition et d'action aux seins des ONG.

Relation à l'Etat - Les associations libanaises ne contestent pas le système et entrent même dans le moule néolibéral : Bourdieu parle de « politique de dépolitisation » comme l'essence même du néolibéralisme. Les associations ne s'opposent pas aux politiques de l'Etat, ni au système comme se précipite de nous le préciser Monsieur B., le fondateur de *Live Love Recycl*e durant notre entretien : « Pour moi l'Etat est quasi inexistant. Je précise dès le début qu'on ne cherche aucunement à remplacer l'Etat. Dans l'ouverture du magasin, on a tenu à ce que le ministre de l'Environnement soit présent et avec l'ouverture du magasin, on va dans la stratégie du ministère de l'environnement, d'ouvrir des points de collecte et de toute façon on doit s'adapter aussi, on établit avec le ministre la route à suivre, et on est même prêt à s'adapter avec eux ».

Le développement des associations de services qui remplissent le rôle de l'Etat en matière de service ou soulagent les inégalités existantes renforce le statu quo et légitime le système en lui-même. « Les ONG font partie intégrante à la fois de la solution et du problème » [216]. Gebauer explique ainsi que les associations se retrouvent dans une situation de gestion de crise permanente. Dans un pays en crise comme le Liban, la population dépend énormément des associations qui s'attaquent aux conséquences des problèmes sociaux et urbains (assistance sociale, soins médicaux, gestion, tri et ramassage des déchets, apport d'électricité dans les feux de circulation, etc.). Leur rôle, certes essentiel, renforce cependant le système qui les a vu naitre puisque les élites politiques ne cherchent pas à changer ce système qui fonctionne. Le rôle des ONG devient alors de « remplacer l'idée de justice sociale par le contrôle des disparités sociales qui, jour après jour, se creusent davantage » [217]. Jan Spurk parle ainsi d'un processus « d'aplatissement » des inégalités plutôt qu'une remise en cause de ces dernières par le milieu associatif. Le développement en grand nombre des ONG au Liban n'est donc pas seulement le marqueur d'une avancée démocratique, mais également un signe d'une « expression d'un manque de démocratie » [218]. Si les associations rencontrées ont conscience du problème et n'ignorent pas les circonstances à l'origine de cette situation, elles considèrent néanmoins que l'issue du problème est bouchée puisque les initiatives civiles politiques n'ont pas abouti non plus. Dans nos entretiens, on observe ce sentiment de fatalité de nos interlocuteurs face à une situation qui leur échappe et qui semble aller tout droit vers un mur. Le président de *Live Love Recycl*e n'est pas réactif durant notre entretien, il est fatigué et répond de manière évasive à nos questions, il est épuisé par la crise : « C'est difficile au Liban. On a eu beaucoup de problèmes, le Covid a siphonné nos réserves. La crise économique, on a plus accès à notre argent. Puis l'explosion qui nous a tout détruit. Notre centre et nos bureaux ont tous été détruit. 2020 c'était un nouveau départ en fait ».

L'un des marqueurs de la perte de « politisation » des ONG est leur dense professionnalisation : elles fonctionnent comme des petites ou moyennes entreprises. Les associations dépendent essentiellement des financements des bailleurs de fonds – principalement étrangers dans le cas du Liban, surtout depuis 2020 – et doivent faire preuves d'efficacité et de performance dans leurs rapports. La limite de temps imposée par

[215] Sarah BEN NÉFISSA, « Associations et ong dans le monde arabe : vers la mise en place d'une problématique », in Sari HANAFI et Sarah BEN NEFISSA (dir.), *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, Paris, CNRS Editions, 2020.
[216] Thomas GEBAUER, « Repolitiser les ONG pour éviter l'instrumentalisation », in *Alternatives Sud*, 2017, Vol. 24, No. 2.
[217] *Ibid.*
[218] Julie GODIN, *ONG : dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ?*, *op. cit.*

les contrats établis souvent à court terme empêche également les ONG d'établir des actions sur le temps long pour aider durablement les populations [219]. L'institutionnalisation et la professionnalisation des associations locales provoquent ce qu'Alex Jeffrey nomme la « gentrification de la société civile » [220]. La professionnalisation croissante des ONG induit la nécessité d'employer des agents aux compétences techniques particulières en leur sein et d'augmenter l'efficacité de l'action : développement de gestion et de communication, technicisation des procédures, etc. [221] On assite alors à une bureaucratisation du secteur associatif. Pour répondre à la question du management ou du financement de l'association, Monsieur B. nous répond avec les codes du marketing : « C'est une association mais on la dirige comme une boite. C'est une boite mais on cherche à avoir nos propres fonds. On a des employés et des stagiaires mais pas de volontaires. J'ai voulu au début moi-même recycler. Le problème c'est que je ne savais pas comment trier et je ne savais pas où aller. J'ai répondu à un problème que moi j'avais ».

[219] Alexander COOLEY et James RON, « The NGO Scramble, Organizational Insecurity and the Political Economy of Transnational Action », in *International Security*, 2002, Vol. 27, No. 1.
[220] Alex JEFFREY, *The Improvised State: Sovereignty, Performance and Agency in Dayton Bosnia*, London, Blackwell, 2012.
[221] Julie GODIN, *ONG : dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ?*, *op. cit.*

Conclusion générale

Tout au long de notre étude, nous nous sommes donc attardés sur les formes que prend la société civile libanaise en termes d'activisme urbain. C'est réellement le développement d'un militantisme urbain après la guerre civile et son renouvellement générationnel dans les années 2000 couplé à la recrudescence des manifestations pour les droits sociaux et urbains depuis l'entrée dans le nouveau millénaire qui ont permis l'émergence de partis issus de la société civile sur la scène locale, municipale et nationale.

Le futur de la politique urbaine beyrouthine – Les expériences de *Beirut Madinati* et de *Kulluna Watani* ont prouvé que des initiatives populaires basées autour des questions urbaines pouvaient se transformer en réelles forces de proposition sur la scène politique. Cependant les conclusions de notre étude sont peu réjouissantes et semblent conclure à « l'impossibilité d'une action collective efficace et d'un changement durable » [222]. Loin de déstabiliser les fondements du système politique clientéliste et confessionnel, ces campagnes représentent néanmoins une nouveauté dans l'histoire de l'opposition libanaise avec une entrée dans la sphère politique municipale et nationale. Ce sont des expériences de déstabilisation des élites au pouvoir et le marqueur d'un changement de lieu de l'activisme urbain : les acteurs quittent la société civile associative pour entrer dans la vie politique.

Cependant, ces initiatives ne trouveront du soutien dans les bureaux de vote uniquement lorsque plusieurs conditions seront réunies :

Tout d'abord, le système clientélisme de distribution des ressources doit aboli. Un réel changement en termes de résultat électoral n'est possible que si les habitants décident de tourner le dos à leur patron communautaire et de suivre leur choix de vote. Cette situation semble plutôt utopique notamment depuis 2020 où le pays sombre chaque jour plus profondément dans une crise économique endémique.

Ensuite, le système confessionnel doit être affaibli, ce qui signifie que les activistes doivent proposer des discours alternatifs qui participent à la création d'un univers de sens hors des schémas communautaires traditionnels. Les partis d'opposition doivent donc s'accorder sur la résolution concrète des problèmes socio-économiques ou environnementaux en présentant un programme clair et accessible.

Enfin, la question des ressources organisationnelles, financières et humaines des partis d'opposition doit être résolue. Pour établir une solution alternative durable et défier les partis traditionnels qui possèdent de larges ressources humaines ou financières, ces organisations doivent trouver un moyen d'obtenir des financements durables. Ce n'est aujourd'hui pas le cas : de nombreux activistes et candidats dans ces partis politiques ont des emplois et travaillent à temps plein et n'ont pas le temps de s'engager complètement dans l'activité politique.

Ces entreprises politiques de la part de la société civile sont donc une première expérience de défi des élites politiques dans leur propre arène. Cependant, ce passage de la rue aux urnes n'est pas de toute facilité pour ses acteurs : « While there seems to be considerable support for fundamental change in Lebanon, it should be stressed that 'changing or reforming the system' will be extremely testing, and the stronger opposition movements become, the more virulent the backlash might be » [223]. La question reste ouverte sur la manière dont les activistes peuvent réformer un système qu'ils rejettent. En 2015, ils ont fait le choix de la réformation en entrant dans le système pour le changer de l'intérieur. Notre étude a montré que cette initiative, bien qu'honorable, s'est soldée par une incapacité à déstabiliser le système politique en place. De même, la révolution d'Octobre 2019 n'a pas réussi à faire tomber les élites au pouvoir.

2020-2023 ou le désenchantement de la société civile libanaise – La possibilité qu'une scène politique alternative concrète émerge au sein du Parlement ou des Conseils municipaux libanais est de plus en plus difficile à concevoir depuis 2020. En effet, la crise économique historique dans laquelle le pays est plongé, la dévaluation catastrophique de la livre libanaise et le passage de plus de 80% de la population sous le seuil de pauvreté ont stoppé tout espoir de changement par la voie politique. La société civile pleine d'espoir de

[222] Mona HARB, « Beyrouth Madinati, exemple d'activisme urbain », *op. cit.*
[223] Sára VÉRTES (et al.), « Negotiating civic space in Lebanon: The potential of non-sectarian movements », *op. cit.*

changement lors de la Révolution de 2019 et organisée désormais dans le secteur associatif, remplit un rôle d'assistance essentiel auprès des populations qui se battent pour survivre en cumulant plusieurs emplois et en vivant dans des conditions de plus en plus difficiles. Seule une petite partie de la population peut se permettre de payer un générateur privé pour avoir accès à l'électricité, le reste de la population dépend désormais de batteries externes, de panneaux solaires ou de quelques heures d'électricité accordées par le gouvernement. Les épidémies liées à l'insalubrité des bâtiments et à la pollution de l'eau se multiplient notamment dans les quartiers les plus précaires : une épidémie de choléra a ainsi fait rage dans le nord du pays en 2022 autour de la ville de Tripoli. Pour la société libanaise, l'heure n'est donc plus au changement par la politique mais à la survie face à la dégradation de leur environnement urbain. Dans tous nos entretiens, nous avons ressenti cette impression de lassitude et de désespoir face à une situation sans issue. L'analyse des initiatives des années 2015-2019 leur semble faire partie d'un autre monde, lorsque le pays se portait encore « bien ». Il a donc été difficile d'obtenir des informations objectives sur ces initiatives sans avoir le spectre de la crise qui influençait leur analyse des mouvements sociaux. Monsieur T. conclut ainsi notre entretien : « Il me semble finalement que les gens qui sont descendus dans la rue sont toujours convaincus. Il n'y a pas de sondage, mais je suis sûr et certain que ces gens-là ont toujours les mêmes revendications : ils veulent un gouvernement non corrompu, moins de religiosité dans nos affaires, être tous égalitaires, avoir un meilleur cadre de vie, … mais face à eux il y a un système qui non seulement est consolidé au niveau national mais aussi couvert, supporté, soutenu à l'international. Il est vraiment difficile [rires] à secouer ».

La société civile a quasiment quitté la sphère politique mais est toujours active dans les associations, dans les universités, dans la recherche. Elle investit ainsi les lieux qui lui sont accessibles en temps de crise. Si les expériences de 2015 à 2019 sont de solides initiatives de base sur lesquelles fonder les prochains combats politiques de la société civile, ces derniers semblent cependant s'éloigner dans le temps puisque le pays s'enfonce dans une crise économique historique, renforçant par la même occasion le système politique confessionnel et clientéliste.

Bibliographie générale

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

ABI YAGHI, Marie-Noëlle (et al.), « From isqat an-nizam at-ta'ifi to the Garbage Crisis Movement: Political Identities and Antisectarian Movements », in DI PERI, Rosita et MEIER, Daniel (dir.), *Lebanon Facing The Arab Uprisings*, London, Palgrave Macmillan, 2017, pp. 73–91.

ABOUASSI, Khaldoun, « The Third Wheel in Public Policy: An Overview of NGOs in Lebanon », in DAWOODY, Alexander R. (dir.), *Public Administration and Policy in the Middle East*, New-York, Springer, 2015, pp. 215–230.

AL-HARITHY, Howayda, *Lessons in Post-War Reconstruction: Case Studies from Lebanon in the Aftermath of the 2006 War*, London, Routledge, 2010.

ATALLAH, Sami et HARB, Mona (dir.), *Local goernments and public goods: assessing decentralization in the Arab world*, Beirut, Lebanese Center for Policy Studie+s 2015.

BEN NÉFISSA, Sarah, « Associations et ong dans le monde arabe : vers la mise en place d'une problématique », in HANAFI, Sari et BEN NÉFISSA, Sarah, (dir.), *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, Paris, CNRS Editions, 2020, pp. 7–26.

BENNANI-CHRAÏBI, Mounia et FILLIEULE, Olivier, « Appel d'air(e) », in *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 17–42.

CATUSSE, Myriam, « Jusqu'où ira la résilience libanaise ? Les paradoxes de la formule libanaise », in *Ramses 2018*, Paris, Institut français des relations internationales, 2017, pp. 200–203.

CHABANET, Didier et GIUGNI, Marco, « 7. Les conséquences des mouvements sociaux », in *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 145–161.

CIRELLI, Claudia et FLORIN, Bénédicte, « Introduction. Vivre des déchets », in CIRELLI, Claudia et FLORIN, Bénédicte (dir.), *Sociétés urbaines et déchets*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2015, pp. 13–56.

DONZELOT, Jacques et ESTÈBE, Philippe, *L'Etat animateur : essai sur la politique de la ville*, Paris, Editions Esprit, 1994.

EARL, Jennifer, « The Cultural Consequences of Social Movements », *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, 2004, pp. 508–531.

GAMSON, William A., *The Strategy of Social Protest*, London, Dorsey Press, 1975.

GEBAUER, Thomas, « Repolitiser les ONG pour éviter l'instrumentalisation », in *ONG*, Paris, Editions Syllepse, 2017, pp. 29–43.

GODIN, Julie, « ONG : dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ? », in *ONG*, Paris, Editions Syllepse, 2017, pp. 7–26.

GUAZZONE, Laura et PIOPPI, Daniela, *The Arab state and neo-liberal globalization: the restructuring of state power in the Middle East*, Reading, Ithaca, 2009.

HARB EL-KAK, Mona, *Politiques urbaines dans la banlieue-sud de Beyrouth*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 1996.

HARB, Mona, *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005). De la banlieue à la ville*, Paris, Karthala, 2010.

HEYNEN, Nik (et al.), *In the Nature of Cities: Urban Political Ecology and the Politics of Urban Metabolism*, London, Routledge, 2006.

JEFFREY, Alex, *The Improvised State: Sovereignty, Performance and Agency in Dayton Bosnia*, London, Blackwell, 2012.

KARAM, Karam, *Le mouvement civil au Liban. Revendications, protestations et mobilisations associatives dans l'après-guerre*, Paris, Karthala/IREMAM, 2006.

KARAM, Karam, « Les associations au Liban : entre caritatif et politique », in HANAFI, Sari et BEN NEFISSA, Sarah (dir.), *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, Paris, CNRS Editions, 2002, pp. 57–75.

KHALAF, Samir, *Civil and Uncivil Violence in Lebanon: A History of the Internationalization of Communal Conflict*, New-York, Columbia University Press, 2002.

KHATIB, Lina, « Cycles of Contention in Lebanon », in BLAYDES, Lisa (et al.), *Struggles for Political Change in the Arab World*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2022.

KHOSROKHAVAR, Farhad, « 6. La gouvernance et la place du politique Gouvernance, État et société civile», in ANDREW, Caroline et CARDINAL, Linda (dir.), *La Démocratie à l'épreuve de la gouvernance*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa | University of Ottawa Press, 2017, pp. 117–127.

LEFEBVRE, Henri, *The Production of Space*, Oxford, Blackwell, 1991.

LUSSAULT, Michel, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset, 2009.

MAIGRET, Eric, « Chapitre 14 - Les théories de l'espace public. De Kant à la téléréalité », in *Sociologie de la communication et des médias*, Paris, Armand Colin, 2015, pp. 215–236.

MATHIEU, Lilian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004.

NUCHO, Joanne Randa, « Chapter 3 : Building the Networks. NGOs, Gender and 'Community,' » in *Everyday sectarianism in urban Lebanon*, New Jersey, Princeton University Press, 2016, pp. 73–93.

PLEYERS, Geoffrey, *Alter-Globalization, Becoming Actors in the Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.

RABBĀṬ, Idmūn, *La formation historique du Liban politique et constitutionnel: essai de synthèse*, Beyrouth, Librairie Orientale, 1973.

RIZKALLAH, Amanda, « Transcending Sectarian Politics: The Case of Beirut Madinati », in MARTINI, Jeffrey (et al.), *Countering Sectarianism in the Middle East*, Santa Monica, Rand Corporation, 2019.

TILLY, Charles et TARROW, Sidney, « Chapitre 5 / Mobilisation et démobilisation », in *Politique(s) du conflit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, pp. 159–192.

TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, London, Pluto Press, 2012.

VATIN, Jean-Claude, « Sur l'étendu d'un concept », in *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 51–68.

WIEVIORKA, Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.

Articles scientifiques

ABU-RISH, Ziad, « Garbage Politics », in *Middle East Research and Information Project*, 2016.

ABU-RISH, Ziad, « Municipal Politics in Lebanon », in *Middle East Research and Information Project*, 2016, No. 280, pp. 4–11.

AOURAGH, Miriyam, « Online politics and grassroots activism in Lebanon: negotiating sectarian gloom and revolutionary hope », in *Contemporary Levant*, 2016, Vol. 1, No. 2, pp. 125–141.

ARDITI, Benjamin, « Les soulèvements n'ont pas de plan, ils sont le plan : performatifs politiques et médiateurs fugaces », in *Raison Publique*, 2014.

BEN NÉFISSA, Sarah, « Mobilisations et révolutions dans les pays de la Méditerranée arabe à l'heure de " l'hybridation " du politique : Égypte, Liban, Maroc, Tunisie », in *Revue Tiers Monde*, 2011, Vol. HS, No. 5.

BENNANI-CHRAÏBI, Mounia et FILLIEULE, Olivier, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires : Retour sur les révoltes arabes », in *Revue française de science politique*, 2012, Vol. 62, No. 5.

BERGER, Ron (et al.), « Doing favors in the Arab World », in *International Journal of Emerging Markets*, 2019, Vol. 14, No. 5, pp. 916–943.

CARTIER, Stéphane, « L'urbanisme durable, utopie levantine ? », in *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, 2019, No. 41.

CATUSSE, Myriam, « La question sociale aux marges des soulèvements arabes : leçons libanaises et marocaines », in *Critique internationale*, 2013, Vol. N° 61, No. 4.

CEFAÏ, Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », in *Réseaux*, 1996, Vol. 14, No. 75, pp. 43–66.

CHAABAN, Jad (et al.), « Beirut's 2016 Municipal Elections: Did Beirut Madinati Permanently Change Lebanon's Electoral Scene », in *Arab Center for Research and Policy Studies*, 2016.

CHBAT, Nada, « La gestion des déchets urbains au Liban entre politiques publiques et privées », in *Projets de paysage*, 2011, No. 6.

CHBAT, Nada, « La représentation des paysages de décharges publiques urbaines au Liban: des frontières et des ruptures à différentes échelles territoriales », in *Projets de paysage*, 2011, No. 6.

CHBAT, Nada, « Propreté et malpropreté des espaces privés et publics urbains au Liban », in *Projets de paysage*, 2012, No. 7.

CIRELLI, Claudia et MACCAGLIA, Fabrizio, « Penser le politique par les déchets », in *Géocarrefour*, 2021, Vol. 95, No. 1.

COOLEY, Alexander et RON, James, « The NGO Scramble, Organizational Insecurity and the Political Economy of Transnational Action », in *International Security*, 2002, Vol. 27, No. 1, pp. 5–39.

DE BERCEGOL, Rémi (et al.), « Waste Municipal Service and Informal Recycling Sector in Fast-Growing Asian Cities: Co-Existence, Opposition or Integration? », in *Resources*, 2017, Vol. 6, No. 4.

DE BLIC, Damien et LEMIEUX, Cyril, « Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique», in *Politix*, 2005, Vol. 3, No. 3, pp. 9–38.

DISS, Mostapha et ZOUACHE, Abdallah, « Une étude de la répartition du pouvoir confessionnel au Liban», in *Revue d'économie politique*, 2015, Vol. Vol. 125, No. 4, pp. 527–546.

EL-HELOU, Zeina, « Lebanon's 2018 Elections: An Opportunity for New Political Actors? », in *Lebanon Support*, 2018.

FARAH, Jihad et JOUNY, Raed, « Une approche pragmatique de la qualité environnementale urbaine des quartiers populaires: Cas de Bourj Hammoud à Beyrouth », in *Méditerranée*, 2014, No. 123, pp. 75–88.

FARAH, Jihad et VERDEIL, Eric « Instruments et territoires de la gouvernance des déchets au Liban », in *Géocarrefour*, 2021, Vol. 95, No. 1.

FAWAZ, Mona, « The Politics of Property in Planning: Hezbollah's Reconstruction of Haret Hreik (Beirut, Lebanon) as Case Study », in *International Journal of Urban and Regional Research*, 2014, Vol. 38, No. 3, pp. 922–934.

HARB, Mona, « Beyrouth Madinati, exemple d'activisme urbain », in *Afkar / Idées*, 2017.

HARB, Mona, « Cities and Political Change: How Young Activists in Beirut Bred an Urban Social Movement », in *Power2Youth*, 2016, No. 20.

HARB, Mona, « New Forms of Youth Activism in Contested Cities: The Case of Beirut », in *The International Spectator*, 2018, Vol. 53, No. 2, pp. 74–93.

JENKINS, J. Craig, « Why do Peasants Rebel? Structural and Historical Theories of Modern Peasant Rebellions », in *American Journal of Sociology*, 1982, Vol. 88, No. 3, pp. 487–514.

KAOUÈS, Fatiha, « Les ONG au Liban : l'exemple de l'USAID », in *A contrario*, 2012, Vol. n° 18, No. 2, pp. 125–141.

KASSIR, Alexandra, « Anticonfessionnalisme et alteractivistes au Liban », in *Agora débats/jeunesses*, 2016, Vol. N° 73, No. 2, pp. 77–90.

KHNEISSER, Mona, « The Specter of 'Politics' and Ghosts of 'Alternatives' Past: Lebanese 'Civil Society' and the Antinomies of Contemporary Politics », in *Critical Sociology*, 2020, Vol. 46, No. 3, pp. 359–377.

KIWAN, Fadia, « La société civile au Liban : un levier pour le changement ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2013, Vol. N° 112, No. 4, pp. 49–60.

LONGUENESSE, Élisabeth, « La société libanaise à l'épreuve », in *Confluences Méditerranée*, 2015, Vol. N° 92, No. 1.

MADY, Christine, « The Evolutions, Transformations, and Adaptations in Beirut's Public Spaces », in *Urban Planning*, 2022, Vol. 7, No. 1.

MATHIEU, Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », in *Politix*, 2007, Vol. n° 77, No. 1.

MOSCONI, Nicole, « Nancy Fraser, Le féminisme en mouvements. Des années 1960 à l'ère néolibérale », in *Travail, genre et sociétés*, 2017, Vol. 37, No. 1, pp. 215–220.

MOUAWAD, Jamil, « Unpacking Lebanon's Resilience: Undermining State Institutions and Consolidating the System? », in *Istituto Affari Internazionali (IAI)*, 2017.

NAGEL, Caroline et STAEHELI, Lynn, « International Donors, NGOs, and the Geopolitics of Youth Citizenship in Contemporary Lebanon », in *Geopolitics*, 2015, Vol. 20, No. 2, pp. 223–247.

NEVEU, Catherine, « Qu'achève-t-on dans des mouvements sociaux ? », in *L'Information géographique*, 2014, Vol. 78, No. 2, pp. 85–94.

OTAYEK, René, « Sécularisation et contre-sécularisation au Liban. Le système confessionnel à l'épreuve de l'improbable », in *Confluences Méditerranée*, 2017, Vol. N° 102, No. 3.

PACIELLO, Maria Cristina et PIOPPI, Daniela, « Youth in the South East Mediterranean Region and the Need for a Political Economy Approach », in *Power2Youth*, 2017, No. 37.

PARNELL, Susan et PIETERSE, Edgar, « Translational Global Praxis: Rethinking Methods and Modes of African Urban Research », in *International Journal of Urban and Regional Research*, 2015, Vol. 40, No. 1.

QUÉRÉ, Louis, « L'espace public : de la théorie politique à la métathéorie sociologique », in *Quaderni*, 1992, Vol. 18, No. 1, pp. 75–92.

TOUMA, Michel, « Le système confessionnel au Liban : entre réalité historique et projet chimérique », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2013, Vol. 112, No. 4.

VERDEIL, Eric (et al.), « De la rétroaction entre différenciation territoriale et modèle universel des services urbains en réseau : les enseignements du cas libanais », in *Flux*, 2009, Vol. n° 75, No. 1, pp. 27–41.

VERDEIL, Eric, « L'émergence des études urbaines au Liban. Engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques », in *Working Paper*, 2019.

VÉRTES, Sára (et al.), « Negotiating civic space in Lebanon: The potential of non-sectarian movements », in *Journal of Civil Society*, 2021, Vol. 17, No. 3–4, pp. 256–276.

WATERSCHOOT, Jesse, « The 2018 campaign of the civil society Breaking through the sectarian system?», in *Heinrich Böll Stiftung*, 2018.

Articles de presse

EL KAK, Nadim, « A Path for Political Change in Lebanon? Lessons and Narratives from the 2018 Elections », in *Arab Reform Initiative*, 2019.

ELGHOSSAIN, Anthony, « One Step Forward for Lebanon's Elections », in *Carnegie Endowment for International Peace*, 2017.

FAWAZ, Mona, « Beirut Madinati and the Prospects of Urban Citizenship », in *The Century Foundation*, 2019.

MAJED, Rima, « Why the lebanese support the same sectarian leaders: The problem in Lebanon is deeply rooted in its very structure », *Al Jazeera,* 6 avril 2017.

MANSOUR, Fadi, « From Trash to Dumpland, an entangled history of toxicity and capital », *Jadaliyya*, 13 novembre 2018.

ROUXEL, Mathilde, « Développer les initiatives aconfessionnelles et apolitiques pour pallier aux manques de la société libanaise. Rencontre, dans le domaine de Tanayeel réhabilité par l'association Arcenciel, avec Pierre Issa, fondateur et directeur de la fondation Arcenciel, active au Liban depuis 1985, » in *Les clés du Moyen-Orient*, 18 septembre 2015.

VERDEIL, Eric, « Des déchets aux remblais : imaginaire aménageur, corruption et dérèglements métaboliques à Beyrouth », in *Jadaliyya*, 2017.

Ressources en ligne

مدينتي - Madinati (بيروت مدينتي) *Facebook page* : https://www.facebook.com/BeirutMadinati/**.** [consultée le 12 juillet 2023].

Conférences

« Basic services provision as a new pathway to prosperity », Beyond Group and Reform, American University of Beyrouth, 9 mars 2023, SLEIMAN, André, IRANI, Alexandra, DOUMIT, Gilbert, ATALLAH, Sami.

« Social movements as political expression », Beyond Group and Reform, American University of Beyrouth, 10 mars 2023, MADDAH, Meray, GOSHN, Jad, EL RAHI, Nay, JALLAD, Mayssa.

Annexes

Annexe 1 : *Grille récapitulative des entretiens (printemps 2023)*

Personne entretenue	Date et lieu	Langue de l'entretien	Durée de l'entretien	Métier	Fonction
Monsieur B.	27 mars 2023 – un café populaire en face de son lieu de travail	Français	22'25	Directeur d'association	Fondateur et directeur d'association
Monsieur D.	13 avril 2023 – Zoom	Anglais	38'31	Chercheur dans plusieurs think-thanks internationaux,	Candidat pour la campagne de Beirut Madinati en 2016
Monsieur T.	2 mai 2023 – dans son bureau de consultant à Beyrouth	Français	51'29	Architecte et urbaniste	Candidat pour la campagne de Beirut Madinati en 2016
Monsieur J.	4 mai 2023 – sur le campus de l'Université Américaine de Beyrouth	Anglais	43'04	Architecte	Candidat pour la campagne de Beirut Madinati en 2016
Madame K.	9 mai 2023 – son appartement à Manara, Beyrouth	Anglais	1h33'18	Architecte	Membre de Beirut Madinati depuis 2016
Madame E.	8 juin 2023 – Jardin public des Jésuites à Geitawi, Beyrouth	Français	34'23	Immunologue	Membre du secrétariat de communication de la Coalition pour les déchets depuis 2017
Monsieur C.	25 juin 2023 – Zoom	Anglais	Non enregistré	Directeur d'association	Directeur d'association et membre de la coalition pour les Déchets

Annexe 2 : *Conduite d'un terrain de recherche au Liban – annexe méthodologique*

Dans le processus d'écriture d'un mémoire sur les partis politiques issus de la société civile libanaise se pose automatiquement la question du terrain et de la faisabilité du sujet de recherche. Mon séjour libanais a duré une totalité de 10 mois entre août 2022 et juin 2023, période durant laquelle j'ai consacré 5 mois à mon travail de mémoire. J'ai d'abord été étudiante à l'Université Américaine de Beyrouth dans le cadre d'un échange au semestre d'automne 2022. Durant cette période, mon attrait pour les questions urbaines s'est développé grâce à un cours passionnant d'introduction à l'urbanisme donné par Madame Mona Fawaz et de nombreuses conférences organisées par le *Beirut Urban Lab* (BUL), laboratoire de recherche dirigé par Madame Fawaz et Madame Mona Harb. Ces quatre premiers mois de vie libanaise m'ont également permis de m'acclimater aux réalités de la vie quotidienne dans un pays traversé par une crise historique, où l'accès à l'électricité est restreint, où les services urbains fonctionnent au ralenti, où les habitants cumulent plusieurs emplois pour subvenir à leurs besoins, où 80% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et où l'espoir de changement face à une classe politique corrompue semble s'amenuir. Dans quelle mesure est-il possible de travailler dans un pays en crise comme l'est le Liban en 2022-2023 ? Je propose dans cette note d'annexe d'expliquer en détail comment la recherche de terrain pour l'établissement de ce travail a été menée, quelles sont les caractéristiques propre au terrain libanais et plus particulièrement beyrouthin, et enfin les limites et obstacles que j'ai pu rencontrer.

Faisabilité de la recherche

Ma recherche de sujet s'est d'abord tournée vers les problèmes sanitaires liés à la gestion des déchets à Beyrouth. Ce sujet m'intéressait puisque la pollution et la mauvaise gestion des services de ramassage des déchets sont particulièrement visibles dans la capitale. Cependant, n'étant pas arabophone, de nombreuses contraintes -notamment dans l'accès aux documents bruts ou aux individus en charge- sont apparues. La recherche sur les mouvements sociaux semblait donc plus accessible puisque les militants, comme nous l'avons vu tout au long de ce mémoire, sont pour la plupart francophones ou anglophones, ayant souvent suivi des études supérieures. De même, les dirigeants d'ONG environnementales sont souvent capables de discuter dans une autre langue que l'arabe libanais. Les individus entretenus sont donc pour la plupart bilingues voire trilingues, ce qui facilite grandement le travail de terrain. De même, l'accès aux sources et documents bruts est facilité puisque certains d'entre eux m'ont directement transmis des tracts, des résumés de conférence ou de réunion, des présentations diaporamas qu'ils avaient récoltés durant leurs années de militantisme et de politique.

D'un point de vue pratique pour le cas du Liban, c'est le bouche-à-oreille qui prime. J'ai trouvé la liste des 24 candidats de *Beirut Madinati* sur internet et ai cherché leurs contacts – nombre d'entre eux sont des universitaires ou des professionnels et ont donc une adresse électronique facilement accessible en ligne-. J'ai assisté à de nombreuses conférences organisées à l'Université Américaine de Beyrouth ou par le *Beirut Urban Lab*, durant lesquelles j'ai également rencontré des potentiels candidats pour mes entretiens. C'est par exemple lors d'une conférence sur les services publics à AUB organisée par *Beyond Group and Reform* que j'ai rencontré Monsieur D. Ce dernier a mentionné *Beirut Madinati* lors de son intervention et je l'ai donc contacté pour en discuter davantage.

Lors de mes entretiens, les interviewés citaient souvent des noms de collègues ou de candidats qui faisaient partie de l'expérience *Beirut Madinati*. A la fin des entretiens, je récupérai donc une liste de nom et de contacts *WhatsApp* pour continuer ma recherche. Le partage de coordonnées téléphoniques est donc très facile et récurrent au Liban. La dangerosité de cette profusion de contacts et d'informations est donc de savoir faire le tri entre les personnes avec qui s'entretenir. Il faut savoir construire la recherche sur des fondements scientifiques et théoriques d'une part et soutenir nos arguments à l'aide de nos entretiens d'autre part.

WhatsApp est le médium principal de contact au Liban. La plupart de mes rendez-vous ont été planifiés via cette plateforme plutôt que par mail. Le langage utilisé est rapidement informel et direct. La plupart de mes mails de proposition d'entretien sont restés sans réponse, tandis que mes propositions *WhatsApp* ont toujours été entendues. Durant les entretiens également, le ton reste décontracté. J'ai rencontré ainsi deux activistes dans un jardin public ou dans le parc d'AUB autour d'un café, un architecte au sein de son bureau et enfin une urbaniste qui m'a invitée chez elle pour le thé.

La première règle pour trouver de potentiels entretenus est donc de parler, de discuter de son sujet de recherche avec n'importe quelle personne rencontrée lors de son terrain. Un contact en mènera à un autre.

Limites de la recherche

La première difficulté à laquelle j'ai dû faire face est la non-maitrise de la langue arabe. Cela m'a limité sur le choix de mon sujet de recherche mais également lors de mes entretiens. En effet, Madame K. est une actrice essentielle dans le fonctionnement de *Beirut Madinati* et m'a été largement recommandée lors de mes précédents entretiens. Elle m'a accueillie chaleureusement à prendre le thé chez elle et notre rencontre a duré plus de trois heures. Cependant, notre conversation a été limitée par ma difficulté à parler l'arabe et son anglais hésitant. Je comprenais néanmoins le fond de notre conversation mais elle a plusieurs fois mentionné la difficulté qu'elle rencontrait pour s'exprimer en anglais et le nombre d'informations et détails supplémentaires qu'elle aurait pu me donner si je parlais libanais. De même, plusieurs acteurs de *Beirut Madinati* parlaient uniquement arabe et il m'a donc été impossible de les rencontrer.

Le fait de ne pas parler arabe a également influencé le choix des individus entretenus : en effet, j'ai principalement interrogé des chercheurs ou professionnels ayant suivi des études secondaires, étant bilingues et faisant partie d'une certaine classe sociale privilégiée. Cette variable a donc limité ma recherche à une analyse des expériences militantes d'une certaine partie du mouvement *Beirut Madinati*.

Position de chercheuse

Au début de ma recherche de terrain, notamment dans mes entretiens avec les agents d'ONG environnementales, je me suis rendu compte d'une relative distance à mon égard. L'un d'entre eux par exemple avait du mal à percevoir son travail comme un « objet de recherche » et m'a demandé dès le départ si j'étais étudiante en journalisme. Ses réponses étaient assez brèves et je rencontrais une difficulté quand il s'agissait de parler du passé, des événements de 2015 et 2016. Pour lui, cela n'avait pas de sens de parler du Liban avant la crise, il était plutôt porté sur les actions concrètes à effectuer maintenant et dans l'urgence. Lors de mes entretiens avec des chercheurs ou des professionnels (architectes, urbanistes), cette difficulté disparaissait : ils sont habitués à la recherche, à la manière de conduire un terrain et cela transparaissait dans leur discours. Ils étaient plus organisés, adoptant souvent une relecture très précise et chronologique des événements qu'ils ont vécus. Par exemple, Monsieur J. s'est lancé, après ma première question, dans un monologue pour m'expliquer son expérience à *Beirut Madinati*. Il a ainsi parlé pendant 45 min sans que je l'interrompe mais il a, sans le savoir, répondu à toutes mes questions. Les entretiens ont donc été très différents selon mes interlocuteurs.

Avant de me lancer dans cette recherche, je me suis néanmoins posé la question de la légitimité que je pouvais avoir pour conduire cette étude en tant qu'étudiante française non-arabophone, n'ayant pas vécu la crise économique ni l'explosion du port en 2020, et n'ayant que des connaissances de base sur l'histoire et la politique libanaises. Se posait également la question de la pertinence de ce sujet : en effet, je me focalise sur la période 2015-2019, période difficile comme nous l'avons vu mais que mes interlocuteurs considèrent aujourd'hui avec douceur comme « le Liban d'avant ». Il était parfois difficile de parler de sujets antérieurs à la crise alors que le pays est au bord du gouffre. La plupart des personnes entretenues reviennent sur leur expérience à *Beirut Madinati* comme si elle appartenait à une autre époque. L'analyse de la transformation d'un mouvement social en une initiative politique reste néanmoins très intéressante ; j'ai donc opté pour une approche très factuelle et détaillée des événements dans mes entretiens. Les questions étaient précises et ciblées sur le déroulé des événements dans un premier temps, la partie relevant de l'affect et des impressions étant posées dans un second temps. Pour ce qui est de la légitimité en tant qu'étudiante française travaillant sur un terrain libanais, je n'ai jamais ressenti de difficulté lors de mes entretiens. Au contraire, mes interlocuteurs étaient toujours étonnés que je m'intéresse à ce sujet précis et heureux de pouvoir m'aider dans mes recherches. Le fait d'avoir été étudiante à AUB le semestre précédent, de connaitre certains professeurs du département d'Urbanisme, et de connaitre mon sujet (acteurs politiques, agents publics dans la gestion des déchets, chronologie des événements de 2015, chercheurs et personnalités libanaises connues dans les études urbaines) m'ont néanmoins aidé à mener des entretiens approfondis sur *Beirut Madinati*. Par ailleurs, je n'ai pas rencontré de problèmes pour effectuer ma recherche en tant que femme.

Le travail de terrain au Liban pour un mémoire de master est donc tout à fait réalisable. En fonction du sujet, il peut s'organiser à distance mais demande néanmoins un travail de discussion, de rencontre et de développement d'un réseau de potentiels interlocuteurs qui nécessite de se rendre sur place. Cette étude se concentre sur Beyrouth qui a un statut assez particulier dans le paysage libanais puisque la capitale rassemble une population diverse et hétéroclite, où il est assez facile de conduire des entretiens en français ou en anglais. Pour ce qui relève des recherches en dehors de Beyrouth, la barrière de la langue peut limiter la rencontre avec des partenaires d'entretien.